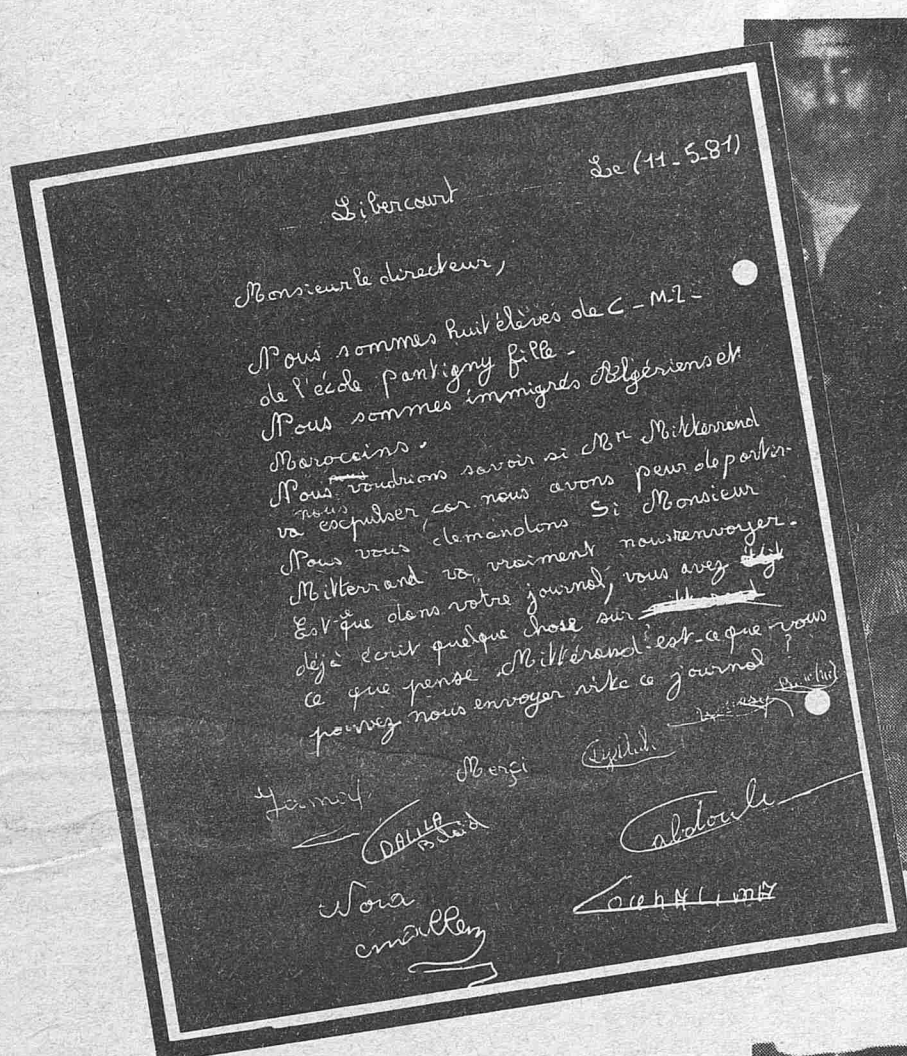


SA FRONTIÈRE

Semaine du 16 au 22 mai 1981

N° 24 6 FF Maroc 4,40 DH—Tunisie 400 M.

Immigration : Alors, la vie en rose !



ON ACHEVE BIEN LES ARABES ...

Marchaudon devant les assises
de Nanterre.



LE FILS DE JAH EST MORT



Fausse neutralité ?

M.
CROISÉS
T
S
de hartmann

Grille n° 13

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									

HORIZONTALEMENT

- Région du Sahara marocain ;
- Plantation ; 3. Coule en Afrique-Dansea ; 4. Pompette-Magicienne légendaire ; 5. Myrmidons ; 6. Langue-Place-Mesure jaune ; 7. Laitue de mer-Déesse ; 8. Vallée-Accord ; 9. Peuple nomade du Sahara ;

VERTICALEMENT

- Oasis du Sahara Algérien ;
- Risque-Muse de l'histoire ;
- Cordage-Elément du cintre ;
- Bugle-Habitant ; 5. Article-Parite tendre-Vieille cité ; 6. Pays d'Amérique ; 7. Difformes-Commune d'Algérie ; 8. Irlande gaélique-Meubles ; 9. Transmis par télévision.

Solution grille n° 12

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1	X	E	N	O	P	H	I	L	E
2	E	M	E	R	A	U	D	E	S
3	N	I	G	E	R	I	E	N	S
4	O	G	R	E	T	A	T	E	
5	P	R	E	A	R	L	E	S	
6	H	E	S	I	T	E	U		
7	O	R	U	R	A	R	T		
8	B	U	L	E	M	A	O		
9	E	R	N	E	I	R	A	N	

C'est avec beaucoup d'intérêt que je lis « Sans Frontière », journal auquel je ne regrette pas de m'être abonné étant donné la valeur informationnelle de celui-ci dont certains articles sont très utilement documentés.

Bien entendu l'intérêt que je porte à votre hebdomadaire pour ses qualités journalistiques ne m'empêche pas d'être en profond désaccord avec ce qui, sous une fausse neutralité, constitue pour Sans Frontière une ligne politique parfaitement claire et cohérente ; en effet, je ne pense pas que la nécessaire critique du PCF doive impliquer l'anti-communisme qui ressort de vos colonnes, nous ne pouvons donc être d'accord sur bien des points puisque je combats politiquement le parlementarisme, le réformisme, l'humanitarisme bêtard qui permet de détourner et de récupérer les justes luttes des prolétaires immigrés au profit d'éléments cléricaux et de la bourgeoisie intellectuelle libérale dont les franges de la gauche n'ont d'autre souci depuis des années que de satisfaire leurs bonnes consciences de « chiens de garde » du système tout en cherchant avec persévérance à empêcher toute radicalisation de la lutte des classes, toute exarcebation des contradictions qui pourraient mener dans ce pays (comme ce sera forcément le cas grâce aux efforts pour cela des militants révolutionnaires conscients) à l'apparition et au développement de la lutte armée anti-capitaliste.

Ces couches de la bourgeoisie démodée, dont l'expression passe souvent entre autres dans votre journal, ne cherchent qu'à défendre leurs intérêts de classe, c'est à dire le maintien de la paix sociale permettant la poursuite de l'exploitation et de l'oppression, ceci en promouvant tout ce qui portera à la collaboration de classe : la défense de la démocratie (qui n'est que le mode de fonctionnement politique de la dictature) et satisfaire le voyeurisme ethnographique des spécialistes des « sciences humaines » se penchant avec com-

misération sur ceux qui contrairement à eux ne sont pas les gestionnaires du Capital), l'idéologie des « droits de l'homme » et autre inepties bourgeoises qui ne servent qu'à maintenir hypocritement les structures actuellement en place.

Cependant ne voyez là aucune agressivité de ma part, simplement nous avons des choix différents, aussi, si je vous écris aujourd'hui ce n'est pas pour exprimer mes divergences avec votre ligne car ce serait sans doute sans intérêt pour qui que ce soit, non, c'est pour vous faire part de mon grand étonnement devant un fait qui me semble inquiétant, même s'il est peut-être secondaire par rapport à l'ensemble de votre journal. Il s'agit de votre bande dessinée, Ali La Pointe.

Bien sûr, je peux comprendre que vos choix politiques vous poussent à donner la parole au sioniste J.F. Kahn, à appeler à la manifestation sioniste après l'attentat isolé et sans grande signification politique de la rue Copernic, cependant, je suis quand même sincèrement étonné de voir dans votre journal une bande dessinée qu'il aurait été plus logique de trouver dans une publication du mouvement sioniste ou dans Minute.

1/ Par le nom du personnage principal, vous insultez la mémoire d'un héros de la Révolution algérienne. Je sais bien que votre journal a cru bon à plusieurs reprises de prendre la défense des harkis, mais est-ce qu'en poursuivant sur cette voie, vous ne devez pas aussi réhabiliter la collaboration avec le nazisme ou encenser le colonialisme (...)

2/ Par une similitude volontaire des noms du pays où se déroule cette histoire et de ses dirigeants, vous pensez judicieux d'insulter la Jamahiraya arabe lybienne populaire et socialiste ainsi que son leader, le colonel Kadhafi. Peut-être avez vous des critiques à adresser à la Jamahiraya lybienne, peut-être même avec raison, mais alors il faut les poser clairement sans passer par l'insulte et la calomnie, le mensonge réactionnaire. Et un minimum d'honnêteté doit conduire à reconnaître que, quelques soient ses éventuelles insuffisances, l'expérience lybienne est extrêmement positive pour le peuple lybien et pour les peuples du monde.

- Sur le plan politique. Il s'agit d'une expérience unique de pouvoir populaire dont le fonctionnement en congrès populaire de base et en comités administratifs populaires permet aux masses populaires de diriger et gérer directement toutes les structures administratives et de pouvoir. Il est donc possible de s'en moquer, d'y voir toutes sortes de défauts, mais c'est là une expérience de démocratie directe dont on ne peut dire qu'elles soient trop nombreuses dans le monde et dont ici nous n'avons plus que de lointain souvenir de la Commune.

- Sur le plan idéologique. Je combats toutes les religions, quel'elles soient, avec les armes du matérialisme dialectique, cependant lorsqu'une foi religieuse est profondément ancrée dans un peuple mieux vaut mettre en valeur ses éventuels contenus progressistes plutôt que ses aspects obscurantistes. Au lieu de vous livrer, comme ça s'est déjà produit, à des spéculations théologiques autour de la « Raison » islamique de façon hermétique à quiconque n'est pas universitaire, il serait préférable d'avoir l'honnêteté politique et intellectuelle de prendre position entre l'expression d'une sympathie douteuse pour les obscurantistes

et féodalistes que sont les contre-révolutionnaires afghans et la reconnaissance des caractères de la révolution culturelle lybienne qui s'appuie sur les aspects progressistes, égalitaires, du Coran et des traditions populaires islamiques, permettant en Lybie de considérables progrès quant à la libération des femmes et à la constitution d'un humanisme révolutionnaire s'opposant justement aux faux humanismes des démocraties bourgeoises régnant en Occident par la corruption et la dictature d'une minorité d'exploiteurs réduisant tout être humain à n'être qu'une marchandise, la femme un objet de consommation et l'ensemble de ce système une porcherie.

3/ Vous faites correspondre le personnage principal de votre bande dessinée à l'image que la propagande bourgeoise a forgée pour déformer l'identité de ce qu'elle appelle un « terroriste international ». C'est à dire un individu présenté comme amoral, cruel, pervers, mercenaire, agent de je ne sais quels services secrets. Cela me rappelle l'attribution par une certaine presse de gauche à des services de renseignement des exécutions de tortionnaires contre-révolutionnaires dont nous fûmes soupçonnés en 77 après avoir été trouvés porteurs des armes ayant servi à ces actions légitimes, cela parce qu'il faudrait être d'éternelles victimes pleurnichant pour se voir reconnaître des « droits » plutôt que de combattre de façon radicale, efficace, offensive.

Dans ce cas vous considérez certainement nos camarades de la Fraction Armée Rouge, interrompant les bombardements barbares de l'impérialisme US sur le Vietnam par la destruction du grand ordinateur de l'armée américaine en RFA, comme des « terroristes » ; les camarades de l'Armée Rouge Japonaise (Sekigun) étaient aussi des « terroristes » en apportant leur solidarité à la Révolution Palestinienne à travers le monde ; « terroriste » aussi la camarade Leila Khaled, combattante du FPLP, lorsque par des détournements d'avions, elle dénonçait à la face de l'impérialisme occidental l'occupation de la terre de Palestine par les envahisseurs sionistes ? (...)

Aussi j'espère que cette expression d'allégeance à la propagande réactionnaire se terminera rapidement car elle ne peut que nuire au sérieux de votre hebdomadaire. Dans cet espoir, je tiens cependant à rappeler, au cas où d'aucuns seraient tentés de me retourner certaines des critiques de cette lettre, qu'étant actuellement incarcéré avec deux autres camarades pour une action de solidarité internationale combattante, mon identité est d'être un prolétaire et que l'on peut me considérer comme faisant partie de cette catégorie de fils d'immigré et nés hors de France que l'on recouvre du concept plus ou moins foireux de « 2^e génération » bien propre aux sociologues bourgeois et employé à tort et à travers, je précise cela pour éviter que mes propos ne rencontrent un éventuel racisme anti-français !

Surtout soyez bien persuadés que ma critique ne se veut que positive, dans le but de faire entendre à propos d'un fait précis, mineur mais politiquement significatif, une voix différente qui n'a pas souvent l'occasion de s'exprimer que ce soit dans Sans Frontière ou ailleurs. Donc ... sans rancune !

Avec mes meilleurs salutations.

Frédéric Oriach
200809 1/113

42 rue de la Santé 75014 PARIS

OFFRE SPECIALE

Abonnements maintenus à l'ancien tarif

A l'ordre de « Sans Frontière », 35 rue Stephenson, 75 018 Paris — C.C.P. 420900 F Paris

— Soutien à partir de 300 francs —

	1 an	9 mois	6 mois	3 mois
France	220F	170F	120F	70F
Europe, Afrique	280F	220F	160F	90F
Par avion	320F	290F	170F	105F

☐ Abonnement

☐ Réabonnement

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

Ville

« Le Bicot, je l'ai tiré comme un lapin »

Alors que nous bouclons ce numéro, en ce mercredi 13 mai demain jeudi 14 mai doit s'ouvrir le procès du brigadier Roger Marchaudon devant les assises de Nanterre pour y répondre d'homicide volontaire sur la personne de Mustapha Boukhezzer qu'il avait achevé de deux balles dans le dos. Le procès devrait se terminer le mercredi 20 mai qui est encore un jour de bouclage pour nous. Nous espérons donc si toutefois les délibérations du jury interviennent pas trop tard pouvoir rendre compte dans notre prochain numéro, du déroulement intégral du procès.

Il aura fallu quatre ans, pour qu'enfin le sinistre brigadier Marchaudon soit traduit devant une cour d'assises pour Homicide volontaire.

En effet, le 23 août 1977, à Chateau Malabry, il s'illustrait par un haut fait d'arme en achevant à bout portant de deux balles dans le dos Mustapha Boukhezzer 21 ans alors qu'il gisait à terre déjà blessé de plusieurs balles.

Encore une fois la police invoquera la légitime défense et en haut lieu on couvrira Marchaudon, en fabriquant une histoire sur mesure : « Une tentative de hold-up qui a dû mal tourner pour les malfaiteurs qui voulaient attaquer la poste de Chatenay Malabry mais surpris par la police alertée quelque temps avant par une brave dame ont ouvert le feu sur les policiers pour couvrir leur fuite. C'est donc en état de légitime défense que les policiers ont riposté et que Mustapha Boukhezzer a trouvé la mort. »

Le scénario se tient, la preuve en est puisque « deux malfaiteurs viennent d'être arrêtés. »

Mais voilà, une femme a tout vu de sa fenêtre, Mme Rousseau confiera son témoignage à Jean Darriulat journaliste au *Matin* arrivé sur place quelques heures après la prétendue fusillade « L'homme à terre ne bougeait plus. Le gardien de la paix

avait une arme à la main. Il a dirigé l'arme vers le dos du jeune homme et il a tiré au moins deux fois. »

Pourtant, aucune information ne sera ouverte par le Parquet Le 5 septembre 1977, la famille Boukhezzer porte plainte avec constitution de partie civile contre Marchaudon du chef d'homicide volontaire, elle choisit comme avocat M. Oussedik.

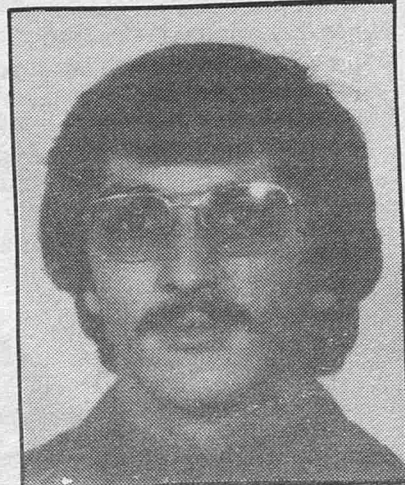
L'affaire est confiée au doyen des juges d'instruction au tribunal de grand instance de Nanterre, M. Champenois.

Mais là aussi, on va tout faire pour étouffer l'affaire. La famille sera systématiquement écartée de l'instruction. C'est ainsi que la reconstitution du crime, organisée le 14 décembre 1977, sur les lieux mêmes des faits se fera sans que M. Oussedik n'en soit averti et encore moins convoqué.

Au surplus, alors que les résultats de l'expertise médico légale et de l'expertise balistique ont été connus les 25 août et 26 septembre 1977, et que tous les rapports accablaient le brigadier Marchaudon, ce n'est que le 17 novembre que le magistrat instructeur se décidait enfin à procéder à son inculpation. C'est dans ces conditions que la famille Boukhezzer déposera en 1978 une requête à fin de renvoi pour cause de suspicion légitime afin que le juge Champenois soit dessaisi de l'affaire.

Enfin en octobre 1980, un arrêt de la Chambre d'Accusation de la cour d'appel de Versailles estime qu'en raison des charges accablantes qui pèsent contre le policier, celui-ci comparaitra devant les assises et non devant un tribunal correctionnel.

Bien qu'inculpé, Marchaudon sera laissé en liberté et sera tout simplement suspendu de ses fonctions mais avec traitement. Sa défense sera assurée par M. Garreaud du mouvement « Légitime Défense ».



Mustapha Boukhezzer

du patron de la 10^e BT, le soutien des éléments les plus fascistes et racistes de la police, la défense assurée par M^o Garreaud qui appartient au mouvement « légitime défense » vont jouer en sa faveur. La stratégie des « protecteurs » va donc consister à faire accréditer par les juges, la « légitime défense ». Laffon et Allalou ont toujours nié qu'ils s'approprièrent à attaquer la poste de la butte rouge donc l'intérêt vital pour les policiers de les charger le plus possible en les faisant passer pour de redoutables gangsters afin de justifier le crime de Marchaudon.

Gérard Laffon et Omar Allalou écoperont de cinq ans de réclusion criminelle pour tentative de hold-up devant la Cour d'Assises de Nanterre bien qu'à aucun moment leur culpabilité ne sera établie.

« Le bicot je l'ai tiré comme un lapin » c'est ce que rapportera Laffon dans le box des accusés à propos du brigadier Marchaudon commentant son haut fait d'arme, à ses collègues.

« Maintenant t'es crevé ! »

« J'étais en train de préparer le déjeuner pour ma fille lorsque tout d'un coup, j'ai entendu la pétarade. Je me suis même dit : tiens, c'est pourtant pas le 14 juillet. Je me suis haussée pour regarder à la fenêtre de la cuisine. Je ne suis pas grande et j'étais en pantoufles. Sur le trottoir d'en face, il y avait un homme allongé et l'agent à côté. Je suis allée en courant dans la chambre de ma fille dont la fenêtre est plus basse, pour mieux voir. Et ce que j'ai vu m'a scandalisée. L'homme à terre ne bougeait plus. Le gardien avait une arme à la main. Il a dirigé l'arme vers le dos du jeune homme et il a tiré au moins deux fois. Il était tout près. Il s'est penché légèrement, le bras tendu. Il semblait hargneux, et on avait l'impression que ça le défoulait, que ça lui faisait

plaisir de tirer. D'ailleurs il a crié : « espèce de salaud ! Maintenant t'es crevé ! »

Ensuite, on lui a passé les menottes, les bras dans le dos. Après ça, je tremblais et je me suis sentie mal. J'étais outrée.

Je me suis dit : « C'est pas possible de tirer sur un homme à terre. »

Il est un peu plus de midi à Chatenay Malabry, rue Aristide Briand, Mme Rousseau, de sa fenêtre vient d'assister au meurtre perpétré de sang froid par le Brigadier Marchaudon qui vient de vider son chargeur, dans le dos d'un jeune algérien, Mustapha Boukhezzer, âgé de 21 ans.

Alors que s'est-il passé ce 23 août 1977 à Chatenay Malabry ?

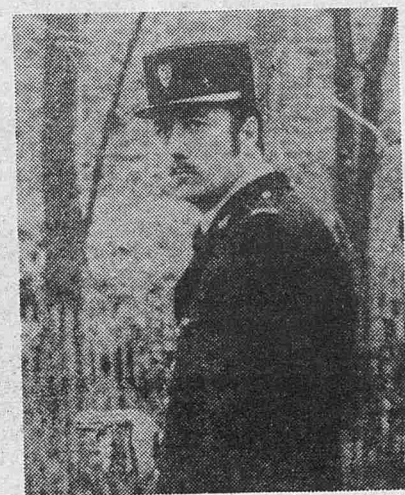
Quand la police ment ...

La police donnera une première version de l'affaire :

« Le commissariat de Sceaux a été prévenu par une habitante de la cité, qu'un groupe d'individus semblait manigancer un mauvais coup derrière la poste de la Butte Rouge.

Aussitôt des inspecteurs de la 10^e BT se sont rendus sur les lieux. Ils sont arrivés au moment où les malfaiteurs arme au poing et cagoule sur la tête, n'étaient plus qu'à quelques pas de la porte du bureau d'entrée de la poste. Les malfaiteurs ont ouvert le feu pour couvrir leur fuite. Les policiers ont riposté en état de légitime défense. Un malfaiteur a été tué, le dénommé Mustapha Boukhezzer.

Juste avant d'être abattu, celui-ci s'est débarrassé de son arme en la jettant dans une ca-



mionnette, garée quelques pas plus haut, sur le parking de l'immeuble. Gérard Laffon et Omar Allalou ont été appréhendés. Tous trois sont de dangereux récidivistes, plusieurs fois condamnés et bien connus de nos services.

A ce moment, la police ignore l'existence du témoignage de Mme Rousseau, c'est donc sur la foi du témoignage du brigadier Marchaudon qui donne une version mensongère des faits au commissaire Jean Dufour de la 10^e BT que les premiers procès verbaux sont rédigés.

« J'aurais besoin de retourner au stage »

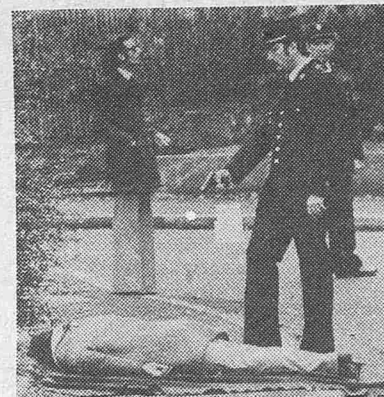
Puis Alain Hamon appelle le commissariat de Sceaux et demande Marchaudon et c'est celui-ci en personne qui répond Hamon enregistre :

« J'ai pas de chance, chaque fois, ça tombe dans une période creuse, une période de vacances, où les journalistes n'ont pas grand chose à se mettre sous la dent. Si ça se produisait en période de grosse action, on en parlerait - pratiquement pas ... Si j'avais tiré à bout portant, il n'aurait pas que deux balles dans le dos. Ma médaille et mon pétard, je peux les déposer, pour un moniteur de tir ça serait pas tellement précis ... Déjà que sur huit cartouches tirées, il n'y a que cinq impacts, ça fait trois balles perdues ? J'aurais besoin de retourner au stage ».

Le rédacteur en chef du journal refusera de passer la bande sur les ondes.

Deux jours plus tard, les rapports d'autopsie et balistique sont transmis par le professeur Ceccaldi au parquet de Nanterre. Ces rapports confirment

Pourtant le lendemain 24 août, Alain Hamon de RTL rencontre Bernard Deleplace, secrétaire général du syndicat des policiers en tenue qui lui répond : « Il me paraît difficile pour les autorités d'étouffer une affaire de ce genre, s'il n'y a pas au début, dans les rapports d'intervention des policiers, un accord complet pour transformer la véracité des faits. » De plus, Deleplace dira avoir reçu la visite des gardiens Brunet et Catteau qui lui ont confirmé la vérité du témoignage de Mme Rousseau.



Le brigadier Marchaudon lors de la reconstitution du meurtre.

le témoignage de Mme Rousseau. Ils mentionnent noir sur blanc, que les deux balles qui ont causé la mort de Boukhezzer ont été tirées pour l'une dans le dos « à bout portant », pour l'autre, d'une distance inférieure à 35 centimètres.

Mais qu'à cela ne tienne, Marchaudon n'est toujours pas inculpé, alors que sa culpabilité crève les yeux. L'esprit de corps, la partialité de la justice, la mauvaise volonté

Marchaudon un dangereux récidiviste

Le 3 septembre 1974, trois gangsters attaquent à main armée une banque du boulevard Barbès. Bilan, trois morts dont un brigadier de police et quatre blessés. Le brigadier Marchaudon est là ... Un premier gangster a été tué dès le début de la fusillade. Un deuxième trouve la mort au cours d'un échange de coups de feu. Le troisième est arrêté ; il n'aura la vie sauve que sur l'intervention de policiers syndiqués car paraît-il, Marchaudon voulait l'achever.

Trois jours plus tard, le brigadier Marchaudon abat de sang froid un voleur à la roulotte qui tentait de s'enfuir.

Ben Ghanissa Mohamed n'était pas armé. Après cette « bavure », Marchaudon sra muté au commissariat de Sceaux et trois ans plus tard, il récidivera en achevant un homme blessé à terre de deux balles dans le dos.

Farid Aichoune

Le rassemblement des jeunes

Le rassemblement de jeunes de Paris, Asnières, Genevilliers, Nanterre, Aix et Toulouse, a provoqué un grand débat parmi les jeunes dits « immigrés », qui y étaient.

Nous présentons ici, les propos des jeunes d'Asnières, de Genevilliers à propos du rassemblement de Lyon du 2 mai. Il est impératif que les jeunes prennent la parole et la gardent.

Par ailleurs, il est question d'une rencontre nationale de jeunes à Paris, sous la forme d'un rassemblement musical à Paris.

Mais d'ores et déjà, des jeunes de Gerland montent à Asnières le 6 juin prochain...

On est partis le samedi matin vers 8 heures. A 13 heures, on est arrivé au centre de Dijon. Nous avons rencontré des gens qui s'organisent contre les expulsions, ce fut un plaisir de constater la présence de Français, ils nous reçurent avec beaucoup de gentillesse, puis nous sommes partis voir la Zone de Dijon. Malheureusement, ce fut trop tard.

L'arrivée à Lyon vers 18 heures fut un peu « lourde » pour les jeunes.

En effet, fatigués par le voyage, on espérait sympathiser avec les jeunes de la Zone de Lyon. On a été directement dans la salle de réunion, où la réunion était commencée, il n'y avait pas beaucoup de jeunes concernés, il n'y avait que des gens d'Associations qui n'avaient pas le même langage que nous : on ne s'attendait pas à ça.

Au bout de dix minutes, tous

les jeunes qui étaient concernés sortaient, un par un, et la réunion s'est poursuivie entre des gens qui voyaient le problème autrement.

Finalement, un peu plus tard, on s'est réunis entre nous et on a décidé :

1) Rester sur nos gardes ! — Les copains en prison ou qui en sortent — Trouver une solution pour les clandestins — Les retours ?... ! — Etudier « trois mois de sursis »... pour qui ? — S'informer à la Préfecture.

2) Elargir de Cité en Cité à partir des Jeunes : — Former des comités de Jeunes sur nos quartiers — Nous relier les uns aux autres.

3) Continuer l'information auprès de la population — Tracts unitaires. Question : dans trois mois, ce sera les vacances !!!

4) Comité de négociation sans un seul immigré ! Pour-

quoi ?

5 Inviter les Jeunes de la Région de Lyon chez nous...

Après, on a réussi à manger, puis quelques-uns ont réussi à être hébergés chez des gens de Lyon. D'autres ont passé la nuit dans le local du C.C.O. où là, heureusement, on a pu lier des contacts avec des Jeunes de la Cité de Gerland (Les jeunes qui ont démarré la lutte avec Christian Delorme).

Le lendemain, on a décidé de partir avec les copains de Gerland à leur Cité. Là, on s'est vraiment retrouvés entre nous. Il y avait même une mère arabe qui était là avec nous. En trois quarts d'heure de discussion, ils nous ont expliqué comment ils avaient démarré la lutte, nous, on leur a expliqué ce qu'on avait fait, et on a marqué ce qu'on devait faire en région parisienne.

C'était le meilleur pour nous. Avec les jeunes de Gerland, c'était super ! On s'est bien entendus.

Ils nous ont filé des tracts, des petites revues, leurs adresses et leur numéro de téléphone pour les contacter.

On a donc échangé des idées avec des copains et on en est bien décidé à poursuivre la lutte en liaison constante avec eux.

Ce que l'on espère aussi, c'est pouvoir rencontrer d'autres jeunes, dans d'autres villes de France, qui vivent dans les mêmes conditions que nous, qui pensent comme nous, qui parlent comme nous.

Au moins pourra-t-on lutter en comprenant où l'on va.

D'ailleurs actuellement, les copains de Gerland se préparent à venir nous voir sur nos quartiers. Ils ont monté des spectacles de danses arabes, de théâtre et l'on pourra faire une soirée pour rassembler le plus de monde possible et populariser de plus en plus notre lutte contre les expulsions.

Brixton en France, Non !

Pour les jeunes d'Asnières
Rachid, Abdelhouah,
Rahni, Djamel



GENNEVILLIERS :

« Non aux expulsions »

Nous sommes partis en car le samedi 2 mai 1981 au matin avec les groupes d'Asnières, Creil, Nanterre. Le départ s'est fait vers 8 heures d'Asnières à la Chapelle Notre Dame de la Route.

Nous sommes arrivés à 13 heures dans le centre de Dijon et nous étions attendus par les gens du collectif de soutien de la Côte-d'Or accompagnés de jeunes immigrés et Français touchés par les problèmes des expulsions abusives.

Avant de repartir, des sympathisants nous ont emmené à la Z.U.P. Tous nous ont reçus chaleureusement. Nous remercions leur soutien.

Nous sommes arrivés à Lyon vers 18 heures et en plein débat... Il ne nous a pas été possible de nous faire entendre. Il nous a également été très difficile de trier les gens concernés, des intellectuels venus se saouler de grandes paroles.

Nous nous sommes donc réunis entre nous et avons décidé d'agir ainsi.

Il nous faut absolument :

— Surveiller les entrées et sorties des prisons et informer les visiteurs.

— Empêcher les expulsions

— Faire revenir les expulsés

— Redonner les droits aux

clandestins.

Aussi et surtout :

— Informer au maximum et

agir pendant les trois mois de sursis pour le peuple Immigré-Français

— Obtenir une position pré-fectorale claire.

— Les jeunes Immigrés et Français de Genevilliers vont sans cesse se contacter de cité en cité, former des collectifs de soutien, recevoir les Jeunes des autres villes et régions de France, continuer à soutenir les grévistes de la faim qui continuent leur combat contre les expulsions.

QUESTIONS POSEES PAR LES JEUNES DE LYON (AVANT L'ELECTION)

1) Que pensez-vous de la grève de la faim ?

Nous pensons que cette grève a fait un grand pas en avant. Maintenant la grève terminée, c'est à nous jeunes qui sommes concernés de continuer la lutte contre ces problèmes.

2) Que pensez-vous de l'arrêt de la grève de la faim ?

Nous pensons que l'arrêt immédiat des grévistes a choqué beaucoup de gens, a ralenti la lutte. On a obtenu trois mois de sursis pour les gens expulsés.

3) Que pensez-vous de la réponse du gouvernement ?

M. Giscard : bidon. Dans trois mois, les vacances. Les gens vont partir en vacances. Toutes les démarches qu'on a fait vont foirer... Alors vite, vite, continuer l'action, l'information dans toute la France. Rester sur nos gardes.

M. Mitterrand : il a adressé un télégramme à nos copains de Lyon pour montrer sa position. Il se place en solidarité avec nous. Puisqu'il dit : « C'est en effet une atteinte aux Droits de l'Homme que de séparer de leur famille et d'exulser vers un pays, bien souvent, dont ils ne parlent même pas la langue, des jeunes gens nés en France, ou qui y ont passé une partie de leur jeunesse. ».

4) Que pensez-vous faire pour continuer l'action ?

Ecrire au gouvernement pour être informés. Tracts dans les banlieues parisiennes, pour informer nos amis, nous unir tous Français et immigrés. Lutter contre ces problèmes. Réunion avec des jeunes immigrés.

Réponses des jeunes d'Asnières

Rahni

Avec les jeunes de Gerland

Les jeunes de Gerland nous ont accueilli dans le local du Centre Socail, 304 av. Jean Jaurès à Lyon 7ème. « C'est là que Christian Delorme avait tout commencé ».

Quelques idées qu'ils ont réalisées :

— Un journal pour informer, avec même des poèmes...

— Une commission « jeunes » pour préparer des dossiers qui servent de base aux négociations. Ceux-ci étaient les porte-parole pour les expulsions et les revendications (travail, école, A.N.P.E.).

— Coordination des quartiers.

A Gerland même : information publique avec réunions des gens du quartier (par exemple : expulsion économique).

D'autres idées ont été retenues :

— Faire un journal à Asnières, Genevilliers, Nanterre... fait par les jeunes des quartiers.

— Rediffuser l'information auprès de la population (tracts...).

Travail de contrôle et de vigilance (attention pendant trois mois et vacances !). Être prête

à intervenir avec les gens qui soutiennent (liste).

— Se coordonner avec d'autres cités et comités.

— Contacter les mères de famille pour collecter les informations à la sortie de prison (frères et sœurs aussi) pour qu'elles se réunissent et s'organisent.

— Grèves tournantes de la faim pour bien montrer ne laisse rien passer et qu'on reste une force mobilisée (dans la région parisienne, il y a déjà... Orléans).

— Petits galas locaux avec bons de soutien... pour financer.

— Participation à des journées immigrées (Genevilliers, 9 mai — Paris, gala à confirmer).

— Coordination Jeunes banlieue parisienne — Gerland, entre eux.

Brixton en France ? Non !

Déjà dans le car de retour, on a écrit et signé treize cartes et lettres envoyées à des copains expulsés bien connus. En prison, en Algérie, ou clandestins.

Notes prises par Bernand

nous avons mis un plan d'échange de travail. Les Jeunes et une mère de famille arabe ont donné leur avis, échangé leurs adresses.

Nous disons merci Lyon, merci Gerland, nous nous sommes quittés pour nous revoir et pour lutter ensemble pour le respect des droits humains et contre l'expulsion.

A bientôt...

Faouzi et Christian

TEMOIGNAGE :

La mal vie

SF : Depuis quand es-tu en France ?

Aziz : Je suis né en France.

SF : Quelles études ou apprentissage as-tu fait ?

AZIZ : CET, j'ai pas fini, je me suis tiré, je voulais préparer un CAP de tourneur.

SF : as-tu fait des conneries ?

AZIZ : Des conneries de rien du tout, vol de mobylettes, etc ...

SF : Est-ce que tu as fait de la Prison ?

AZIZ : Non, j'ai reçu une convocation pour passer en commission d'expulsion. Ils m'ont dit que j'étais sursitaire pendant trois mois.

SF : Les rapports avec les flics lors des arrestations ?

AZIZ : Ils nous contrôlent et nous insultent, ils sortent les pistolets et nous menacent, ils sont complètement bourrés.

Ils nous tabassent mais ce qui est encore plus dégueulasse, c'est qu'ils tabassent les vieux.

Un jour un arabe avait volé à Casino, ils sont rentrés à six et ils l'ont sorti en sang, ils lui ont mis des menottes aux pieds et aux mains et ils l'ont jeté dans la fourgonnette.

SF : Ta vie dans le quartier ?

Aziz : Comme d'habitude en cachette. Dès qu'il y a une voiture volée ou quelque chose

qui se passe, c'est toujours le quartier qui prend.

SF : Y'a-t-il dans ta famille quelqu'un qui a été expulsé ?

Aziz : Oui mon frère a été expulsé, il est à Alger, il est pas encore revenu il va revenir, il ne connaît personne.

SF : Te sens-tu respecté ?

Aziz : Pas du tout : un jour, j'étais dans le bus, je voulais descendre et il y'avait un fromage devant la porte, il ne voulait pas descendre à cet arrêt, mais il y avait de l'espace pur que je puisse descendre, il m'a dit de ne pas descendre par là ; par contre tu vois, je me sens respecté dans mon quartier, il suffit que l'on descende en ville pour que l'on ne se sente plus respecté.

Tu vois dans le quartier, il y a des français, mais on les considère comme des arabes, on préfère rester entre immigrés, parce qu'on peut parler comme on veut.

SF : Que penses-tu de l'expulsion ?

Aziz : On a tous peur de l'expulsion, beaucoup de personnes ont été convoquées pour des papiers comme ça et on leur a pris leur carte de résidence. Dès qu'ils sont contrôlés, pas de résidence, alors expulsés. On a envie de retourner en Algérie mais pas de notre plein gré.

La plupart ne veulent pas partir maintenant à cause du mode de vie, ils sont tous artis de l'Algérie ils n'ont rien là-bas. La France avait elle était bien, ils n'ont pas pensé qu'il y aurait des immigrés qui allaient faire des enfants en France, que les enfants allaient vivre en France et vivre comme des français. Maintenant qu'elle est pourrie, ils ne savent plus que faire de nous alors ils nous jettent dehors.

Sur le journal c'était marqué un tunisien n'avait pas les moyens de prendre l'avion alors il a cassé la vitre d'une bijouterie et il a attendu les flics, ils l'ont embarqué et ils l'ont expulsé. Moi, si je casse une vitre, je me sauve parce que je ne tiens pas à aller en Algérie en tant qu'expulsé.

T'as déjà entendu toi un portugais se faire expulser, c'est toujours un arabe, tu vois, y'en a beaucoup qui volent, comme nous. Tu vois, lui par exemple, il a fait une connerie, y'a longtemps, maintenant, il travaille et tout mais il paye toujours.

Tout le monde fait des conneries, les flics cherchent pas, ils voient mohamed et Mohamed c'est Arabe. Les flics la plupart c'est des pieds-noirs et ils ont la rage.

La prison d'accord quand tu fais une connerie, c'est normal. Mais pour nous, il y a encore l'expulsion. Les français après la prison, ils sont libres, les arabes c'est comme s'il y'était encore puisqu'il a encore peur. Il ne sort pas de chez lui, il a des soucis, c'est comme ça que la plupart boivent et peuvent vivre ?

Les boîtes de nuits : ils font pas rentrer les arabes, on a le cinéma, mais au bout d'un moment, on en a marre, alors on vole, on fait les magasins.

J'ai pas choisi d'être là, dans ces pays racistes. Je serais en Algérie, je veux dire je serais né là, eh bien, ça ne serait pas plus pire qu'ici. Mais maintenant, je ne pourrais pas y aller parce que ce n'est pas le même mode de vie, je suis arabe de sang et je suis français à cause des « fromages » pour avoir la paix ?

Tu vois quand tu as des papiers arabes tu ne vis pas.

Un jour un flic m'a demandé des papiers à Perrache, je regardais en bas au premier étage, le flic m'a demandé pourquoi tu regardes en bas alors tous les autres flics rigolaient, il y avait les pieds-noirs de Marseille, il me dit qu'est-ce que tu fais là, je lui dis : « j'attends quelqu'un ». Je donne ma carte française il me dit « comment ça se fait que tu as la carte jaune, c'est marqué Aziz », le flic me dit pourquoi tu n'es pas resté arabe ?

Transit, Police, Stop ...

La première, la seconde et la dernière.

On reprend depuis le début.

J'ai dansé avec Mistigri et Bouffons Elyséens, tambours battants, je suis de la seconde dis-ai-je à un ancien de la première.

- Tu es Mohamed, Rachid, Ben Zoubia même ! Mais de la seconde génération ?!

Bon ! Au delà de mes fantasmes cauchemardesques, on se résume, en deux mots, en téléx, en paires de claques et j'en passe ... Je trépanse, j'en transit.

Samedi soir 0h45, 4 temps la Défense (Courbevoie) via Nanterre, Bezons, Argenteuil, piège à rats Stop ...

Suis fait attraper Stop ...

Gruger dans le bus Stop ...

Suis au Commissariat Stop ...

On pense m'escorter Stop ...

Capitale d'arrivée Alger Stop ...

Kader



Je lui dis « c'est la loi maintenant, les « moins de 63 » sont français pour vous. » Alors il me dit « qu'est-ce que tu vas faire à 18 ans ? » « Je prendrai mes papiers arabes ». Alors il me sort « T'as pas peur des deux ans d'armée ? » « Je sais pas comment tu vas faire avec tes papiers arabes, qu'est-ce que tu fais dans ton quartier, tu voles. »

Après, il me dit « Moi pendant la guerre, je niquais les algériennes », alors moi, j'étais tellement écoeuré, je lui dis, « moi, maintenant, je suis en train de niquer les « froms ». Je touche pas aux arabes, je les laisse pucelles ». Il m'a regardé et m'a dit : « Tu niques les « froms », toi ? ». Alors moi je lui ai dit que j'ai jamais vu de putes arabes, s'il y'en a eh ben il y'en a pas beaucoup, et puis il m'a dit, « Toi tu es un bougnoul, eh ben tu resteras un bougnoul. »

Tu vois, quand on appelle « les fromages » les français, la plupart croient que c'est une insulte, mais ce n'est pas une insulte « fromage », pour nous, ce n'est même pas bougnoul. C'est encore moins vulgaire.

Témoignage d'Aziz (Lyon)

recueillis par
Djamila et Carole

Lettre d'amour d'un expulsé

Chère Farida,

Je vous écris ces quelques lignes pour te faire savoir de mes mauvaises nouvelles. J'espère que ma lettre te trouvera en bonne santé et parfaite.

Le vendredi à 8h du matin, la police sont venu me prendre de chez moi vers le commissariat des étrangers ; ils m'ont enlevé la carte de résidence et ensuite j'ai passé la nuit à Vauban et le samedi à 10 h du matin, ils m'ont accompagné à l'aéroport de Satolas (Lyon). Maintenant, je suis à Oran chez ma tante et je suis pas encore rentré à Sétif.

Je vous demande de bien vouloir voir mon avocat et il faut lui dire que la police la première fois ils m'ont dit on va vous avertir par lettre, soit je suis expulsé ou non. Pourquoi ils m'ont pas averti ?

La police m'ont amené directement sans ranger mes affaires. J'ai pris rien. Tous mes vêtements sont dans ma chambre et je vous demande de voir mon patron de l'usine et lui dire que la Police Algérienne m'ont dit ils ont pas le droit de m'expulser. C'est pas la peine de penser beaucoup à moi et je te quitterai jamais toujours. Je t'écris des lettres. Lorsque vous s'énervent beaucoup, il faut manger du chocolat.

Le grand bonjour à toi et je t'aime jusqu'à la fin et toujours. Je pense à toi. J'ai pas regretté de mon expulsion mais je regrette une chose je t'ai laissé seule. Et le bonjour à toi et tous les camarades de la Seve d'été et lorsque j'arrive à Sétif je t'envoie une lettre. Gros baisé de ma part. Mille fois.

Saïd



Les 113

Il y a ceux qui font quelque chose

Il y a ceux qui ne font rien

Il y a ceux qui croient faire quelque chose

Il y en a 3 qui font quelque chose

Il y en a 10 qui font des conférences sur ce que font les 3

Il y en a 100 qui font des conférences sur ce que disent les 10

Il arrive que l'un des 110 vienne expliquer la manière de faire à l'un des 3

Alors l'un des 3 intérieurement s'exaspère et extérieurement sourit

Mais il ne dit rien. Car il n'a pas l'habitude de prendre la parole

D'ailleurs il a quelque chose à faire !
à tous les 3 ...

Pierre-Michel

sans frontière

Samedi 16 mai 1981

Une défaite pour qui ?

La grève de la faim de Lyon au-delà de toutes les considérations politiques que l'on peut avoir, a eu le mérite de poser le problème des jeunes « immigrés » nés en France ou y ayant grandi. Ce débat, *Sans Frontière* a voulu le mener à son terme. Il a donné la parole aux grévistes de la faim et à tous ceux qui s'intéressent de près ou de loin à ce

problème. Nous pensons avoir rempli notre rôle au niveau de l'information sur cette question dans toute sa diversité d'appréciation. Nous avons publié les écrits de tous ceux qui avaient quelque chose à dire. Nous aurions pu mieux faire, nous nous sommes interdits de donner une position, pour favoriser l'échange d'idées. Nous publions ici les

points de vue de Hamid Boukhrouma, gréviste de la faim, Jacques, du Comité de soutien de Lyon et de J.-L. Hurst. Nous estimons que la situation a changé maintenant. Il faut préparer l'avenir. Le débat sur la grève de la faim est ainsi clos, les principaux intéressés ayant exprimé leurs points de vue.

Sans Frontière

J'ai participé au meeting qui s'est déroulé au Palais des Sports de Lyon le 7 mai. Malgré le mauvais temps, nos compagnons de lutte étaient présents : même ceux qui ne pouvaient se déplacer étaient avec nous moralement. Je devais partir me reposer dans la Drôme comme me l'avaient conseillé mes amis. Mais j'ai changé d'opinion lorsque j'ai lu l'article de J.-L. Hurst du « *Sans Frontière* » du 9 au 15 mai. Nous, les grévistes de la faim de Lyon, C. Delorme, J. Costil et Hamid B., dénonçons ce journaliste qui prétend que le Père Delorme était très démoralisé par la fin de son action et que Hamid B. a tapé la fêta pendant quatre jours. Or, si nous étions démoralisés, nous n'aurions pas participé au meeting du 7 ; de plus tout médecin sait que de ne pas dessaouler pendant quatre jours après une grève de la faim de un mois, c'est creuser sa tombe. Contrairement à ce que prétend J.-L. Hurst, je pense avoir mené la grève à fond. Ce que j'ai pu faire après notre action ne regarde que moi-même. J'ai contacté ce journaliste à Paris, pris rendez-vous avec lui le 8 mai à midi. Je l'ai attendu toute l'après-midi à la rédaction du journal « *Sans Frontière* » jusqu'à sa fermeture. Je pense qu'il s'est dérobé, car il a dû sentir de lui-même qu'il avait tort d'intituler « *L'amertume* », l'article qu'il a écrit sur nous, les grévistes. Je crois que c'est une défaite pour lui en tant que journaliste. Car il au-

rait préféré d'autres « *Bobby Sands* » pour se faire connaître dans son métier, et devenir une vedette vis-à-vis de l'opinion publique. Mais il s'est trompé sur toute la ligne : en écrivant cet article, il s'est rabaisé lui-même. Il s'est grillé en terme journalistique. S'il considère que C. Delorme était démoralisé, alors que celui-ci avait eu le courage d'entamer une grève de la faim illimitée avec J. Costil et moi-même, Hamid B., je suis sûr qu'il n'a pas du tout compris le problème. Quant à tous ceux qui nous ont soutenus et aidés, eux, savent ce qu'une grève de la faim illimitée signifie. Je ne veux pas employer de mot défaitiste, car nous avons gagné. Et je remercie tous ces immigrés qui se sont battus avec beaucoup de force et d'espoir, qu'ils soient d'un pays ou d'un autre. Eux croient à notre victoire. Je n'oublie pas non plus tous ces français qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes. Nous les remercions tous. Grâce à eux, nous avons obtenu une négociation avec le gouvernement français qui commence à comprendre que c'était un problème qu'il fallait résoudre le plus tôt possible. Alors que J.-L. Hurst, qui se dit défendre notre cause, commence une grève de la faim illimitée, nous serons là pour l'aider. Etant donné qu'il est grand, il pourra tenir certainement plus longtemps que nous, avec le soutien de notre équipe médicale. Comme il travaillait pour le journal « *Libération* », mot qui veut dire

liberté, mais également, je pense, égalité et fraternité, alors qu'il nous aide dans notre combat et dès qu'il sera prêt à commencer la grève de la faim, nous serons, nous, ses frères dans sa lutte. Être ou ne pas être, c'est là la question, et j'espère qu'il sera. Il prétend que C. Delorme a terminé une grève de la faim boiteuse, il a le droit de le penser. Mais nous

savons nous tous qu'un loup, même s'il lui manque une patte, combat avec toute sa volonté, tout son courage et tout son espoir pour la cause qu'il défend, et qu'il pense être juste. Même si cette fin paraît boiteuse pour certains, elle n'en prouve pas moins la témérité de C. Delorme. Il faudrait un livre entier pour expliquer tout ce que je ressens. Pour conclure, je demande à ce journaliste (et à tous ceux qui s'intéressent à ce problème) de me contacter au 839.64.95 pour un rendez-vous. Je lui laisse le choix du lieu et de la date. Je suis prêt à discuter avec lui du mouvement que nous avons mené, lorsqu'il jugera que cela sera nécessaire.

Le 10 mai 1981

Hamid B.

Ancien gréviste de la faim de Lyon



L'amertume (Suite et fin)

Que mon article « *L'amertume* » occasionne quelques remous me paraît la moindre des choses : c'est une déclaration de guerre. Je n'y visais pas des individus particuliers (Christian Delorme ou Hamid Boukhrouma en l'occurrence) que je respecte pour leur courage à défaut d'être d'accord avec leur tactique. La cible que j'ai en tête, et dont je pense qu'un des aspects positifs de la grève de Lyon est de l'avoir enfin clairement mise à nue, c'est la mafia des tuteurs de l'immigration qui, depuis vingt ans, n'a de raisons de vivre (et souvent de crouter) qu'en parlant à la place des autres.

Je ne connais rien de plus humiliant, après avoir « porté les valises » du F.L.N., à une époque où le moindre faciès maghrébin faisait faire dans leurs frocs aux flics de Babylo-

ne, que de retrouver des années plus tard mes camarades de combat, laminés par les coups de la droite et les « psy » de gauche, opiner tristement du bonnet devant la première alphabétisatrice baba-cool venue.

D'où l'admiration que j'ai pour leurs enfants, nés dans le Bronx d'ici, à qui on ne la fait pas, et qui préfèrent envoyer tout balader (sauf la shooteuse hélas) en attendant d'y voir plus clair par eux-mêmes. Qu'on se batte pour eux (comme Delorme) les interpelle, ce qui est une bonne chose en soi. Qu'on les mouche (comme le comité de soutien à Delorme), les révolte, ce qui est encore meilleur.

Le « frère Jacques » de Lyon (lettre ci-contre), « censeur d'articles », comme il dit, me paraît typique de cette engeance de censeurs des panlieues.

Je ne sais dans quel fauteuil il était installé pendant la réunion dont je parle. Il a dû le tenir prudemment à distance de ces recoins où s'étaient concentrés et où râlèrent les quelques « *khokhs* » présents. Depuis un mois, il préférerait sans doute entendre parler d'eux par un intermédiaire charismatique.

Oui, Christian, tu as malheureusement été perçu comme cela par beaucoup. Je sais, moi, pour t'avoir connu avant la grève, que tu es un des rares Français à aimer ces lascars d'amour et, surtout, à partager matériellement leur vie. Ton erreur, à mon avis, est d'avoir changé de terrain en essayant de mouiller (l'Eglise, le M.A.N.) des gens hors du coup qui, aujourd'hui, se parent de vos oripeaux.

Quant à toi, Hamid, le malentendu tient, je crois, au fait que

tu n'appartiens pas, paradoxalement, à cette fameuse « deuxième génération » dont on nous rabat les oreilles. Tu la représentes, tu as eu sa sympathie, mais tu es, par ton âge, d'une autre culture. Il n'y a vraiment rien d'injurieux à dire d'un « *rebeu* » de vingt berges qu'il se came ou qu'il drague : il n'est pas différent des autres jeunes de ce pays. Quand j'écris que tu « n'as pas dessaoulé pendant quatre jours », j'exprime dans sa réalité l'écœurement que tu as manifesté devant moi à la fin de la grève (Tu as changé d'avis depuis, mais tu regrettais alors de ne pas t'être senti suffisamment entouré pour trouver la force de poursuivre l'action seul). Si tu considères que ton honneur est en jeu dès lors que les parents d'immigrés apprennent, par la presse, des bribes de ta vie privée, alors je leur présente mes excuses.

Une caricature ?

Depuis le début, j'assure pour le comité de soutien la recension de tous les articles parus sur et autour de la grève de la faim anti-expulsions de Lyon. Sur plus de 300 coupures de presse rassemblées jusqu'à ces derniers jours, je n'avais relevé qu'un article injurieux et méprisant, provenant du journal raciste d'extrême-droite « *Rivarol* » (là, on pouvait s'y attendre !). Je suis vraiment navré d'en relever un deuxième dans les colonnes du dernier numéro de « *Sans Frontière* ». Tous les camarades du comité de soutien que j'ai rencontrés ont été révoltés en lisant le texte de Jean-Louis Hurst. Bien sûr, des débats animés ont eu lieu au sein du comité de soutien depuis l'arrêt de la grève de la faim, et particulièrement à l'assemblée générale du lundi 4 mai. Mais, quelle que soit l'appréciation portée sur le résultat de la grève de la faim, sur la façon dont elle a été arrêtée, aucune des personnes présentes lundi 4 mai ne peut se retrouver dans les délires de J.-L. Hurst.

Son papier, digne de « *Minute* », n'est qu'une caricature méprisante de l'assemblée générale. Je ne prendrai pas la peine de relever les inexactitudes, car elles se succèdent du début à la fin de l'article. J.-L. Hurst dresse son décor, invente ses personnages, et crée les citations !

Libre à Hurst de fantasmer sur les « ghettos immigrés qui vont s'embraser aux quatre coins de la France » ; mais alors que chaque fois qu'il s'exprime, chacun sache qu'il s'agit de son « délire romantique de « révolutionnaire » déçu ». Comme le dit Bernard Bolze dans le même numéro de *Sans Frontière* : « A Lyon, pas plus qu'à Belfast ou à Hambourg, le pouvoir de décider n'appartient aux donateurs de conseil ». Une chose est sûre aujourd'hui, c'est que depuis la grève de la faim, les fils et filles d'immigrés prennent de plus en plus la parole et l'initiative. C'est cela la grande réussite.

Ceci dit, j'en profite pour vous remercier du travail d'information réalisé par « *Sans Frontière* » dans les numéros précédents.

Bien amicalement

Jacques
du Comité de soutien
de Lyon

Le jour approche où la jeunesse multiraciale qui émerge lentement comme une troisième force potentielle en France (ailleurs qu'à gauche et à droite) ne s'encombrera plus ni de ses parrains ni de ces tabous.

Jean-Louis Hurst

Surveiller les engagements

Vendredi 8 mai, branle bas de combat à St-Dizier (Haute-Marne), Lyon et Paris ! En fin d'après-midi, nous apprenions, en effet, qu'une expulsion de jeune avait eu lieu le 4 mai à St-Dizier. Il s'agissait de Kader Arslan, 22 ans, venu en France à l'âge de quatre mois, membre d'une famille de onze enfants, dont trois de nationalité française.

A la suite de plusieurs délits d'importance relative, Kader avait été expulsé il y a quatre ans, à l'âge de 18 ans. Il fit son service militaire en Algérie. Celui-ci accompli, il revenait début avril 1981 en Haute-Marne. Hélas ! Début mai, les gendarmes de Chaumont l'arrêtaient. Le procureur de la République de cette ville renonçait à le poursuivre pour infraction à arrêté d'expulsion, mais il le plaçait deux jours en

détention, avant que les gendarmes l'expulsent en Algérie le 4 mai.

Alerté le 8 mai par la famille, le comité de soutien de St-Dizier prévenait immédiatement Lyon et Paris. Les grévistes de la faim de Lyon faisaient alors dire ceci au secrétaire général de la préfecture de Haute-Marne : « Si demain samedi à dix heures, nous n'avons pas une assurance écrite que Kader Arslan pourra revenir en France, nous reprenons aussitôt la grève de la faim ». Or, le samedi, à l'heure dite, les amis de Haute-Marne avaient une longue lettre du secrétaire général assurant que si Kader Arslan le demandait, il pourrait obtenir un sursis à expulsion...

Aucun autre cas précis d'expulsion de fils ou de filles d'immigrés ne nous a été signalé. Des bruits d'expulsion nous sont parvenus d'autres villes

(notamment de Riom), mais ce ne sont encore que des rumeurs. Très probablement, chaque préfecture interprète à sa manière les téléx et les communiqués du ministère de l'Intérieur. C'est pourquoi :

— les trois négociateurs des grévistes de la faim de Lyon posent jeudi 14 mai, où ils sont convoqués au ministère de l'Intérieur, le problème des modalités exactes d'application des directives du ministre Bonnet, et celui de leur égal respect dans tous les départements ;

— il faut que dans chaque département, et surtout dans ceux où les commissions d'expulsion fonctionnent le plus, soient mises en place ces jour-ci des « commissions publiques anti-expulsion ». Ces commissions, auxquelles devraient participer des juristes, se réuniraient le même jour que les commissions préfectorales. Elles examineraient à leur tour chaque cas qui leur serait soumis par les expulsés, leur famille, leurs amis, ou leur avocat. C'est certainement là le meilleur moyen de surveiller de près le respect des engagements qui nous ont fait suspendre notre grève.

Christian Delorme
Hamid Boukhrouma
Jean Costil



Que faire maintenant ?

Que faire maintenant après :

1) la victoire sur le gouvernement en place par la grève de la faim,

2) la victoire de Mitterrand le 10 mai ?

1) Pour une quinzaine de jours encore, nous sommes tributaires du ministère de l'Intérieur en place : c'est avec lui que les négociations s'engagent jeudi 14 mai ; c'est vis-à-vis de lui que nous devons veiller à ce qu'aucune « bavure » (St-Dizier) ne se produise en France.

Que faire au cas où l'on apprend qu'une expulsion est en cours ou a eu lieu ?

A) Se procurer le plus de renseignements possibles sur le cas (depuis combien de temps en France ? Motifs de l'expulsion ? Famille en France ? etc.)

B) Joindre immédiatement le Comité en place le plus proche et exposer le cas.

C) Si pas de Comité proche ou pas de réponse, appeler à Lyon l'A.C.F.A.L. (Tél.: 7/872.98.58).

L'important est que cela se sache le plus vite possible !

2) Dès la prise de pouvoir du nouveau président, le comité de négociation des grévistes de Lyon va réouvrir les pourparlers avec la nouvelle équipe en place, en vue de satisfaire, le plus pleinement possible, la revendication initiale qui nous tient à cœur : « arrêt des expul-

sions des jeunes nés en France et/ou y ayant passé l'essentiel de leur vie ».

Nous avons gagné contre le ministère de l'Intérieur ; nous avons le nouveau Président, le Comité de c'est après le temps de la vigilance, le temps de la reprise de toute la question du statut des étrangers en France. Il faut que soient associés à ce travail : des étrangers, des associations d'étrangers, des représentants consulaires, des associations de défense des droits des étrangers, des juristes, des organisations syndicales, etc...

C'est une question dont il ne faut pas nous masquer la complexité. Il nous semble que l'esprit qui doit présider à cette remise en chantier doit tenir compte du simple fait suivant : l'objectif d'une vraie politique de l'immigration, ce doit être l'établissement de rapports fondés sur la justice entre pays riches et pays « en voie de développement », de sorte que puissent se développer dans les pays d'origine les possibilités d'y travailler et d'y vivre pour tous.

Alors, et alors seulement, la libre circulation des personnes, et le libre établissement là où chacun le voudra, seront rendus possibles. C'est ce qui est en train de se passer avec les pays du Marché Commun.

Christian Delorme
Hamid Boukhrouma
Jean Costil

Un certain article

« L'amertume » ? C'est le sentiment qu'ont nombre de militants et sympathisants actifs du Comité de soutien aux grévistes de Lyon, à la lecture d'un certain article du n° 23 de *Sans Frontière*.

Mais mon propos ne veut pas être, celui de la polémique.

La décision d'Hamid, Jean et Christian de mettre un terme à leur grève de la faim, n'a pas déchainé l'enthousiasme. Pour certains, les garanties concédées par le Ministre de l'Intérieur, ne paraissent pas suffisantes pour accepter de rompre la grève de la faim et du même coup la phase publique du grand mouvement de solidarité. Une machine lancée ne s'arrête pas facilement, et tant mieux !

Quelques uns, pensaient qu'en poursuivant la grève jusqu'au

10 mai, il y avait des chances d'obtenir plus que le communiqué du Ministère de l'Intérieur, et les assurances du Préfet de Lyon.

Un nouvel espoir est né dimanche soir, à l'annonce de l'élection à la Présidence de la République de F. Mitterrand. Celui-ci s'est déjà engagé « à mettre fin immédiatement aux expulsions des jeunes nés en France, ou qui y ont passé une partie de leur jeunesse » et « de présenter les dispositions législatives nécessaires pour que nul désormais, ne puisse avoir recours à ces pratiques ».

Ces garanties peuvent nous laisser espérer que plus qu'une circulaire, c'est maintenant une loi reconnaissant les droits des immigrés et protégeant les jeunes contre les expulsions qu'il

s'agit d'obtenir.

Le formidable mouvement de solidarité ne doit pas disparaître. La mobilisation née pour le soutien à la grève de la faim doit se transformer pour mettre en place des groupes de réflexion et de travail sur des quartiers ou bien avec les organisations syndicales et politiques notamment, à partir des propositions de loi déposées en décembre 78 par le PS et en juin 79 par le PC.

Notre action doit se renforcer pour faire aboutir nos objectifs. Les jeunes d'origine immigrée doivent continuer de s'exprimer et de revendiquer leurs droits. Tous ensemble, français et immigrés, nous nous devons de construire la France multiraciale.

Marie Hélène Bunoz

LYON:

Coordination nationale

La grève de la faim en avril à Lyon a été l'occasion de voir naître dans toute la France, un nombre très important de Comités de soutien. Le résultat en est : l'arrêt provisoire des expulsions. Une prise de conscience massive des difficultés actuelles, faites aux fils et filles immigrées, et le début de leur prise de parole.

Cependant, et à l'évidence, des expulsions sporadiques se sont signalées entre autres à Saint Dizier, Rioms, Aix en Provence, Dijon.

La vigilance doit se maintenir jusqu'à l'élaboration de textes clairs, sans ambiguïtés, suivis d'effets incontestables. Enfin,

la parole doit se faire toujours plus forte. A cet effet, nous continuons d'inviter à la création de comité de vigilance, pour assurer le respect de la trêve de trois mois et nous proposons aux fins de redéfinir des objectifs nouveaux et des moyens appropriés à la situation nouvelle.

Une coordination nationale des Comités de soutien les 23 et 24 mai 81 à Lyon.

Trois délégués par ville avec priorité aux jeunes. Tout renseignement pratique par téléphone au 872 98 58 à Lyon et dans le prochain numéro de *Sans Frontière*.

ORLEANS:

Non-stop



La grève de la faim pour protester contre l'expulsion de M. Berradoune s'est achevée dimanche matin 10 mai, à midi. Après l'annonce de l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République, le Comité Solidarité Immigrés d'Orléans a immédiatement organisé une conférence de presse, soutenue par la fédération du P.S., dont le premier secrétaire fédéral, Jean-Pierre Sueur et Christiane Sarraillh, conseiller général.

Cette conférence s'est déroulée au Centre Culturel de St-Jean de la Ruelle, mardi 12 mai à 18 heures. Elle devrait réunir les autres grévistes de la faim de Lyon et de Massy, afin d'entamer une action commune entre les différents mouvements qui ont suscité ces grèves. Le leit-motiv : **les expulsions.**

Les travailleurs de Massy n'ont pu se joindre au groupe au dernier moment. Christian Delorme, un des grévistes de Lyon, était présent : « Les expulsions, a-t-il dit, ne sont qu'un point parmi les problèmes de l'immigration. Nous estimons que par notre action, nous avons ouvert une brèche. Il faut maintenant mobiliser l'opinion publique sur d'autres problèmes qui touchent les immigrés, comme le droit de vote et la double culture ».

DERNIERE MINUTE

Nous apprenons à l'heure où nous bouclons qu'une vingtaine de travailleurs maghrébins ont entamé une grève de la faim à Chalons sur Saône depuis le 9 mai, pour l'obtention de leurs titres de séjour et de travail. Déjà un comité s'est créé, pour tout contact : Eglise St Pierre, demander Claudine. Tél : 43 40 84

Le Comité Solidarité a renouvelé ses revendications. Il exige le retour immédiat de M. Berradoune et souligne que désormais pour toute expulsion, il exige dès que le recours de sur-sis a été déposé, qu'il n'y ait plus exécution immédiate. Il demande par ailleurs l'ouverture d'une commission d'enquête sur les agissements du préfet Jean Rochet, à propos des 56 expulsions du foyer de la Mouchetière, en avril dernier.

Par ailleurs, une lettre a été directement adressée à François Mitterrand pour demander le retour immédiat de M. Berradoune, et la mutation de Jean Rochet.

Le public réuni était encore trop peu nombreux, malgré la diffusion de 10 000 exemplaires du quatre pages sur Orléans, réalisé par *Sans Frontière*. De plus, le préfet a été très demandé... trois cents lettres lui ont été adressées depuis le début des événements, mais il n'a sans doute pas eu encore le temps de répondre, il est toujours muet. Le quartier des Salmoneries prévoit une grande fête qui aura lieu le 31 mai.

B.C

MASSY:

Délivrance

Après vingt et un jour de grève de la faim à l'Eglise Saint-Paul à Massy, les 21 tunisiens ont décidé de suspendre leur action mardi 12 mai à 17 heures.

Après une entrevue avec le Comité de négociation, le Préfet de l'Essonne, M. Jacques Penilliat a délivré hier vingt et un récépissés provisoires de séjour, valables trois mois et renouvelables.

LE MANS:

Occis avant d'être jugé

M. Boubnedir a été jugé et condamné à mort avant que la Justice le juge. Pour la presse locale du Mans, il s'est suicidé. Arrêté le 2 janvier 1981 à la suite d'une bagarre avec un « harki ». Le « harki » est mort. Le « meurtrier », un Algérien de 39 ans, père de 9 enfants était un accidenté du travail, tombé d'un échafaudage de deux étages, il portait des plaques aux reins et

avait une hernie assez développée.

En prison, il se plaignait de sa maladie, mais on présentait cela comme un camouflage. On lui a refusé les soins nécessaires. Il est mort tout doucement. Cela s'apparente à un assassinat en bonne et due forme.

Sa femme raconte ici son long calvaire.

S.F. : Comment se ressentait-il quand il s'est vu très malade ?

Mme B. : Dès fin mars, il avait demandé à aller ailleurs, à Fresnes par exemple, pour être soigné, cela lui avait été accordé, mais aussitôt refusé par le médecin. Alors sa maladie s'est aggravée. Il était déprimé, il ne mangeait plus. Lundi, deux jours avant son soi-disant « suicide », à ma visite, lui qui évite de pleurer devant sa femme et son fils, s'est mis à pleurer, il ne pouvait même pas se relever, il était très affaibli. Mercredi lorsque j'attendais mon tour pour le voir, ils sont venus me dire qu'il était mort, je ne savais plus quoi faire. Il paraît qu'il s'est suicidé juste au moment où son camarade de cellule était descendu au parloir, le troisième ayant été transféré le matin. Il se trouvait seul. Je ne sais pas comment il a fait exactement. Le médecin légiste dit que c'est une strangulation.

S.F. : Que pensez-vous de ce que disent les journaux ici ?

Mme B. : Tout ce qu'ils ont dit est faux, il n'a jamais travaillé en prison et je n'ai jamais reçu de mandat. Il a demandé à travailler et cela lui a été refusé. Un jour au parloir,

il m'a dit que j'ai reçu ma pension, je vais t'envoyer un mandat, pour payer l'avocat et faire quelque chose pour les enfants. Ce même mandat, je ne l'ai pas reçu. Les lettres sont surveillées, ils ont le droit le 6 et le 16 du mois d'envoyer des mandats, mais je n'ai jamais rien reçu. Ce n'est qu'après sa mort que le juge m'a dit : « Il y a de l'argent pour vous ». C'était sa pension, et l'argent qu'il avait sur lui à l'entrée de la prison.

S.F. : Êtes-vous allée le voir après sa mort ?

Mme B. : Au départ, je ne voulais pas, je voulais garder son image vivante, mais après la visite des membres d'association, du mouvement, et malgré la réticence de mon entourage, je suis allée le voir. Ils m'ont refusé de le voir, il fallait que le juge m'autorise à le voir. Tout cela parce que, semble-t-il, il y a eu un scandale à la morgue, des compatriotes sont allés et ont reproché que l'autopsie a été mal faite, il a été ouvert au ventre et même pas lavé, même pas refermé, parce que c'était un prisonnier, et en plus, un Arabe. Ce n'est pas possible, on ne peut plus admettre cela, c'est horrible, il faut faire quelque chose.

Mardi 12 mai à la conférence de presse qu'organisait l'Association du M.T.A., Mme Boubnedir s'est portée parti civile, pour faire une contre-expertise et poursuivre la maison d'arrêt et situer les responsabilités dans ce meurtre. C'est un assassinat, les conditions de vie dans cette prison sont intolérables, chose qui est reconnue par l'ensemble de la communauté du Mans.

ERRATUM :

GRENOBLE :
Expulsé pour
« Incorrections ». Sf n° 23

* Il fallait lire la date du 5 mai pour la conférence de presse (1^{er} paragraphe, 1^{re} colonne)

* 3^e colonne, 3^e ligne :

Il fallait lire :

« S'il s'était présenté au poste de frontière 3 semaines plus tard, les 2 mois nécessaires à la demande d'un recours auraient été écoulés et Malek aurait été expulsé (comme cela s'était déjà produit pour un jeune tunisien de la région dont ni la femme ni la mère n'ont été prévenues et il a fallu qu'il le fasse lui-même de Tunis).

Depuis Malek est resté clandestinement en France... »

* 2^e colonne, 2^e paragraphe, 2^e ligne :

Il fallait lire : « Le préfet des Hautes Alpes au lieu « du préfet de l'Isère »



Dans la nuit du 4 au 5 mai, Mohand Hammani était transféré une nouvelle fois dans une autre prison après avoir été mis deux jours au mitard. C'est donc à la prison de Toulouse que se trouve aujourd'hui Mohand après avoir visité les prisons de Rennes, Fresnes, Grenoble et Toulouse. Mohand est détenu dans le Quartier de Haute Sécurité et pour protester contre l'isolement, il

devait entreprendre une grève de la faim mais il y a renoncé provisoirement.

La situation de Mohand n'est pas sans rappeler celle de Taleb Hadjaj à qui on devait faire faire le tour de France des Q.H.S.

On peut écrire à Mohand afin d'atténuer son isolement : Mohand Hammami 9286 Quartier N3, Cellule 24, Maison d'arrêt de Toulouse, 31000.

Nous sommes huit élèves de C - M.2 -
de l'école pantigny fille -
Nous sommes immigrés Belgiens et
Marocains -
Nous voudrions savoir si M^r Mitterrand
va espérer car nous avons peur de partir -
Nous vous demandons Si Monsieur
Mitterrand va vraiment nous renvoyer -
Est-ce que dans votre journal, vous avez déjà
écrit quelque chose sur ~~le~~
ce que pense Mitterrand? est-ce que vous
pouvez nous envoyer vite ce journal?

Jamou

Merci Jamou

Lettre reçue au journal. Elle se passe de commentaires.

MITTERRAND PRESIDENT

Des nouveaux droits

Après la victoire de François Mitterrand, les immigrés se posent de nombreuses questions et se demandent quel sera le programme du Nouveau Président de la République.

Le manifeste présidentiel pour la campagne présidentielle du Parti Socialiste développait dans une rubrique intitulée « de nouveaux droits pour les immigrés », trois points essentiels.

« Les discriminations frappant les travailleurs immigrés seront supprimées. Les refus de délivrance de cartes de séjour devront être motivés. L'égalité des travailleurs immigrés avec les nationaux sera assurée (travail, aide sociale, chômage, formation continue). Droit de vote aux élections municipales après cinq ans de présence sur le territoire français. Le droit d'association leur sera reconnu.

Le plan fixera le nombre annuel de travailleurs étrangers admis en France. L'Office National d'Immigration (O.N.I.) sera démocratisé. La lutte contre les trafics clandestins sera renforcée ».

Bien que ces trois points, n'épuisent pas les propositions socialistes en direction de la population immigrée, il est évident que leur réalisation ouvrira une ère nouvelle.

Les deux premiers points annoncent la disparition future d'un certain nombre de pratiques et de discriminations dont les immigrés étaient victimes à ce jour.

Deux revendications viennent immédiatement à l'esprit comme le rappelle le communiqué du GISTI qui « attend du nouveau gouvernement qu'il prenne d'urgence les mesures qui sont en son pouvoir pour limiter les méfaits de la politique du président sortant ; notamment le blocage du regroupement familial et les expul-

sions ». Sur ces deux points par exemple, le Parti Socialiste a des positions claires, et peut immédiatement agir, puisque le droit au regroupement familial est un droit assuré par la loi, mais qui était, en pratique, de plus en plus remis en cause. Il s'agira pour le futur gouvernement de veiller à l'application de la loi et de considérer avec justice le cas des familles déjà en France et qui ne sont pas en situation régulière. Pour les expulsions, on se souvient de la visite de M. Pierre Mauroy aux grévistes de Lyon, de la déclaration de Jean Le Garrec lors de la conférence de presse de Christian Delorme à Paris et enfin du télégramme de F. Mitterrand aux trois grévistes. Ces diverses prises de position laissent espérer un arrêt des expulsions (et notamment concernant les jeunes), et une autre politique dans une période suivante.

D'une manière générale, il semble que le gouvernement de transition prendra un certain nombre de mesures conservatoires, par décrets ou circulaires, dans le but de déclarer-t-on, chez les socialistes, de « créer un climat de sérénité, de lever cette chape de plomb qui pèse sur l'immigration ».

Ce ne sera qu'après le résultat des élections législatives et une fois formé le nouveau gouvernement, qu'on envisagera une série de réformes en profondeur, et il est probable que divers projets de lois seront déposés en ce sens.

De nouvelles libertés

Le deuxième point du manifeste présidentiel propose l'octroi du droit de vote et la reconnaissance du droit d'association, lequel a, par ailleurs, fait à deux reprises l'objet d'un projet de loi déposé par le groupe socialiste à l'Assem-

blée Nationale. Quelque soit le résultat des législatives, on peut estimer acquis le droit d'association, alors que le débat sur le vote aux municipales suscitera sûrement des débats avec les élus communistes qui sont très réticents par rapport à cette question. D'une manière générale, il faudra suivre avec attention, tant les négociations entre les divers partis de gauche pour les élections législatives, que le comportement des élus communistes dans la future Assemblée.

Il y a entre le PS et le PCF des différences notables d'appréciation, qu'on a pu notamment remarquer lors de la polémique qui a suivi l'Affaire de Vitry. On se souvient aussi que Lionel Jospin avait à l'époque au micro d'Europe 1 mis la question de l'immigration comme l'un des quatre points à négocier avec le PCF.

Enfin, le 3^e point du manifeste pose la question de l'arrêt de l'immigration. Sur ce point, le PS ne compte pas revenir sur la décision de l'arrêt de l'immigration intervenue en juillet 74. Reste l'immense problème des travailleurs « clandestins » que le PS lui-même estime dans un document récent à plusieurs centaines de milliers de personnes.

Pour les responsables socialistes, c'est une des questions les plus épineuses, car ils craignent que des mesures spectaculaires de régularisation ne provoquent un afflux massif de sans-papiers en provenance des pays d'origine ou d'autres pays d'Europe. Cette crainte va de pair avec un souci « de mise au clair d'une situation » compliquée et d'un « effort de justice » pour tous les sans-papiers qui travaillent et vivent en France.

Kamal Belarbi

Le soleil se lève...enfin !

La gauche tant mythifiée, tant décriée arrive enfin au pouvoir. Elle s'installe ...

Elle nous a promis tant et tant de choses. Nous avons mis en elle tant et tant d'espairs, qu'on serait tenté de dire qu'elle n'a pas le droit à l'erreur ...

Et en même temps, avec ce qui reste de lucidité, nous savons quelque part que c'est trop lui demander ... de faire en si peu de temps, ce que les autres ont mis si longtemps à défaire.

Le septennat qui s'achève nous a laissé un goût amer à tous. Le septennat qui s'achève a laissé les immigrés dans une incertitude totale. **Sur leur sort, leurs vies et leurs biens.** Ils étaient inquiets ; ils le sont encore pour certains. Il n'est qu'à lire cette lettre (publiée ci-contre) envoyée par des enfants, pour mieux comprendre l'état d'âme dans lesquels ils vivent ...

Le soleil se lève enfin pour l'immigration. Le racisme d'état instauré à coups de lois, de circulaires et de pratiques administratives prend fin.

Dès l'annonce des résultats du scrutin, des centaines d'immigrés ont exprimé ce sentiment à la Bastille et ailleurs même si la majorité d'entre eux ne connaissaient pas dans le détail les propositions socialistes, ils exprimaient leur joie, leur satisfaction, et plus profondément une reconnaissance avec ce qu'il y a de meilleur et de généreux dans ce pays. Le rassemblement de la Bastille était pour nous la revanche sur le septennat, mais aussi sur Vitry et Montigny-les-Cormeilles.

Et maintenant ?

L'espérance retrouvée, il s'agit de réfléchir sur cette période qui commence dans l'immédiat, une question se pose : dans la série de consultations que le gouvernement de transition va entamer, quelle place aura l'immigration et sur quels interlocuteurs va-t-elle pouvoir compter ? Si les diverses couches de la population française ont, sur le plan politique, syndical et associatif, des structures qui les représentent, l'immigration présente un visage différent. Des associations autonomes (regroupées dans la M.T.I.) aux associations de solidarité (telle la FASTI, des collectifs informels de jeunes, aux organismes de formation, de troupes de théâtre, aux animateurs, l'immigration n'est ni monolithique, ni uniforme. L'immigration d'une part, et les futures responsables socialistes d'autre part sont devant un défi.

Pour le futur gouvernement, il s'agit, dans sa volonté de consultation de prendre en compte cette réalité multiple et variable et surtout veiller à ce que la voix de ceux qui sont les plus démunis de possibilités d'expression, puissent être entendus. Tout jusque là, permet de le croire.

Du côté de l'immigration, la situation ne peut plus être pensée simplement en slogans. Il s'agit pour elle de concrétiser, de prendre en compte sa diversité et d'assumer ses contradictions. Car l'immigration a changé et ce n'est pas le moindre mérite de la grève de la faim de Lyon. En effet, cette grève a montré que la réalité des jeunes et des femmes immigrées, n'étaient pas prises en compte, loin de là, par les divers groupes politiques qui « fonctionnent » dans l'immigration.

Ici et là, des collectifs immigrés préparent des chartes revendicatives à soumettre au futur gouvernement.

Le soleil se lève enfin pour l'immigration.

Ces jours de joie que nous partageons avec ce peuple de gauche si cher au nouveau président, devraient être aussi des jours de réflexion, car voilà venu pour le « tiers-état immigré », jusqu'ici géré comme du bétail, le temps de la responsabilité. La tâche est énorme : jeter les bases d'une société fraternelle, inter-culturelle et multi-ethnique qui est plus que jamais à l'ordre du jour.

Sans Frontière

Enfin l'alternance

La collusion des sigles n'a pas eu lieu, une nouvelle fois encore, dimanche 10 mai au soir, rien qu'à voir la tronche de certains play-boys de la petite lucarne. Eh oui, le P.R. (parti républicain) ne se confond plus avec le P.R. (président de la République) : style la caravane passe, le président sortant aussi. Et rose il a présidé ce que président les roses, l'espace d'un septennat, disait le poète. Bref, là où l'Union de la gauche échoua en 74, la désunion de la gauche gagna en 81 :

La France se pâme et fredonne : « tonton Mimi, quand tu me prends dans tes bras, je vois la vie en rose », alors que l'écho de V.G.E. répond : « jamais je ne t'ai promis un jardin de roses, douce France, mais d'anémones ... »

On se prend à rêver. L'Immigration respire : de Nation à Place de Clichy, à ligne bleue de l'immigration, on aimerait y voir des cocotiers, des ba-

babs, des palmiers pour retrouver les senteurs du pays et les images chères à certains qui hier ... Les arabes ne seront plus des bicots et les Nègres ne seront plus sales. Bidalou ne sera plus le juge proscrit et maudit qu'il fut et Peyrefitte aura toujours d'aussi longues oreilles (comme les écoutes). Les C.R.S. frapperont-ils à droite d'abord, maintenant et, ainsi, pourront voir rouge, ensuite en toute quiétude. Les poulets, auront de belles bavettes roses, comme ça, ils feront moins de bavures. Les libertés (emprisonnées) les droits (bafoués) et la justice (aléatoire) n'auront plus seulement que droits d'asile mais aussi droits de cité. Les libertés et la sécurité ne subiront plus les malformations de Peyrefitte et l'informatique ne servira pas qu'à fichier les basanés et autres moricauds. Enfin, ce ne sont qu'images abstraites qui n'attendent que d'être concrétisées.

Sinon, les voitures roulent

toujours à droite, et le drapeau rouge ne flotte pas sur le fronton de l'Elysée. Georgie, le goguenard n'a rien perdu de sa superbe et conserve toujours son crochet gauche dévastateur. Lecanuet a toujours l'air d'avoir avalé une tige de rose de traviole, et l'obélisque de la Concorde n'a pas été se réfugier sous l'Arc de Triomphe.

Les femmes sont toujours aussi belles -normal, c'est la printemps, qui se plaît à rimer quelque peu avec Mitterrand Président- Et le seuil de tolérance n'est toujours pas atteint.

Signes des temps, Libé reapparaît le 13 mai (chiffre maudit ou béni ?) trois jours après les résultats et non avant. Un frangin a trouvé un bifton de dix francs devant le siège du PS, rue de Solferino : ce n'est pas tous les jours qu'on trouve dix francs devant le siège d'un parti. Ce n'est pas une raison pour m'appeler Camarade ou Citoyen.

H.D.K.L.

sans frontière

Amérique Latine : Asphyxier les dictatures

La victoire de la gauche aux élections présidentielles en France n'est pas seulement un événement de portée nationale, elle représente un enjeu internationaliste. Il n'est possible en effet de concevoir une victoire populaire dans un pays sans envisager les répercussions internationales. Une victoire des forces populaires dans un pays donné signifie toujours un espoir pour l'ensemble des peuples et des classes dominés. Sinon, ce n'est pas une victoire populaire. Peut-on imaginer un seul instant que l'accession des forces de gauche dans un pays puisse perpétuer ou même renforcer le bien-être (relatif), la sécurité et la liberté d'un peuple au détriment d'autres peuples opprimés ? Pour ne prendre qu'un seul exemple précis : peut-on concevoir la suppression de la loi scélérate « Sécurité et Liberté » si en même temps, on n'envisage pas l'arrêt des persécutions contre les immigrés, l'arrêt des ventes d'armes aux dictatures et l'arrêt de la politique néo-coloniale ? De même, peut-on continuer à s'accommoder de l'échange inégal entre les pays dominés par l'impérialisme et spoliés par lui (pétrole, matières premières, ressources naturelles) alors qu'on prétend à l'intérieur des frontières nationales rétablir un équilibre harmonieux dans le développement de l'écosystème et des régions ? Le pillage impérialiste à l'extérieur est incompatible avec un développement économique populaire démocratique à l'intérieur. De même enfin, on ne peut pas prétendre lutter contre l'exploitation de classe du prolétariat français si dans le même temps on accepte la surexploitation des immigrés traités comme des esclaves. A cet égard, il apparaît qu'une différence importante entre Mitterrand et Schmidt concerne précisément ce point politique capital. Le bonheur social-démocrate ouest-allemand se fait non seulement au détriment des immigrés en R.F.A. (Turcs, Italiens, Yougoslaves, etc.), mais aussi au détriment des travailleurs du Tiers-Monde, dont le Brésil est un exemple flagrant. Mitterrand par contre vient de réaffirmer sa volonté de conduire une politique non-répressive à l'égard des immigrés et une politique de coopération et de solidarité avec les peuples qui luttent pour leur émancipation (Salvador, Nicaragua, Chili, etc.). La victoire des forces populaires autour de Mitterrand représente ainsi également une victoire des folles de la place de Mai et de tous ceux qui luttent dans la clandestinité ou résistent dans les prisons contre la dictature de Viola.

Dès l'arrivée de Videla au pouvoir, les démocraties occidentales et Giscard en tête, au nom de la lutte contre la subversion et le « terrorisme communiste » ont cherché à justifier le coup d'Etat comme un moindre mal. C'était, paraît-il,

une réaction de défense contre la déstabilisation terroriste. En bon pétainiste, Giscard et sa clique considéraient le peuple argentin en lutte comme une bande de terroristes de la même manière que les collabos français considéraient la résistance comme un groupe de terroristes. Mais, ce faisant, Giscard soutenait réellement le terrorisme d'Etat des militaires, le seul terrorisme existant dans ce pays. Le tout au nom des Droits de l'Homme. Dans cette optique, la lutte des opprimés pour leur droit au travail et à la vie était hors-la-loi. Dans la même logique, le gouvernement français cherchait à interdire les manifestations de soutien à la lutte du peuple argentin et à étouffer les actions de solidarité en France. Et au-delà, le gouvernement cherchait à « argentiniser » la répression des luttes ouvrières et populaires en criminalisant la contestation (application de la loi anti-casseur, Cour de Sécurité de l'Etat contre les autonomistes, Sécurité et Liberté, expulsions, etc.). Bref, dans la vision contre-révolutionnaire préventive de la « Trilatérale », la démocratie devenait un luxe. Non content d'exporter des armes destinées à la lutte anti-guerrilla, le gouvernement français importait les méthodes argentines de la répression d'Etat. Tout cela peut et doit changer avec la victoire de Mitterrand.

La meilleure manière de vendre des armes

Celui-ci a réaffirmé que le respect des Droits de l'Homme était universel et ne s'arrêtait pas aux portes des entreprises ou des quartiers d'immigrés. Giscard par contre a intensifié la vente d'armes après la victoire sanglante de Pinochet et de Videla. Ces pas, au demeurant largement soutenus par l'impérialisme américain (crédits, soutien diplomatique, conseiller anti-guerrilla, ventes d'armes, aide économique, etc.) et nullement menacés par une agression extérieure ne pouvaient pas ne pas utiliser les armes fournies par l'impérialisme français contre les peuples en lutte au Chili et en Argentine. Autrement dit, Giscard et sa clique de marchands de mort soutenaient directement la répression anti-populaire. D'autant que ces armes avaient un usage spécifique de lutte contre le peuple en armes (vente d'hélicoptères, d'avions et de matériel léger anti-guerrilla). Ces armes n'ont pas seulement servi à écraser les mouvements armés de la résistance (au nom de la sécurité nationale contre « l'ennemi intérieur »), mais servent aussi et surtout à réprimer toute résistance pacifique (cf l'entretien avec Adol-

fo Perez Esquivel dans *Sans Frontière* N°15). D'ailleurs la complicité giscardienne est allée jusqu'à organiser la collaboration des polices argentines, chiliennes et françaises. La proclamation du respect des Droits de l'Homme se faisait ainsi dans une totale duplicité cynique. En même temps qu'il parlait de la France « terre d'asile » en récupérant la solidarité chaleureuse des démocrates français, Giscard contribuait à rendre invivable en Argentine même l'existence du peuple. En vendant des armes et en refusant de boycotter la dictature, Giscard, au nom du libéralisme avancé, organisait massivement et de concert avec Videla l'exil. Dans le même temps par contre, la gauche et surtout le P.S., ainsi que l'extrême-gauche organisaient la solidarité véritable et l'accueil des camarades argentins, avant, pendant et après le Mondial. Les Droits de l'Homme étaient donc pour Giscard un alibi hypocrite pour couvrir et appuyer un régime de génocide.

La vente d'armes et l'industrie

Une des tristes justifications courantes avancées par Giscard pour son trafic d'armes était que les exportations de ce type de marchandises permettaient non seulement d'équilibrer la balance commerciale et donc la stabilité du franc, mais surtout de maintenir l'emploi des travailleurs dans une branche particulièrement florissante. Cette préoccupation de l'emploi ne l'a pourtant pas empêché de « dégraisser les entreprises » par des licenciements massifs ou de fermer carrément certaines usines dans le Nord ou l'Est de la France par exemple. Malheureusement cet argument a trouvé un certain écho parmi certains responsables syndicaux. Or, il s'agit de comprendre très concrètement la vérité actuelle de la phrase de Marx qu'un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre. On ne saurait assurer l'emploi des travailleurs français en vouant à la mort les travailleurs latino-américains qui luttent pour leurs droits élémentaires. C'est ce que vient de rappeler la victoire du rassemblement populaire en France. L'internationalisme suppose en effet que la croissance des pays développés ne peut se faire à travers le « développement du sous-développement » et de la misère des pays dominés par l'impérialisme. Mitterrand s'est engagé à cesser les ventes d'armes aux dictatures et pour nous cette différence est essentielle et représente un des effets les plus positifs de son élection. En s'engageant à respecter la dignité et la liberté des peuples en lutte pour leur émancipation Mitterrand s'engage aussi du même coup à respecter la di-

gnité et la liberté des travailleurs français qui l'ont porté à la présidence. Lionel Jospin, au nom du P.S., a salué la victoire de la gauche en s'écriant « Vive la Vie ». Cela signifie nécessairement l'arrêt des industries de mort. Il est possible, et d'autres pays l'ont démontré, de reconverter les industries d'armement en industries productives d'emploi centrées sur la satisfaction des besoins sociaux des travailleurs (équipements collectifs, notamment pour les immigrés, développement des services publics, cadre de vie, etc.). Le tout imprégné dans une autre politique économique au service des travailleurs.

Pour une politique de solidarité

Le soutien aux dictatures ne concerne pas seulement la vente d'armes mais s'intègre dans toute une stratégie de « défense du monde libre ». Une politique de gauche doit rompre cette complicité matérielle et

morale avec les régimes d'oppression. Par conséquent, la politique étrangère du nouveau gouvernement de gauche doit, très clairement et tout de suite, mettre en avant quelques principes internationalistes : — arrêt de toutes les ventes d'armes et matériels militaires aux dictatures de la planète (Amérique Latine, Afrique du Sud, etc.)

— arrêt de toutes les interventions militaires néo-colonialistes (Tchad, Kolwesi, etc.)

— dénonciation de tous les pays qui ne respectent pas les Droits de l'Homme et intervention diplomatique contre les dictatures du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

— respect et élargissement des droits des immigrés et du droit fondamental d'asile, notamment dans le cadre européen (contre l'espace judiciaire européen).

Pour toutes ces raisons, la France des immigrés, des métèques et des exilés se réjouit de la victoire du rassemblement populaire autour de François Mitterrand.

Jean-Marie Brohm
Miguel Benasayag

Une grande espérance

Une majorité du peuple de France vient de porter François Mitterrand à la magistrature suprême. Une grande espérance souffle, dès lors, chez beaucoup de gens qui ne croyaient plus possible des avènements ailleurs. Pour nous qui, pendant vingt-neuf jours, avons mené une grève de la faim (qui était le dernier recours dont nous disposions) pour crier notre peine, alerter l'opinion et remettre dans la voie du respect des Droits de l'Homme le gouvernement de M. Giscard d'Estaing, à cause des injustices commises à l'égard des fils et des filles d'immigrés, cette élection est la garantie d'une victoire totale. François Mitterrand, en effet, et l'ensemble du Parti socialiste ont été parmi les premiers à avoir eu le courage (sans se demander si cela était ou non un bon « calcul politique ») de nous appuyer sans réserve dans notre combat, et ils se sont clairement engagés à mettre fin aux expulsions de fils et de filles d'immigrés, et à mettre enfin en pratique une politique de justice et de respect de la dignité des personnes à l'égard des communautés immigrées de France. En revanche, M. Giscard d'Estaing aurait été réélu, malgré le début de victoire que nous lui avons arraché avec le soutien de tant de gens, il aurait encore fallu se battre sérieusement pour obtenir une totale satisfaction.

En outre, le résultat des élections aurait été différent, une grande « dépression collective »

se serait très certainement abattue sur les fils et les filles d'immigrés. Aujourd'hui, l'espoir va pouvoir revivre chez eux, et des comportements nouveaux vont très probablement apparaître. Sans doute ces jeunes seront-ils dès lors plus exigeants quant au respect de leurs droits humains jusqu'ici méprisés, mais sans doute aussi pourront-ils montrer leurs capacités à être responsables et constructeurs d'un avenir commun fraternel avec l'ensemble de la population de ce pays.

Evidemment, une élection ne résoud pas tout. Les irresponsabilités politiques du passé, les dégâts causés ne vont pas pouvoir être réparés en un seul jour. Mais les nombreux problèmes existants vont, de toute évidence, pouvoir être abordés d'une façon nouvelle, et, pour notre part, nous restons au service du peuple des fils et des filles d'immigrés avec qui nous avons passé une sorte de « contrat moral » (celui de parvenir à l'arrêt des expulsions). Nous restons au service du mouvement populaire assez extraordinaire qui s'est développé autour de notre grève de la faim. Nous restons au service de tout effort pour la construction d'un monde plus aimant, ce qui est d'abord notre responsabilité de ministres de l'Eglise de Jésus-Christ.

Christian Delorme
Jean Costil
A Lyon
le 11 mai 1981

Un nouveau souffle

Au moment où Giscard reconnaissait sa défaite par un communiqué à 20h15, la plupart des DOM—TOM continuaient à voter massivement pour lui. Cette tragi-comédie rappelle celle de 1969 qui vit l'ensemble de l'Outre-Mer apporter des milliers de voix à De Gaulle alors que celui-ci avait déjà quitté l'Élysée de puis fort longtemps. Ironie du décalage horaire et du colonialisme !

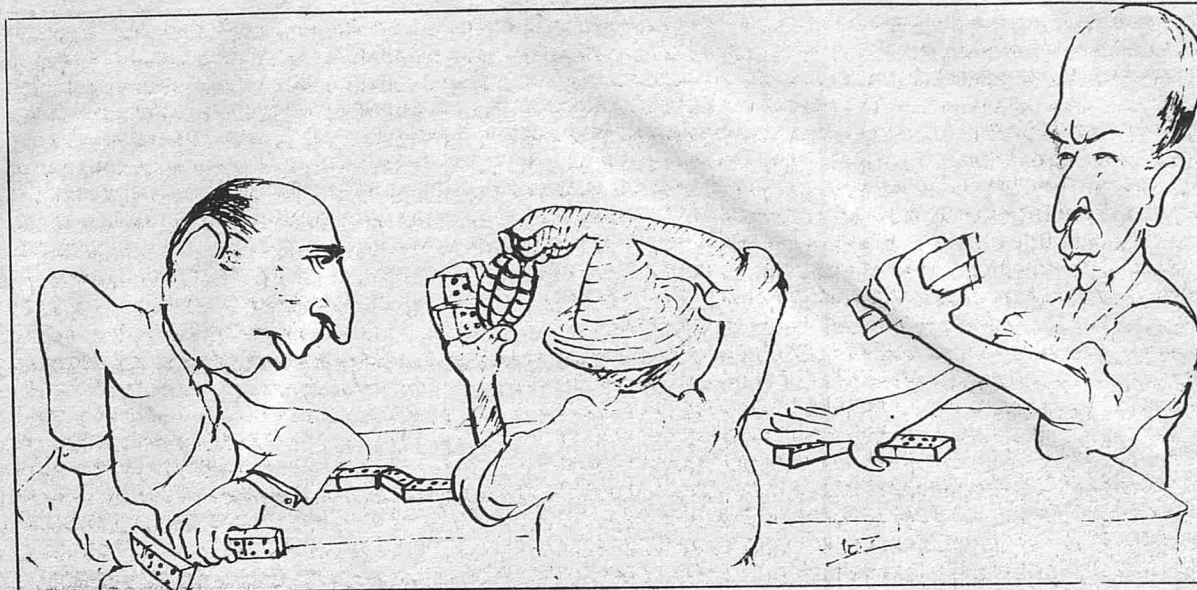
Dans les DOM—TOM, le second tour a, à peu de choses près, confirmé le premier.

Déjà le taux d'abstention s'est abaissé, bien que restant élevé. En Guadeloupe, il passe de 60,3 % à 51,1 % (en 74; il avait été de 45,21 % au second tour). En Martinique, de 51,7 % à 44,8 % (39,8 en 74), en Guyane de 55,95 % à 47,1 % (41,9 en 74). Dans ces trois pays, il semble qu'une partie des électeurs qui avaient suivi les consignes d'abstention de certains partis anti-colonialistes, (UPLG, UG, PCM) ont préféré voter au second tour, vue la possibilité d'une victoire du candidat de la gauche française ; ceci étant dit, l'abstention reste plus forte qu'en 1974.

En Nouvelle-Calédonie, où le Front Indépendantiste avait retrouvé une unité dans l'appel à voter Mitterrand au second tour, le taux d'abstention passe de 33,9 % à 27,8 % (29,7 % en 74). A la Réunion, où aucun parti n'avait appelé à l'abstention, les dynamiques unitaires de droite et de gauche, ont provoqué une plus grande mobilisation électorale : de 35,04 % à 28,28 %. Cette baisse générale de l'abstention a donc des causes différentes selon les pays.

Giscard confirme son raz-de-marée du premier tour. Dans les DOM—TOM il n'y a eu aucun problème de report de voix au sein de l'ex-majorité. Loin s'en faut, partout le Président sortant et sorti réalise de meilleurs scores que ceux de l'ensemble des candidats de droite du premier tour. Plus 6 % en Guadeloupe, plus 5 % en Martinique, plus 2 % en Guyane, plus 3 % à la Réunion, plus 5 % en Nouvelle-Calédonie.

Quant au nouveau président, il semble le principal bénéficiaire de la baisse de l'abstention. En Nouvelle-Calédonie, l'unité du Front Indépendantiste sous le nom du candidat socialiste a permis un gain de 9 points, de 15,06 à 24,68 % des inscrits. En Réunion et en Guadeloupe où les PC Locaux s'étaient ralliés aux socialistes, l'unité joue aussi. gain de 4 points dans les 2 pays. (De 22,35 % à 26,10 % et de 6,76 % à 10,25 % des inscrits respectivement). En Guyane et en Martinique, la mobilisation du PS guyanais et du Parti progressiste martiniquais, plus forte qu'au premier tour, a permis l'amélioration du score de la gauche votante : plus 7 points en



Guyane (de 10,87 à 17,20 % des inscrits) et plus 3 points en Martinique (de 7,49 à 10,39 des inscrits).

Ceci étant dit, l'évidence est là : l'Outre-Mer a plébiscité Giscard D'Estaing. Bien heureusement, la gauche française n'a pas à pâtir de ce triomphe légitimiste. D'ailleurs s'il en avait été ainsi, elle n'aurait eu qu'à s'en prendre à elle-même. La protestation de Gaston Defferre au lendemain du 26 avril, est bien dérisoire face à l'ampleur du problème. Dans sa méconnaissance de la situation dans les DOM, la gauche française et en particulier le PS n'a pas compris que la condition indispensable pour faire de bons scores en Outre-Mer est que la campagne électorale, s'y déroule dans des con-

ditions plus ou moins, et plus que moins démocratiques. Et peu s'en faut que cela fut le cas. L'erreur du PS est d'avoir misé et pris en compte le vote de 74 pour croire que naturellement, des majorités allaient se dessiner autour de François Mitterrand. C'était oublier qu'en 1974, étaient à l'Élysée, M. Poher dont l'un des mérites, avait été d'être neutre dans la campagne électorale, ce qui signifie que dans les DOM—TOM, l'appareil d'état n'avait pas été totalement orienté en faveur d'un candidat. En 81, on a vu préfets, sous-préfets, services publics, administration, mobilisés pour le président sortant. Par exemple, aux Antilles, les allocations familiales, les allocations de femmes seules, (avec des arrières de

plusieurs mois), les indemnités des cyclones Allen et David, ont été payées en pleine campagne électorale. Si on ne comprend pas le poids d'un mandat de 2 000 F sur la conscience d'un électeur d'Outre-Mer dont pour beaucoup le revenu mensuel ne dépasse pas 1 000 F, on ne peut guère expliquer le score giscardien dans les DOM—TOM. Il en va de même si l'on ne tient pas compte de l'orientation systématique des radios et télévisions officielles, dont la partialité quotidienne est manifeste.

Mais la question qui se pose aujourd'hui est de savoir quel sera l'avenir des DOM et des TOM, dans le cadre d'une présidence de gauche. Trois jours après la victoire, il est difficile de faire un pronostic.

L'attitude du PS dans les DOM est empreinte d'une ambiguïté située entre l'anticolonialisme modéré et un assimilationisme de gauche intégrationniste. Il en a été de même lors de la campagne. D'un côté, des fédérations socialistes locales, n'ont cessé de répéter qu'elles étaient contre l'indépendance et l'autonomie, pour l'unité nationale et un aménagement décentralisateur de la départementalisation. De l'autre côté, Mitterrand a eu le soutien, peu efficace certes, de partis comme celui d'Aimé Cesaïre, dont le nationalisme est contestable.

En fin de compte, la balle est dans le camp du nouvel hôte de l'Élysée. Soit continuer à considérer, même sous une forme plus démocratique les DOM—TOM comme des pays à pâture électorale, en échange de quelques allocations versées au bon moment. Soit avoir une politique plus ambitieuse et généreuse, basée sur le principe du droit des peuples à disposer de leur destin. telle est l'alternative.

Dans l'immédiat, espérons-le, un souffle d'oxygène et de démocratie pénétrera dans les DOM et TOM. Le départ des gardes mobiles, l'arrêt de l'escalade de procès politiques, la libération d'emprisonnés guadeloupéens, guyanais, martiniquais, l'accès à la radio et à la télévision pour tous les anti-colonialistes, ce ne serait déjà pas si mal.

Neg Mawon

MAGHREB :

Nous avons cru bon de toucher un certain nombre de personnalités du Maghreb pour donner leur point de vue sur l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République française. Mohammed Harbi, écrivain algérien et ex-conseiller de Ben Bella soumet ici par téléphone ses vues à « chaud » sur cet événement et ses possibles répercussions au niveau du Maghreb. La semaine prochaine, il développera son argumentation sur nos colonnes.

Tout d'abord, je me réjouis de la victoire de la gauche en France et de tous les changements qui peuvent en résulter pour le monde du travail.

Pour ce qui concerne le Maghreb, je pense qu'il est temps de se remettre les problèmes avec la France. Le Maghreb a des problèmes avec l'Etat Français et non avec le Parti Socialiste (qui est un des partenaires). Le PS est un parti. Il y a un certain nombre d'indications. Il a son programme. Il y a également sa pratique ces dernières années.

Pour ce qui concerne son

programme, il y a deux points qui nous intéressent : l'immigration et la question du Sahara Occidental, qui est le noeud des relations inter-maghrébines.

Le programme est positif, pour ce qui concerne l'immigratin, en ce sens qu'il répond à des questions que se posent les Maghrébines. Les travailleurs tiennent à leur identité culturelle. La pratique du PS sur ce point a été probante. Ils tiennent à être considérés comme des travailleurs avec les droits y afférant. La réponse du P.S. est satisfaisante.

Il ne faut pas nier, pour ne pas avoir de surprise, que le P.S. comme tous les autres partis français sans exception, est pour l'arrêt de l'immigration. Autrement dit, nous devons raisonner comme des gens qui ne laissent pas la solution de leurs problèmes aux autres.

Sur la question du Sahara Occidental, le PS n'a aucun intérêt, contrairement à la droite, à attiser les nationalismes marocains et algériens, et par conséquent, un pouvoir socialiste en France fait reculer l'échéance d'un conflit au Maghreb, et peut neutraliser la politique des supergrands.

Des hommes nouveaux

Sur ce point aussi, il faut considérer que les états du Maghreb sont des états indépendants et que ce n'est pas de l'extérieur seulement que viendront les possibilités de solution.

Sur le problème des rapports économiques, il est possible maintenant, d'apurer d'une manière définitive les contentieux nés de la colonisation et aussi de la récupération de leurs propres richesses par les Maghrébines.

Mais pour que les choses aillent plus loin, il est nécessaire que le nouveau pouvoir en France, ne considère pas seulement les pays du Maghreb comme des marchés, mais des pays ayant des stratégies

d'indépendance économique.

Les Maghrébines ont des atouts. C'est le fait qu'il y a au sein du PS une génération d'hommes qui a été à nos côtés dans la lutte anti-colonialiste, qui a été partie prenante aux luttes du Tiers Monde pour pallier aux effets de l'échange inégal, et que nous devons agir à leur égard comme des gens qu'il faut aussi aider et non pas seulement des gens à mettre en demeure de satisfaire nos « *désirata* ». Ce point me semble important, parce que la France est un pays capitaliste et pluraliste et que les hommes (nouveaux) qui sont à sa tête n'ont pas, quoi qu'on en dise, tous les pouvoirs à eux seuls.

Mohamed Harbi

« Monsieur le Président »

Par ce message, je viens vous féliciter de votre arrivée au pouvoir et vous transmettre en mon nom et au nom de toute l'immigration, le plaisir et la joie de voir la Gauche Française assumer cette grande tâche au pro-

fit de tout le Peuple Français qui a toujours combattu pour les libertés de tous les opprimés »

Veillez agréer, Messieurs, mes sincères salutations.

M. Larbi, immigré de Lyon



En direct des Nouvelles Colonies

L'Afrique en rose

En matière de développement économique, le programme socialiste repose sur deux thèmes généraux : « une nouvelle conception de la coopération » et « l'établissement d'un nouvel ordre économique international ».

La coopération sera, semble-t-il, totalement remaniée dans sa conception et ses modalités. Les crédits accordés à l'aide augmenteront, ce qui permettra « d'ouvrir beaucoup plus largement l'éventail de nos relations sur le continent » : la coopération ne concernera donc plus seulement les anciennes colonies, mais aussi d'autres pays choisis « selon la nature et l'intensité des relations politiques » ; il est précisé que « sont exclus d'emblée les régimes racistes et ceux où les atteintes aux Droits de l'Homme constituent en quelque sorte un principe de gouvernement ».

D'autre part, cette coopération ne relèverait plus seulement du président de la République et de ses conseillers, comme c'était le cas jusqu'à présent : elle devrait « faire participer aux échelons les plus divers les forces vives du pays », « devenir l'affaire de tous ». Ainsi la coopération sera prise en charge par l'Etat, mais aussi par les régions, les départements et même les municipalités. Toutes les actions seront coordonnées et centralisées par une « Agence de Coopération », sont le Conseil d'administration comprendrait des représentants de toutes les instances énumérées ci-dessus.

Les socialistes réaffirment que seul l'établissement d'un nouvel ordre économique international permettra de résoudre à long terme les problèmes de développement et que le rôle de la France est d'y contribuer, en donnant l'exemple sur un certain nombre de problèmes.

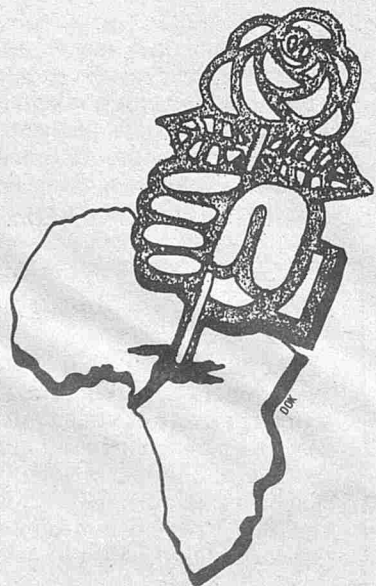
Pour commencer, il faut « assurer aux pays africains une plus grande sécurité économique » de façon à les rendre indépendants des fluctuations, le plus souvent catastrophiques pour eux, des cours des matières premières : Les socialistes préconisent la création d'un « Fonds Mondial de stabilisation des cours des matières premières » (qui remplacerait le Stabex issu des accords de Lomé I). Il serait assuré des garanties des ressources à l'exportation et aussi des garanties sur le coût des importations. S'y ajouteraient également des « contrats de co-développe-

ment » entre la France et certains pays africains, destinés à « fixer un ensemble de fiancements et de garanties pour les échanges ».

L'aide au développement et le développement lui-même seraient aussi repensés de façon à « diversifier davantage les échelles d'intervention ». En effet, le cadre national est souvent trop étroit (pour un développement industriel équilibré notamment), ou trop vaste (pour une politique agricole par exemple) : il convient donc de choisir des niveaux d'interventions différents selon les projets, la décision finale étant évidemment laissée aux Etats concernés.

Enfin, le programme socialiste prévoit « quelques thèmes majeurs d'intervention » : une « rénovation de la recherche », « l'agriculture comme base de développement » (avec pour objectif de pallier l'insuffisance de la production vivrière), et le développement industriel conçu comme complémentaire des activités rurales. Voilà les grandes lignes de l'intervention de la France en Afrique sur le plan économique, telle que la voit le parti du nouveau président de la République... Nous aurons l'occasion d'y revenir bien tôt. Signalons simplement, dès maintenant, que l'affirmation de grands principes généraux est une bonne chose, mais qui ne suffit pas toujours. Comment le nouveau président prétend-il résoudre des contradictions entre autres au développement du Tiers Monde et l'accroissement obligatoire des exportations françaises (accroissement inhérent au système de croissance économique adopté) ?

Antitrust



AFRIQUE :

Vers quels changements ?

Le Parti socialiste a publié entre les deux tours de l'élection présidentielle une étude de trente-deux pages intitulée « Le Parti Socialiste et l'Afrique sud-saharienne ». Après l'élection à la présidence de la République de M. François Mitterrand, il nous a paru important à *Sans Frontière* de faire le point sur les position du Parti socialiste en ce qui concerne l'Afrique : en effet, celles-ci sont appelées à modifier la politique africaine du gouvernement français.

L'AFRIQUE, CONTINENT EN CRISE

Le Parti socialiste part de la constatation que l'Afrique est un « continent vulnérable ». Cette vulnérabilité repose en partie sur des causes historiques et géographiques : l'Afrique est encore peu peuplée et de plus, sa population est très inégalement répartie. A ces causes démographiques s'ajoutent des faits socio-culturels : la disparition presque totale des grands ensembles politiques pré-coloniaux, puis la colonisation elle-même. La conséquence du tout cela est que l'Afrique se présente actuellement comme une mosaïque d'Etats ne constituant pas de véritables entités nationales, divisés par de multiples cloisonnements culturels et sociaux. Ces Etats, ne reposant pas sur un consensus national pour la plupart d'entre eux, et fonctionnant sur des modèles et idéologies importés, ne possèdent pas les structures leur permettant de s'affirmer politiquement et économiquement face aux pays industrialisés.

L'intervention de ceux-ci ne s'est pas arrêtée avec la décolonisation, mais s'est poursuivie bien après, dans l'optique de préserver leurs intérêts et les mécanismes de leur domination économique. Cette intervention a eu pour résultat de maintenir l'injustice issue de la colonisation et « d'entretenir des foyers d'explosion majeurs » (Ethiopie et Afrique australe notamment).

Il faut aussi souligner l'importance qu'ont prise certains pays musulmans d'Afrique du Nord et du Proche-Orient au sud du Sahara : le rôle que s'efforce de jouer l'U.R.S.S. en Afrique, le problème de l'apartheid en Afrique australe, et le fait que de tous les secteurs du Tiers-Monde, l'Afrique est « celui dont les relations extérieures sont les plus diversifiées », il n'est pas difficile de

prévoir que « l'Afrique n'est plus un continent léthargique, mais une zone où va s'amorcer, faute d'une action immédiate, une crise globale de très grande ampleur ».

Et malgré ses prétentions affirmées à défendre les intérêts de la France en Afrique, il faut bien constater que le bilan de la politique africaine de Giscard se révèle négatif, sur tous les plans. Il faut aussi mentionner le rôle peu glorieux joué par Giscard en Centrafrique.

POUR LA PAIX ET LA SECURITE

Face à ce constat d'échec, le Parti socialiste propose une nouvelle politique selon trois axes majeurs : « la paix et la sécurité », « l'épanouissement de sociétés plus justes » et « le développement économique » (ce point est examiné ci-contre dans la rubrique « En direct des Nouvelles Colonies »).

Lutter pour la paix et la sécurité, c'est d'abord « amorcer un processus de détente » ; et à cet égard, la France se doit de donner l'exemple. Le Parti socialiste fait les propositions suivantes :

— La France devra rompre avec le régime de Prétoria, en cessant de le « conforter par ses apports financiers et techniques », et en apportant appui et aide aux pays de la Ligne de Front menacés par l'Afrique du Sud.

— En Ethiopie, le Parti socialiste se prononce pour l'organisation d'une conférence internationale sur le nord-est de l'Afrique, et soutient le Front Populaire de Libération de l'Erythrée (F.P.L.E.) dans sa demande d'un référendum sur l'autodétermination.

Dans les zones saharienne et soudano-sahélienne, la France devra assurer aux Etats soumis à la pression lybienne les conditions nécessaires au libre choix de leurs frontières et de leurs structures étatiques (autodétermination du peuple saharoui notamment).

— En ce qui concerne l'Océan Indien, la France devra « régler les contentieux qui l'opposent à un certain nombre d'Etats riverains » : ainsi, l'île de Mayotte sera réintégrée dans l'Archipel des Comores ; la question des « petites îles » sera traitée avec l'île Maurice et Madagascar ; de plus « la France devra participer aux conférences prévues pour l'établissement d'une zone de paix dans l'Océan Indien ».

— La France s'opposera à une intégration (qui se ferait par le biais d'un rapprochement entre les Etats-Unis et l'Afrique du Sud) de cette dernière au dispositif militaire du camp occidental.

— Enfin, la France devra se fixer pour objectif de garantir la sécurité de la navigation autour de l'ensemble du continent africain (ceci en réponse aux implantations navales soviétiques).

Le programme socialiste maintient « le principe d'accords de défense » avec les pays africains, mais sur des bases plus actuelles et à la condition que la présence militaire française ne soit pas un « facteur de tension interne » (à l'instar du Tchad ou de Madagascar). D'une manière générale, l'idée est que « la sécurité du continent africain doit être l'affaire des Africains eux-mêmes » et qu'il convient pour ce faire d'encourager, en fournissant l'appui politique et matériel nécessaire, la signature « d'accords inter-africains de défense ».

pour des sociétés plus justes

La « nouvelle politique de la France en Afrique » devra assurer « l'épanouissement de sociétés plus justes, fidèles à leur héritage en même temps qu'ouvertes sur le monde ». Elle implique un certain nombre d'actions sur les plans sanitaire, social et culturel :

— Le problème de la santé se pose de manière dramatique en Afrique. Le Parti socialiste préconise « une politique sanitaire et sociale basée sur des actions de masse, se référant aux besoins exprimés par les communautés de base », et axée sur l'idée que « le bien-être de l'homme doit constituer une fin en soi et non un moyen en vue d'une plus grande productivité ».

— « On se doit de soutenir les femmes du Tiers-Monde, et notamment d'Afrique, dans leur lutte pour améliorer leurs conditions de vie pour leur promotion sociale et leur intégrité physique. On veillera à ce que les femmes ne soient pas les victimes de la croissance économique ».

Enfin, sur le plan culturel, la politique socialiste sera de promouvoir à nouveau le rayonnement culturel de la France et de la langue française, tout en participant à l'étude et à la conservation du patrimoine culturel africain, chaque fois qu'il lui en sera fait la demande par les pays concernés.

Ceci constitue, on le voit, un programme très ambitieux et « pavé de bonnes intentions ». Il reste maintenant au Parti socialiste, parti au pouvoir (rappelons-le pour ceux qui n'en ont pas encore l'habitude), à faire la preuve que ce programme n'était pas seulement celui d'une campagne électorale, et qu'il a l'intention de le mettre rapidement et honnêtement en pratique. Il faudrait quand même que le bilan africain de Mitterrand soit moins honteux que celui de Giscard d'Estaing !

Affaire à suivre...

Jibé

IRLANDE :

La mort d'un deuxième gréviste

A peine Bobby Sands enterré, Belfast et tous les ghettos catholiques d'Irlande du Nord sont à nouveau en deuil. Mardi soir à 18 heures, un communiqué laconique officiel annonçait la mort de Francis Hughes après 59 jours de grève de la faim. Aussitôt la nouvelle faisait le tour des quartiers catholiques de Belfast dont les habitants sortaient dans la rue pour manifester longuement leur colère. Les affrontements qui s'en suivirent firent une nouvelle victime, en la personne d'un jeune manifestant de 21 ans tué par la police.

Dans un communiqué, l'I.R.A. devait saluer la mort de Francis Hughes en ces termes : « un des soldats les plus courageux dans ce combat ». Pour sa part, le Sinn Féin provisoire affirme que désormais Thatcher devrait reconnaître qu'elle a échoué dans sa tentative de casser la grève de la faim. Quant au silence du Premier ministre de la République d'Irlande, il est qualifié par l'organisation politique proche de l'I.R.A. comme « une caution à la position intransigeante du gouvernement britannique ».

Francis Hughes, dernière victime du combat engagé depuis l'automne dernier par les prisonniers républicains en vue du rétablissement du statut politique, est le 13^e Irlandais à être assassiné de cette manière par les Britanniques depuis le début du siècle. C'est dire si la grève de la faim constitue une forme traditionnelle de la résistance irlandaise. Le jeune député du Comté Fermanagh - Tyrone Bobby Sands a reçu un vibrant hommage de plusieurs dizaines de milliers de personnes venues l'accompagner dans sa dernière demeure.

Son enterrement a constitué la plus grande manifestation républicaine que Belfast ait jamais connue. Il faut remonter à 1966, lors de la commémoration du 50^e anniversai-

re de l'insurrection de Pâques 1916, à Dublin, pour rencontrer un rassemblement plus important : 60 000 personnes.

L'Armée Républicaine Irlandaise a rendu les honneurs militaires à la dépouille du commandant qui fut le porte-parole des prisonniers républicains de Long Kesh.

Une salve d'honneur fut tirée par des volontaires en uniforme au-dessus du cercueil recouvert du drapeau irlandais.

Des députés irlandais, italiens et belges au Parlement européen étaient présents ainsi qu'un représentant du gouvernement iranien, témoins de l'intérêt croissant suscité par les nationalistes irlandais et leur lutte de libération nationale contre l'occupation britannique du nord du pays.

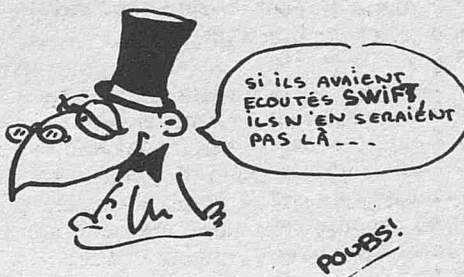
L'opinion internationale a manifesté et continue de manifester un soutien croissant à la lutte des détenus républicains pour l'obtention du statut politique, dont la mort de Bobby

Sands constitue un épisode tragique. Ainsi en témoigne le boycott des navires britanniques pendant 24 heures, déclenché par le syndicat international des dockers.

Aux USA, l'Etat du New-Jersey, a voté une motion reconnaissant le « courage et l'engagement » de Bobby Sands tandis que le maire de New-York a déclaré que « quelques soient ses conditions politiques », chacun devait porter le deuil de sa mort.

Harcelés et arrêtés par des forces spéciales (R.U.C. : police auxiliaire et l'UDR : suppléments de l'armée), jugés par des tribunaux spéciaux sans jury (Diplock Courts), soumis à des traitements spéciaux pendant une garde à vue de 7 jours, et enfermés dans les cellules spéciales de Long Kesh où furent expérimentées les méthodes de privation sensorielle, les prisonniers républicains peuvent-ils se voir qualifiés de bandits et traités comme des « délinquants » ordinaires ? C'est ce que les Britanniques voudraient faire croire à l'opinion internationale. La Grande-Bretagne devra pourtant reconnaître un jour qu'elle se bat contre une armée organisée, avec des objectifs politiques précis et un soutien populaire non négligeable. Ne le fera-t-elle que devant la table des négociations ? Lorsque sa défaite militaire sera complète ?

Frank Roussel



Aux fins fonds de l'Afrique, plus précisément en Guinée-Bissau, il est une coopérative agricole où des gens vivent et travaillent, défrichent et cultivent le riz, la banane, etc ...

Et à des milliers de kilomètres, ici à Paris, il est un restaurant où des Africains de ce même pays vous préparent plats de leur cru, tout en vous parlant de cette coopérative.

Le restaurant s'appelle « Au Port de Pidjiguiti », et la coopérative « Domingo Ramos ».

Entre ces deux lieux, il y a une longue histoire d'amour, de solidarité et de combat.

L'histoire commence dans la Guinée-Bissau coloniale, au port de Pidjiguiti le 3 août 1959, lorsqu'éclate une grève des dockers. L'armée portugaise intervient et cinquante grévistes sont tués, mais un soldat originaire du pays refusera de tirer et payera de sa vie son acte de courage : il s'appelait Domingo Ramos.

Pour les dirigeants du P.A.I.G.C. et des milliers de Guinéens, c'est le temps de l'exil vers le Sénégal, l'Europe, le temps du combat.

Immigrés en France, ils son nombreux à participer à l'Action de Jeunesse du P.A.I.G.C., par des envois de vêtements, des collectes de sang, des tracts d'information.

Après l'indépendance, intervenue le 24 septembre 1973 ces immigrés pensent à rentrer au pays, mais comment ? Pour quoi faire ? Dans le pays exsangue, pillé par l'exploitation, il y a tant à faire qu'il n'est pas question pour ces immigrés d'alourdir encore le nombre de chômeurs et de réfugiés. Ils décident de créer leur coopérative agricole et fin octobre 1976, 33 coopérateurs, revenus du Sénégal et de France, se réunissent et créent la coopérative Domingo Ramos.

L'Etat leur donne 1200 hec-

tares à défricher et le travail commence. Quarante hectares sont, à l'heure actuelle, défrichés. Et sur les trois cents familles attendues, 80 personnes, dont une majorité d'immigrés, sont déjà sur place. logés dans trois petits villages.

Aidée au départ par quelques organismes d'aide au Tiers-Monde, la coopérative est soutenue par les recettes du restaurant créé à Paris et parrainée par une coopérative agricole d'Arcy sur Aube, qui prodigue conseils et aide technique.

Le restaurant, lieu de rencontres et d'information est ouvert tous les soirs, sauf le lundi, grâce à la participation de travailleurs guinéens qui une fois le travail terminé, viennent bénévolement donner un coup de main.

Il n'y a pas beaucoup de restaurant à Paris où l'on peut manger des plats africains tout en s'informant sur un

L'adieu à Bobby

Dédié à Bobby Sands

La rue est têtue quand monte la rumeur
et qui dira, dans la force du regard,
que dans la chaleur de tous les cœurs
Se dressent les poings serrés de l'Espoir

Mais la rumeur est sourde en ce jour de mai
Ces milliers de gens derrière ce cercueil
Ont appris qu'il ne fallait plus pleurer
Mais simplement changer le chagrin en orgueil

Dans le profond silence qui les unit
La dignité est souveraine et la douleur aussi
C'est l'Adieu à un martyr ; l'Adieu à Bobby
Qui résonne sous les pas de la famille et des amis

La rue est têtue quand monte la liberté
Et qui dira, pour que vive l'Irlande
Toutes ces vies sacrifiées, assassinées
Avant que sur cette terre, le Bonheur ne se répande.

Smaïn Mebarki

A Sa Majesté Elisabeth II

Buckingham Palace - Londres

Madame,

Tandis que vous montez à cheval ou prenez le thé,
Tandis que vous préparez sans doute, dans la fièvre, le grandiose mariage de votre fils aîné, bref,

Tandis que vous menez l'existence douillette et confortable, calme et ordonnée d'une Lady, -la plus grande de votre pays-, quatre jeunes gens, quatre Irlandais, n'ont pas hésité à tout sacrifier pour la cause qu'ils ont choisie : la liberté de leur pays et de leurs concitoyens !

Bobby Sands est mort. Après 65 Jours de souffrance et d'angoisse.

Frankie Hughes va mourir ; Joseph O'Hara, Raymond McCresh vont mourir.

Madame, vous qui représentez la Grande-Bretagne, vous dont nous savons que vous pourriez, si vous le vouliez, fléchir l'intransigeante volonté de l'autre dame du pays, celle, impitoyable et cruelle, qui gouverne l'Angleterre à coups de poings et de matraques ; vous seule, en effet, dont le respect que vous inspirez au peuple britannique peut avoir tant de poids, pourriez intercéder pour ces désespérés et obtenir ce qu'ils réclament : Dignité et Liberté !

Vous savez bien, Madame, que la situation actuelle, en Irlande, ne peut demeurer ce qu'elle est.

Vous savez bien, tout le monde sait, qu'un jour les troubles britanniques devront se retirer du nord de l'Ile ! « 62 % des anglais ne souhaitent-ils pas que l'Ulster ne demeure plus au sein du Royaume-Uni ».

Une solution devra être trouvée pour que l'Irlande, réunifiée, vive enfin dans la paix et

l'harmonie ! Cette solution, seuls les irlandais la pourront réaliser. L'époque du colonialisme a vécu.

Combien votre règne serait beau et noble si vous participiez à l'émancipation et à la libération de ce pays.

Il suffirait, pour cela, d'un geste, d'une déclaration de votre part : les anglais qui dans leur majorité soutiennent Madame Thatcher, mais qui vous vénèrent, troublés par votre prise de position, prendraient alors conscience de ce que l'actuelle politique menée par la « Dame de fer » n'est pas la bonne ! Ils comprendraient ce que cette politique a d'injuste et de cynique !

Madame, vous pouvez encore tant de choses, c'est pour cela que nous nous permettons cette supplique. Mais ne tardez pas. Trois vies sont en danger.

C'est donc votre intervention, en faveur de ces jeunes irlandais et de leur lutte, que nous vous supplions d'effectuer. Afin d'éviter que le sang coule encore et toujours sur cette malheureuse terre d'Irlande.

En vous remerciant pour votre attention, nous vous prions de croire, Madame, en l'assurance de notre respect.

Le 07 mai 1981
Françoise Hervé
Joëlle Masson

Nous avons expédié cette lettre à :

- Londres
- Ambassade de Grande-Bretagne
- Comité de soutien aux prisonniers politiques irlandais, sans trop y croire ...

Que peut-on faire d'autre ?
Solidairement pour vos luttes.

pays lointain, alors, n'hésitez pas, au « Port de Pidjiguiti », on vous attend.

Kamal Belarbi

Le restaurant se trouve au 28 rue Etex, 75018 Paris, M^o Guy Moquet. Une fête est pré-

vue pour soutenir la coopérative : le 23 mai de 20 heures à l'aube au 12 rue Censier, 5^{ème}, M^o Censier Daubenton. Bal animé par l'orchestre guinéen « Makaré ». Diapos sur la vie de la coopérative. Plats africains. Contribution : 30 francs.

Bob Marley est mort :

Le repos du Rasta

Les « grands sorciers » de la médecine occidentale qui ont accueilli Marley en provenance de la R.F.A. - à Miami dans une super-clinique - constatent avec flegme « un cancer généralisé » ; la dépêche que nous a lue l'A.F.P. au téléphone est claire et sans bavures. L'impuissance des praticiens les a conduits simplement à attendre qu'il s'éteigne. La disparition de Jo Maka nous revient alors en mémoire, et toute la longue série noire devenue presque mythique aujourd'hui : Billy Holiday, Coltrane, Albert Ayler, Charlie Parker, King Curtis, Otis Redding, Hendrix... Bon nombre d'entre eux ont travaillé dans des conditions matérielles et psychiques dont il faudrait chercher le climat dans les dessins de Munoz et Sampayo. Est-ce la musique, la poudre ou le cancer qui sont à l'origine de la disparition de Bob Marley ? La Jamaïque, île de misère, de violences, d'inégalités et d'injustices, est quadrillée à la fois par une gauche tiers-mondiste et philo-castriste, et une droite branchée sur l'ordre, les affaires et Washington. Ces deux forces balisent le terrain des luttes sociales dans une atmosphère de western, qui lui donnent un type de consensus politique parodiant le bipartisme britannique. L'irruption du reggae dans les « charts » anglo-saxons est devenu un enjeu financier gigantesque, et comme le rock allait se structurer selon une logique dont la dynamique échappe au contrôle des acteurs eux-mêmes, Bob Marley et les Wailers avec ou sans Peter Tosh, ont su faire affleurer un désir frustré, longtemps étouffé, dont l'écho remonte aux origines de la « Black Star Line » de Marcus Garvey, autre Jamaïcain qui avait tiré de son expérience à Babylone, les leçons de la nécessité d'une organisation politique prenant en compte la spécificité de l'aliénation noire dans les métropoles occidentales, l'utopie du retour en Afrique et la création d'un espace autonome où leur mémoire créative technologique puisse s'exercer en-dehors de la rationalité W.A.S.P.

(White Anglo Saxon Protestant). La

Bob Marley, poète jamaïcain, star du reggae, médium politique et catalyseur de l'énergie des mouvements sociaux en prise directe sur la conscience noire dans les Caraïbes, fournira de tant de copies aux « critiques musicales » dans les jours qui viennent. Tous les ploucs, les drogués, les « loosers » (les perdants), les intellos connaissent l'image et la musique du défunt. Bien plus, une large audience en avait fait le « pape du reggae », des révoltés, le porte-parole des ghettos de Kingston commode au Tiers-mondisme militant ou aux « disc-jockeys » des stations de nuit. La controverse qui divise depuis longtemps les « rastas » sur ses choix, la manière avec laquelle a été entretenue la rumeur sur sa santé, ont soulevé des questions qui veulent rendre compte de la situation sociale des musiciens noirs dans le show business, leur relation à l'héroïne, la lecture symbolique du statut historique « des géants » de la musique investis dans le cycle des « tournées, les happenings, le fric, la politique, la manipulation ».



production de la musique reggae s'est accompagnée d'une esthétique, d'une éthique qui se sont exprimées par une explosion de textes, de poèmes, d'images, dont le reflet le plus apparent se repère dans les modes vestimentaire ou alimentaire : l'arc-en-ciel, les locks (nattes), la mystique témoignent d'une intelligence et d'une imagination porteuse d'une culture affirmant d'autres

couleurs, une autre sensibilité très vite mise en marge par le pouvoir et la gauche institutionnelle jamaïcaines comme vide, droguée, et dangereuse. A l'origine, pratique de débrouille pour une issue strictement matérielle (cf « The Harder they come »). Le rapport social qu'assument les musiciens avec

les vampires du show business les plonge dans une relation tressée de manipulations et de récupération. L'affirmation de la marginalité et le refus des « plans » en ismes ne préoccupe pas particulièrement le public qui suivait Marley. L'important pour eux se mesurait à la charge émotionnelle qu'ils « recevaient » à travers son son, son image, sa réussite aussi. Lorsque Bob Marley fut invité au Gabon, le public accourait pour lui comme il serait venu pour Mohammed Ali, James Brown, Abdoul Jabbar. L'accession du Zimbabwe à l'indépendance fut fêtée dans un stade archi-comble, où Bob Marley, illustre invité, put communier avec une masse avide de légende et de modèles.

Les conditions subjectives et quotidiennes du musicien échappent au spectacle qui se déroule devant nos yeux. Dans l'ombre se joue le drame d'une vite intensément cherchée, un travail hallucinant pour tenir la scène, et recommencer tous les jours afin de donner la même énergie. L'activité inlassable de Marley, son souci - partagé ou pas - de faire avancer l'unité de sa communauté, de lui façonner une légende, ne devrait pas irriter tous ceux qui, perdus dans l'adoration du veau d'or (fric, science, carrière) ou les divinités figées depuis 1917 (Lenine/Trotsky) lui reprochent l'absence d'un projet politique ou une ligne idéologique tirant ses révérences lors de sa propre historicité. Aujourd'hui encore, le reggae, quoique aseptisé et chloroformé (Police, Rolling Stones), charrie toujours une chronique sociale faite de ségrégation, de mépris, et d'exploitation.

On peut considérer le trajet de Bob Marley comme l'expression d'une parodie de la jeunesse jamaïcaine et antillaise en général pressée d'en finir avec l'apartheid, de réaliser son unité primitive, mais surtout de se forger une légende primordiale à tout peuple en marche.

Sur les traces de Marley, Tosh, Wailer, B. Spear ou Cliff déboulent des jeunes désespérés nés dans les ghettos londoniens au début des années 50, ceux qui chantent à la manière d'un Lynton Kwesi Johnson : « England is a Bitch » (1). Sans référence aux cultes rastas, ce reggae-là exprime une violence politique quotidiennement vécue dans Brixton par exemple où le S.P.G. (2) veille à l'application de la « sus », version britannique de « Sécurité et Liberté » de M. Peyrefitte. La fin tragique de Bob Marley fournit une opportunité pour poser la problème non pas du reggae en soi, mais de son contenu et son fondement mystique. « Redemption Song » pour Marley, place à Lynton Kwesi Johnson !

Michel Alimeck - Blaise N'Djehoya

- (1) Tiré de l'album « Bass Culture ». i.e. : L'Angleterre est une putain.
- (2) S.P.G. : Special Patrol Group.
- (3) « Sus » : Suspicion Law.

internationales infernal. Marley était dans une situation délicate : il était devenu une star, prisonnière de son image comme toutes les stars. Il représentait plus la Jamaïque que la bauxite extraite ou encore les plages chaudes de Montego-Bay. D'une part, il avait sorti le reggae de son ghetto musical pour le propulser au sommet des charts internationaux, donc l'inclure dans le hit-system du show-bizz avec ses exigences qui font d'un artiste un citron qu'on en finit plus de presser jusqu'à... D'autre part, le Man ne pouvait pas oublier sa communauté, de Hope Road à Trenchtown en passant par Notting Hill et Brixton. Il devait assurer la continuation de l'essor du reggae sans oublier ses roots. Donner une nouvelle dynamique au rastafarisme pour accroître sa crédibilité et son audience, sans oublier ses frangins et frangines rastas (Marley et les Wailers supportent financièrement, moralement, musicalement et physiquement la communauté rasta pour la création d'un centre culturel rasta à Londres : cf *Sans Frontière* sept. 80). On appelle cela la rançon de la gloire : c'est quand même beaucoup quand elle tue. Paix à tes Natty dreadlocks, Bob. Et toi Rita, ne pleure pas quand tu re-écouteras « No woman no cry ».

H.D. Kala Lobe

Le fils de Jah n'est plus

Le monde de la musique, les rastas-dread locks en berne sont en deuil : l'Idole n'est plus. Celui qui avait sorti de l'anonymat marginal du ghetto, les rudes-boy, le reggae et le rastafarisme est parti pour un long voyage mystique rejoindre Jah. Il est mort au fait de la gloire, sa gloire, en pleine maturité musicale et spirituelle, coupé de la vie tel un arbre majestueux dont on ne veut pas déjà qu'il soit centenaire.

Après sa tournée de l'été dernier en Europe, époustouflante et essoufflante, un petit temps mort à Londres avant d'attaquer les States où il eut sa première attaque, glas de son trépas. C'est à ce moment là que nous l'avions rencontré, JK et moi, après un patient travail préparatoire à Orléans, Lille puis Paris. Le repos du Rasta ; il était déjà fatigué : entre les groupies, les fans, les concerts, les managers, les journalistes, les répétitions, les déplacements Babylone, Zion, la communauté rasta, son public, et sa vie privée d'artiste, Marley était déjà éprouvé.

Nous parlions de l'Afrique, d'une tournée de Marley en Afrique : celle qui lui tenait le plus à cœur, après son concert de solidarité au Zimbabwe et son périple gabonais. Une date était déjà avancée début 81 : des villes choisies, de Dakar à Libreville en passant par Abidjan et Douala, ce n'était pas les lieux et le public qui manquaient. Un truc balèze vu le matos, la personnalité, la célébrité, l'intérêt du Man. Il nous parlait de cette tournée dans son hôtel, assis par terre sur le pallier, parce qu'il y avait trop de frangins et frangines dans sa suite (après une après-midi passée à mater des matchs de boxe de Larry Holmes, Saad Muhammad en vidéo). Le man était bien... bien pompé. Il voulait que cette tournée se fasse dans les meilleures conditions, qu'elle soit la plus réussie sur le plan de l'organisation, la plus riche en échanges musique-feelings, la plus forte dans le rapport artiste-public car l'Ame Noire est forte.

A. Leslie, l'un de ses manager, courtois et souriant, tout en nous parlant

des problèmes techniques et de l'importance de cette tournée nous disait dans quels états de fatigue et de dépression étaient le Man. Mais confiance, cette tournée aura lieu et restera dans les mémoires. Retour sur Paris, les Brothers Johnson à Mogador. Nous y retrouvons Leslie, qui produisait leur tournée, et qui nous rencardent avec M. Carter, pour deux jours après au Grand Hotel, l'autre manager, qui suivait la tournée de Robert Baliner. A peine arrivé, Carter nous annonçait que Marley venait d'avoir une attaque à New York et était hospitalisé à Miami. Puis le silence pendant plusieurs mois. Une rumeur naît et s'étend : Marley est en studio et prépare son prochain L.P. C'est le printemps et l'espoir renaît ; les deadlocks revigorés par le soleil de Babylone repoussent de plus belle comme les bourgeois.

Ce qui a tué Marley ? La ganja ? Quand même pas ! Une over-dose ? Peut-être, mais de quoi ? Ce qui a tué Marley, c'est le big show-business avec son rythme de tournées

sans frontière

Une idole s'en est allée



Nous re-reproduisons une interview de Bob Marley réalisée le 6/01/80 au Sofitel de Roissy par Sans Frontière (cf 15/01/80).

Lundi 11, au soir, une idole s'en est allée : Bob Marley est mort. Une fois la surprise et la consternation passée, on peut se demander ce qu'il va advenir du reggae, donc du rastafarisme après Marley. Car sans Marley, rien ne sera plus comme avant : il a porté une musique, le reggae, à un niveau d'impact fantastique ; il a révélé à tous les jamaïcains leur force latente ; ses messages ont franchi les frontières avec une aisance musicale cosmique. Mais si le show-bizz a accepté le reggae et la philosophie rasta grâce à Marley, maintenant, reggae et rastafarisme dérangeant : des Nègres qui font bouger tant de baln cs dans Babylone la décadente, c'est quand-même pas bien clair, ça ! faisant de Marley une star, on a voulu le marginaliser de son milieu : ça n'a pas marché : le man a préféré acheter un 24 pistes hyper-sophistiqué et l'installer chez lui à Kingston et monter sa maison de production : Tuff Gong Records, pour faire et promouvoir le reggae comme il doit l'être. Plus qu'un exemple, plus qu'une idole, Marley est entré dans la légende.

SF : Que pensez-vous du succès de votre musique, ici en Europe ? Est-il dû au contenu politique, philosophique, religieux de vos chansons, ou tout simplement au rythme ?

Bob Marley : Je crois que c'est la combinaison de ces éléments.

SF : Nous précisons notre question : il ne s'agit pas du succès de votre musique auprès du public noir, mais auprès du public français, par exemple, qui pour la plupart ne comprend pas ce que vous dites dans vos chansons.

B.M. et Tyron (un Wailer) : Ecoutez, partout où nous jouons, en Europe, en France, en Allemagne, au Japon, les gens viennent nous écouter parce qu'ils comprennent quelque chose, sinon, ils ne dépenseraient pas leur argent.

SF : Une de nous travaille dans un drugstore, et tous les soirs, elle vend des disques de Bob Marley. Elle se demande pourquoi les Blancs les achètent-ils.

B.M. : Je pense que c'est pour les mêmes raisons.

SF : Nous étions allés voir « Reggae Sunsplash » et le public blanc dans la salle, tant que vous chantiez semblait satisfait, mais dès que vous commenciez à parler du rastafarisme, il pouffait de rire.

B.M. : Ce n'est pas pour eux que je parle.

SF : Là où je travaille, un Blanc qui comprend l'anglais m'a dit un soir : « Je ne peux pas acheter les disques de Bob Marley, car c'est un raciste ». Pourtant, en ce moment, certains chanteurs français jouent du reggae... comme S. Gainsbourg qui dit : « Je suis comme les rastas, je suis révolutionnaire ».

Tyron : Tu vois, nous, nous ne jouons pas le reggae pour faire du business. Le reggae, pour nous, n'est pas une mode, un jeu. Le reggae porte en lui un message. Ceux qui se servent du reggae peuvent le faire. Mais Jah voit tout, c'est lui-même qui les jugera. Pour nous, la musique n'est pas une question de succès. Si nous chantons le reggae aujourd'hui, c'est pour transmettre un message à nos frères africains. Ce n'est pas un problème si des gens veulent faire de l'argent avec le reggae, c'est Jah qui tranchera...

SF : Vous avez joué au Gabon, c'est la première fois que vous avez joué en Afrique. Que pensez-vous du public là-bas ? Et savez-vous quel type de gouvernement il y a au Gabon ?

B.M. : C'est la première fois que nous jouons en Afrique, mais je suis allé en Ethiopie pour des raisons personnelles. Nous savons que le Gabon, c'est la France, mais à Libreville, les gens sont comme à la Jamaïque ; ils sont tous Africains. Ce sont les mêmes vibrations, la même façon de marcher, la même façon d'être. Mais d'où viennent les Noirs, d'Afrique, non ? Alors...

SF : Mais vous avez été invités par la fille du président Bongo, ça ne vous gêne pas ?

B.M. : Qui vous a dit cela ?

SF : C'est écrit dans les journaux gabonais.

B.M. : Ah bon ! Je ne le savais pas, mais c'est faux. Ce sont les « boldheads » qui ont dû écrire cela.

SF : Si aujourd'hui, vous aviez un message pour l'avenir de l'Afrique, que diriez-vous ? Vous avez chanté sur le Zimbabwe ; en ce moment, il y a une nouvelle situation : qu'en pensez-vous ?

B.M. : L'Afrique : qui est Africain en Afrique, aujourd'hui ?

Qui est le leader de l'Afrique aujourd'hui, pouvez-vous me le dire ? Moi, je pense que tant que le rastafarisme ne deviendra pas une réalité, l'Afrique sera un vain mot.

Tyron : Comment l'Afrique peut-elle s'unir, elle est dominée par les superpuissances.

B.M. : Non, non, ce n'est pas seulement une question de superpuissances. Les gens qui gouvernent l'Afrique aujourd'hui, n'ont pas une mentalité d'Africains. Ils ne voient pas que la mafia internationale des « boldheads » (1) a mis au point une guerre pour que l'Afrique disparaisse... Qui guide l'Afrique aujourd'hui : les Français, les Américains, les Allemands, les Rus-

ses. tu crois que c'est Marx ou Lénine qui peuvent être les guides des Africains ? Qui est le Roi aujourd'hui ? Savez-vous qui est « Alpha et Omega » ?

SF : Non !

B.M. : Ah bon, vous ne savez pas qui est « Alpha et Omega ». vous ne savez pas le nom d'Alpha et d'Omega. C'est Haïlé Sélassié.

SF : Nous ne croyons pas qu'Haïlé Sélassié soit le commencement et la fin, l'Alpha et l'Omega.

B.M. : Ah bon, vous ne croyez pas. Toi, par exemple, tu peux me dire qui est le président des Etats-Unis ?

SF : Carter !

B.M. : Ah et vous croyez en Carter ?

Vous ne croyez pas en Haïlé Sélassié, je ne vois pas en quoi vous pouvez croire. Vous voulez croire les Blancs ?

SF : Ce n'est pas là la question : mais pour nous, Africains, c'est très difficile de voir en Haïlé un symbole de la résistance noire, car il était aussi un tyran.

B.M. : Quoi ? Un tyran, un dictateur de quoi ? Ecoutez-moi, les Russes de Mengistu, c'est bien peut-être ! Ecoutez-moi bien, chaque être humain doit lutter pour survivre. L'Ethiopie est le seul endroit en Afrique où ils ne sont pas arrivés à briser le peuple noir. Vous ne vous êtes pas demandés pourquoi ? Pourquoi les Italiens, les Français, les Allemands ont soumis le reste de l'Afrique et n'ont pas pu soumettre le pays de sa « Majesté » qui a sauvé l'Ethiopie. Ecoutez bien : E-THIO-PIE. AFRIQUE, c'est juste un nom : ETHIOPIE, c'est le continent. Vous devez l'apprendre, vous ne le savez pas. Essayez de comprendre : aujourd'hui, ceux qui blasphèment l'Ethiopie, sont ceux qui développent une stratégie de guerre à un niveau très élevé. En blasphémant l'Ethiopie, ils détruisent nos racines et vous ne le comprenez pas. Vous croyez que les Russes et les Américains attaquent le même pays, ce n'est pas pour rien. Le but de Babylone, c'est de soumettre l'Ethiopie pour détruire la mémoire des Africains de façon à ce que le peuple noir n'ait aucune identité. Qui sont les Africains aujourd'hui ? Les Africains sont français, Allemands, Russes, Américains ; mais ils ne sont pas Africains. Pourtant, ils essaient de l'être par le rastafarisme. Et vous, les jeunes, vous critiquez, mais vous vous critiquez vous-mêmes. Sa « Majesté » est-elle un mensonge ?



SF : Non !

B.M. : Mengistu est un tyran. Haïlé Sélassié n'en est pas un. Vous êtes Ethiopienne ?

SF : L'une de nous est Ethiopienne, et Haïlé a tué toute sa famille.

B.M. : (Rires) : Peut-être que ta famille n'aimait pas sa « Majesté ». Celui qui n'aime pas « Sa Majesté » doit mourir.

SF : Comment ? Tu ne peux pas parler comme cela !

B.M. : Mais si... Celui qui n'aime pas « Sa Majesté » doit mourir. Je ne voulais pas te dire cela surtout à toi qui es Ethiopienne. Mais je dois te dire la vérité, même si elle te fait mal. Celui qui n'aime pas « Sa Majesté » ne peut pas survivre. C'est la loi entre le Bien et le Mal.

SF : Nous ne pensons pas que l'Ethiopie d'Haïlé Sélassié symbolise le Bien.

B.M. : Sa « Majesté » ne peut pas être un tyran. Toi, par exemple, tu travailles ici à Paris, pourquoi ? Si tu travailles ici, qui va lutter contre ton gouvernement ? Et si aujourd'hui tu étais en Ethiopie de Mengistu, tu lutterais contre ton gouvernement mais tu ne travaillerais pas. Mais Epoupa... pourquoi tu t'enfuis, viens t'asseoir ici et écoute... Ils ne veulent pas que nous le sachions. Moi, je suis persuadé que sa « Majesté » est une force positive dont j'ai besoin. Mais vous n'aimez pas sa « Majesté ». Pourquoi, pourquoi ? Ecoutez-moi. Quand vous dites du mal de sa « Majesté » votre coeur bat différemment, vous vous sentez mal, votre sang court n'importe comment dans vos veines, votre cerveau se dérègle...

SF : La question n'est pas d'aimer ou de ne pas aimer sa « Majesté »

B.M. : Elle est où alors ?

Tyron : Je me demande pourquoi nous sommes aussi religieux : je crois je ne sais pas, que c'est parce que nous avons été très fortement christianisés. Alors le peuple jamaïcain sous l'influence de Marcus Garvey a voulu remplacer le dieu blanc par le dieu noir. C'est cela Sélassié : une révolution contre le Dieu Blanc. Moi-même, parfois, je me dis, après tout, un dieu, c'est un dieu, mais en même temps, je sens que la croyance en Sélassié me donne une force. Par expérience, vous, vous savez que les trois couleurs : vert, or, rouge sont aussi la couleur des drapeaux de vos Etats, états politiciens pourris par Babylone. Mais pour nous, c'est un symbole, c'est cela la différence. Un symbole représente pour moi quelque chose de puissant qui me pousse à lutter. Aujourd'hui, l'ayatollah Khomeiny, par exemple, est un symbole de la lutte contre Babylone. Je suis devenu rasta parce que j'espère que les rastas feront un jour comme l'ayatollah. Je sais que les rastas, le rastafarisme n'est pas parfait, mais pour moi, c'est très positif. Aujourd'hui, en Jamaïque, beaucoup de frères sont rastas, ils sont très militants : ils ne parlent pas, ils agissent...

Propos recueillis par Epoupa et Maria

(1) Les Occidentaux

(copyright Sans Frontière)

Gillespie

« To be or not to Bob »



L'autobiographie de Dizzy (1) Gillespie dont la traduction en français, par Mimi Perrin, vient de paraître aux Presses de la Renaissance, constitue avant tout, un document qui devrait intéresser, au plus haut point, tous les musiciens, compositeurs et arrangeurs, tous les amateurs, tous les mélomanes, tous les curieux, et même tout « honnête homme » (au sens du XVII^e siècle), car il reflète très exactement l'expérience, déjà longue, d'un des plus grands musiciens de l'histoire de la musique négro-américaine, d'un artiste de couleur, dans un pays et au sein d'une société dont le racisme virulent n'a guère évolué... depuis la guerre de sécession et dont le matérialisme effectif et sordide se dissimule, assez mal, sous une apparence de vague religiosité et d'hypocrite respectabilité. Ce document est, en outre, exemplaire de la vie d'un musicien de couleur aux Etats Unis et dans le monde. Exemplaire dans la mesure où est exemplaire la biographie d'un chanteur et guitariste de blues comme... Robert Johnson, dans la mesure où est exemplaire d'un Gospel Singer comme... Sam Cooke. Dizzy a une conscience parfaite de son appartenance à une certaine ethnie, à un peuple, à une culture bien définie et bien caractéristique : celle, très spécifique et parfaitement homogène, du peuple de couleur des Etats-Unis.

Mais il y a plus, encore, l'histoire « extraordinaire » (du moins pour les gens un peu « square » et non « rancardés ») du mélange de sang blanc (une survivance de moeurs féodales) dans une famille d'origine africaine. A ce propos mais aussi à propos de bien d'autres choses dans ce livre, voici un document qui devrait attirer l'attention de ceux des *Anthropologues* ou des *sociologues* qui ne travaillent pas que sur fiches ou sur des mesures d'angles faciaux ou encore sur la teinte de la peau (constatée dans l'entre-cuisse) ou (1) prononcer, comme les américains le prononcent : Dizzy (et non pas Didzi comme tant de français le prononcent... je n'ai jamais compris pourquoi...). Il en est de même pour Bechet (et non Bechette). Aux aiselles, le reste étant fonction de l'ensoleillement et des travaux au grand air du sujet) je sais ce dont je parle, l'ayant étudié, moi-même, plusieurs années, sous la férule des Marcel Maussi, Paul Rivet et autres grands pontes de cette époque.

Il y a même un certain parallélisme entre les enfances et les débuts de carrière

de Dizzy Gillespie et de Louis Armstrong : même pauvreté, même misère, même goût de la vie et du succès, même ingéniosité et opiniâtreté pour « en sortir », même dons pour une assimilation rapide et parfaite de l'expression rythmique, mélancolique et harmonique, même santé, même influence toute puissante de la musique religieuse spécifique de leur ethnie, du « preaching » des blues, des forces vocales et plastiques de ce que l'on nomme, de nos jours rhythm and blues, sou musique, même respect et tendresse à l'égard des maîtres qui ont su distinguer leurs dons et orienter leurs vocations.

Mêmes contacts tragiques avec les blancs (« cf swing that music » de Louis Armstrong et aussi « La musique c'est ma vie » de Sidney Bechet).

Il y a la relation du premier voyage en France, avec la *Revue du Cotton Club* et l'orchestre au Moulin Rouge à Paris. On sait que le pape du jazz avait réalisé, alors, cette chose incroyable : enregistrer presque tous les musiciens de cette formation à l'exception de Dizzy, alors que les musiciens américains et français de Paris ne parlaient que de lui, allaient l'écouter toutes les nuits (Bill Colman ne manquait pas une de ces présentations) et l'invitaient chez eux, étudiant son enregistrement (2) et lui demandant de dévoiler quelques uns de ses « secrets ». Mais il y a tant de choses passionnantes dans ce livre : Les syndicats de musiciens aux Etats-Unis aux moeurs de gangsters ; les hommes de couleur qui peuvent « passer » (passer des blancs même aux yeux des pires racistes) et qui font, parfois, partie de formations blanches. Earl Warren qui tint longtemps le poste de premier saxophone-alto dans l'orchestre de Count Basie, m'a raconté des choses, ou d'un comique monstrueux, sur ses rapports avec la police où différent milieux blancs des U.S.A. ... Dizzy insiste beaucoup sur l'importance de l'étude et de la pratique du piano ou de la guitare pour un trompettiste ou un saxophoniste et tromboniste. En effet, un pianiste ou un guitariste (même quand ils ne savent pas lire ou qu'ils n'ont pas étudié spécialement la théorie musicale) ont une connaissance intuitive, mais solide de l'harmonie et de l'enchaînement des accords (cf. toute l'oeuvre de Dnyango Reinhardt)

(2) Aux deux sens de ce terme : la pièce de métal en contact avec les lèvres et la façon d'emboucher l'instrument.

Ce bouquin c'est l'homme, c'est la vie, c'est la musique, avec d'incroyables éclairs de perspicacité, d'intuition, des « cris », des « protestations », une intelligence profonde et vitale, ce bon sens assez « paysan » et pas du tout « cartésien » que l'on trouve chez les plus grands

musiciens de couleur (ou blancs) Louis ... (Dizzy l'adore et Armstrong le lui rendait... au centuple... contrairement à ce que de sots critiques essayaient de faire croire aux naïfs amateurs) Fats Waller, Bechet, Bill Coleman, « clean Head Vinson, Zoot

Revue et corrigée

Dossier Migrations

Le CIEM, Centre d'Information et d'études sur les Migrations, vient de faire paraître le premier numéro d'un bulletin bimestriel intitulé : « Dossier Migrations ».

« Ce bulletin bimestriel de quatre pages veut faire la synthèse d'un thème d'actualité concernant les migrations. Il se présente en un seul article, rédigé par un chercheur spécialiste du sujet. Une bibliographie complète cet article pour les personnes qui voudraient approfondir cet aspect de la migration ...

La note de présentation et le n° 1 contient un article de Giuseppe Callovi sur « les communautés Européennes et la Migration ».

Après un rappel des principales dispositions réglementaires qui régissent la circulation des travailleurs citoyens des pays de la CEE, l'article procède à une analyse de la politique communautaire vis-à-vis des immigrants des pays tiers.

Parmi les thèmes prévus dans les précédents numéros : l'immigration turque en France, le retour des travailleurs portugais, la délinquance juvénile de l'immigration ...

Dossier Migrations - A commander au CIEM, 46 rue de Montreuil - 75011 - Tél. : 372 49 34. Le numéro : 3,50 - Abonnement annuel : 20 F.

Sims, Clark Terry, Joe Albany, Maurice Vancer ... Lors de la première rencontre de Dizzy et de Chano Pozo, le trompettiste ignore tout de la percussion afro-cubaine (il nous le précise bien) et ne parle pas un mot d'espagnol.

Quant au fabuleux cubain, il ne parle pas un mot d'anglais... et, instantanément, jaillit, entre eux, un amour dont les motivations profondes seraient bien difficiles à analyser, mais dont l'expression, dans (Manteca) par exemple, nous inonde de bonheur. Dans la fameuse méthode Arban, le maître, qui jouait suavement, au cornet tous les concertos pour flûte de Boehm, écrit qu'il y a dans l'enseignement du cornet (de la trompette, du bugle et des saxoorns) des choses si subtiles, si impalpables,

qu'elles nécessitent l'usage de la parole.

On ne peut pas réellement écrire à leur sujet.

Page 246, James Moody (auteur d'un des multiples témoignages de musiciens contenus dans le livre) s'exprime ainsi : « la manière dont Dizzy espace ses phrases m'avait frappé... Voyez-vous des déluges de notes ne sont pas nécessaires. On peut improviser sur un accord et laisser passer le suivant sans jouer ; et dans un autre chorus, on fait l'inverse. Dizzy prétend qu'il faut, à un musicien, une vie entière pour apprendre où mieux ne vaut pas jouer... Alors il faut savoir aérer ses phrases... en prenant bien son temps ».

Maurice Cullaz,

Contre « kalou pile »

Dès le début du spectacle aux alentours de 2045, plus de 300 personnes, réunies dans ce complexe commercial (super m) pour assister au spectacle, prirent connaissance d'un tract distribué à l'intérieur de la salle, comme à l'extérieur par les organisations citées ci-dessus, dénonçant le triste rôle que la France a fait jouer à « Kalou pile » en Afrique du Sud, ce pays du racisme légal (voir notre édition du 28 mars 81, S.F. n° 17)

Très rapidement, « force de l'ordre » et « vigiles » demandèrent de stopper cette distribution de tract sous peine d'être embarqué.

L'essentiel de leur action ayant atteint son but, qui était d'informer les spectateurs. Les spectacle se déroula sans aucun autre incident ; l'action contre « kalou pile » s'amplifie actuellement, un nombre non négligeable d'organisations ayant votées une motion contre « kalou Pile » à savoir :

- Association Réunionnaise Culturelle et Sportive de Mantes la Jolie ; - Groupe amical culturel amical culturel des Réunionnais de la Seine Saint Denis ; - Réunion sport de Montigny les Corneilles ; - Amicale des Réunionnaises du Nord

Pas de Calais ; - Union générale des Travailleurs Réunionnais en France (central) ; - Union des Travailleurs Réunionnais de la Seine Saint Denis ; - Amitiés Franco Réunionnaises ; - Amicale Réunionnaise de Seine Maritime ; - Arts et traditions Populaires de la Réunion en métropole ; - Amicale Créole Marnaise.

C'est pour cette raison que les organisations ayant déjà entrepris des actions positives appellent toutes les organisations à donner un sens à la motion qu'ils ont votée contre « kalou Pile ».

Le vote de motions doit être pris comme un outil pour la lutte. C'est le point de vue de Mr Mitra Raphael, responsable de l'UGTRF (Rouen) : « il faut une plus grande mobilisation des émigrés réunionnais et des organisations françaises contre « kalou pile » ce pilier de la culture réunionnaise ».

Saint-Omer F.A.

Le Grup Kiltirel Renyone (GKR) - Mouvement Anti-apartheid (section Rouen) - l'équipe du journal « Nou Renyone Komela - Mouvement anti-apartheid (Central) Paris

Nègre-Marron, vous dites ?

Par cette nouvelle, je raconte l'histoire de la musique « noire », réflexion qui démontre que de nos jours, encore, elle est aux mains des colons. Volée, pillée par des ethnologues, ou arrangée, transformée par les colons musiciens qui ont oublié les sentiers de l'esclavage. Par exemple : la musique dans les plantations était jouée par des esclaves pour divertir les maîtres planteurs, c'est ainsi que les esclaves faisaient danser leurs maîtres, sur un pas de valse ou de polka.

Ces maîtres blancs semblaient toutefois ignorer la musique rituelle des esclaves, tels la macumba, le vaudou, le condeblé ...

Comme ils ont longtemps ignoré la musique que les noirs chantaient dans les églises : le godspel ...

J'aurais honte d'oser me présenter devant un homme attristé de musique insuffisante dont la vie a le mouvement le plus paisible, le plus calme et le plus opportun.

Il gardera toujours un peu de mélancolie, cela tient à quelque chose de plus profond : nègre marron que l'on dit d'une personne qui sort du jeu sans argent. Une grosse boucle de cheveux noirs avec un ruban s'appelle les producteurs de la musique des départements et territoires d'outre-mer.

Un imprimeur ou un médecin qui exerce son état clandestinement sans brevet est un

nègre marron, c'est pour cela que j'écris seul. Les paysans des alpes qui transportaient les voyageurs dans une litière dans les passages difficiles, étaient des nègres marrons ... Malheureusement, je ne peux avoir le plaisir de vous accompagner dans ce voyage car je suis lié, ficelé, imprégné. Ma bouche est insensée, je cherche la musique.

Le rituel purifié, vêtus de haillons nous abaissons vers la terre, les mains chargées de branches de canne à sucre, les lèvres des justes nourrissent beaucoup d'hommes, mais les fous mourront faute de sens.

Tu veux rire : la musique traditionnelle antillaise véhiculée par Eugène Mona !

Dizzy Gillespie dit dans son livre qu'en 1930, il accompagnait les spectacles qu'Alice Wilson faisait avec les cousins de Dizzy, la première partie, en l'occurrence Cheveland powe et Hamp Mc Intosh et Fred Mc Neil qui lui chantaient à trois voix en harmonisation serrée (à l'oreille). L'orchestre comprenait Tom Marshall à la caisse claire ; Bill Mc Neil au trombone Wes Buchanan à la grosse caisse et Dizzy lui-même au cornet jouait l'ouverture et accompagnait tout le spectacle entièrement d'oreille sans partitions et en si bémol, la tonalité standard du blues.

Wes Buchanan était un grand chef d'orchestre à la grosse caisse, il plaçait sa main libre et un genou contre l'instrument, et trouvait une sonorité très variée et des trucs très funky, comme le vieux de 85 ans, qui joue dans la troupe de Mona précise que c'est une basse, non chef d'orchestre, c'est pourtant bien lui qui colore dans ce travail une musique oubliée par les hommes politiques.

La musique des esclaves

Le 16 juillet 1816, une dépêche ministérielle recommande au

gouverneur d'encourager, même par octroi de la légion d'honneur, les maîtres planteurs qui par de bons procédés envers leurs noirs peuvent conserver et augmenter la population servile. C'est ainsi qu'une musique française est née aux Antilles java, pasodoble, valse, berceuse, interprétée par les esclaves africains à l'aide de la percussion pour amuser les planteurs et aussi gros ka, mazurka, damier. Au Surinam et en Guyane, les Ashantis, profitaient de ces fêtes pour faire émaner une transe et rendre aveugles les maîtres afin de s'enfuir avec des esclaves du côté du pays Saramacca ou dans l'une des tribus dirigées par Boni. Le Brésil et les pays

d'influence portugaise et espagnole transportèrent avec eux la guitare ainsi que la musique fado et la musique orientale et toute cette couleur musicale au fil des jours a dessiné pour eux à travers une source inépuisable d'harmonie le frevo, la capoeira, puis la samba en Argentine ; le pasodoble, le tango et une multitude de folklores nés à partir de la musique indienne. Au Pérou, qui est un pays diversifié par les espagnols, les noirs, les indiens, il y a une musique africaine aux consonances high-life.

Dans les pays anglo-saxons et francophones, les maîtres d'esclaves interdisaient la musique et transportèrent les esclaves sans tambours.

A l'île de la trinité, aujourd'hui

d'hui nommée Trinidad, les Ashantis du Ghana inventèrent un instrument : le steel-drums, à l'aide de fûts d'huile chauffée, martelée afin de délimiter des plages de métal qui sont les notes.

Aux Antilles, en Jamaïque, en Guyane, les nègres marrons ont pu construire les premiers tambours et lors de la Convention de 1816, citée plus haut, il y eut un échange verbal de la musique et les tambours ont pu être véhiculés dans les plantations par des esclaves traités (au Surinam, on les appelle des bérêts rouges), qui avaient des relations avec les nègres marrons, qui eux étaient au service des maîtres planteurs et la musique High-life vit le jour dans toutes ces îles et presqu'îles. C'est à ce moment que l'académie française propose en 1822, comme sujet pour le prix de la poésie, l'abolition de la traite des noirs.

Une vie d'esclave dans la plantation

Dès que les maîtres d'esclaves obtiennent la concession du terrain, ils commencent par y faire bâtir leur habitation sur un endroit élevé pour l'air et pour la surveillance des esclaves. Les esclaves purifient l'eau de leur maître en creusant des puits et en fabriquant des jarres afin d'y recueillir l'eau de pluie qu'on

laisse décanter puis que l'on extrait plus fraîche, plus pure que la source. On construit ensuite des cases pour loger les esclaves, cases faites de palissades avec un toit de branchage tiré de la défriche du même espace. On agrandit la défriche d'un hectare environ, on choisit tout le bois qui est propre à la charpente et on le met de côté, puis on fait un tas de restes qu'on laisse sécher afin d'y mettre le feu et le laisser se consumer. A la saison des pluies, on sème le maïs, le mil, on plante les bananiers, des ignames etc ... principale nourriture des esclaves qui ne doivent pas leur manquer sous peine de les perdre soit par la mort, soit qu'ils vous fassent marrons ! Car il faut les nourrir, affamés par ces travaux intenses et multiples, jusqu'à ce que les semailles aient donné. Et les arbres de la forêt font 40 Mètres ...

L'organisation sociale de la plantation suit toujours le même chemin. Le souverain, qui est le maître, habite sur une hauteur dominant la plantation afin d'être plus véhément. Un jour, un maître autoritaire ordonne l'emplacement de sa maison sans se soucier d'un arbre gigantesque qui se trouvait à une centaine de mètres de là. Quand

les esclaves eurent terminé la splendide bâtisse, le maître s'aperçut alors que cet arbre gigantesque l'empêchait de voir de sa demeure ce qui se passait dans la plantation. C'est alors qu'il décida de faire cou-

per cet arbre. Cet arbre était un fromager, qui représente dans les croyances africaines un arbre sacré donc intouchable. Cet arbre est l'objet de prière et d'amour, et souvent les esclaves qui travaillaient sur un moulin à main, venaient de temps à autres, s'abriter à l'ombre du fromager et retrouver ainsi dans cet air de paix la foi et la force. Hélas ce fromager bouchait la vue du maître qui était obligé de se déplacer afin de surveiller le travail. Alors il décida de couper cet arbre, en face de ces êtres véritablement malheureux.

La première supposition semble basée sur une impossibilité ou avoir un caractère de pure folie, mais ce n'est pas le cas pour ce maître d'esclave. Car il est bien vrai que l'être vivant dans l'espoir ne met pas son espoir en quelque chose qui n'a pas de réalité pour lui, mais il espère quelque chose qui à son esclave est irréalisable.

Couper un fromager ! Qui représente tout un héritage de croyance qui semble avoir déjà donné ses fruits aux Africains.

Les esclaves implorent le pardon du maître devant l'impossibilité d'obéir au-delà de ce fétichisme hermétique aux maîtres blancs, ils lui expliquaient qu'en Afrique, ils ne coupaient jamais un fromager. C'est un lieu de prière, cela excita encore plus le maître qui leur infligea des tortures, des coups de fouets. Les esclaves cédèrent, le maître organisa alors deux équipes afin d'exécuter leur travail rapidement car cet arbre était immense.

Le soir venu, l'arbre était encore debout, les esclaves étaient tellement fatigués, qu'ils ne purent s'endormir, ils entendirent toute la nuit les gémissements et les hurlements de l'arbre. Le lendemain matin, ils mirent fin à ce travail, et aussitôt que l'arbre toucha le sol, le maître perdit la vue ! Et les esclaves furent maîtres de la plantation, prirent tout ce qui pouvait les arranger et gagnèrent le pays de Saramacca.

La magie est partout, mais elle n'est véritablement efficace que dans le sublime de l'amour des êtres, telle est la fonction de la sorcellerie.

Si tu es appelé esclave, alors ne t'en soucie pas.

Si tu veux devenir libre, choisis-le, car l'esclave de tous les temps est l'homme qui ne rencontre aucune résistance.

Michel Alimeck

Nègre-Marron : En 1956, dans une colonie établie par Lucas Vasquez de Ayllon dans l'actuelle Caroline du Sud, disait d'un esclave qui s'était enfui pour vivre en liberté : Nègre-Marron

« Il n'y a pas de culture inférieure »

Chérif Khaznadar est actuellement Directeur de la Maison de la Culture et du Théâtre de Rennes. Il a créé voilà huit ans le Festival des Arts Traditionnels. La promotion de ces cultures trop souvent oubliées ou volontairement étouffées est un thème qu'il défend un peu partout dans le monde au sein de nombreux organismes tels que l'UNESCO... « JE pense que pour chaque peuple il y a une identité culturelle à promouvoir et à défendre de façon à lutter contre les deux dangers qui guettent toutes les formes d'expression.

D'une part l'uniformisation des cultures sous l'influence des moyens de communication de masse qui imposent une même expression d'une culture dominante à un moment de l'histoire. Et le deuxième danger est la culture officielle qui est imposée par une élite au pouvoir et qui est généralement dans

l'esprit de cette élite une culture qui doit, pour avoir ses lettres de noblesse, être comparable à celles qui ont déjà fait leurs preuves et principalement les cultures occidentales. Mais l'Occident lui-même est en butte à ces influences qui viennent d'ailleurs. Chaque pays, chaque individu pour se retrouver, pour être lui-même, doit être conscient de ses racines et développer sa personnalité propre sans pour autant faire du passéisme ou de la reconstitution historique. La culture doit être partie de la vie sociale contemporaine donc évoluer aussi avec les conditions de la vie sociale tout en gardant sa spécificité propre ».

Voilà pour les arts traditionnels en général. Voyons maintenant les réflexions de M. Khaznadar sur le Festival en lui-même.

SF : Pouvez-vous tirer un premier bilan du Festival ?

Chérif Khaznadar : Je pense que ce Festival a été en ce qui concerne la présentation de ses formes d'expression l'un de ceux qui a le moins souffert de la transplantation des formes. Notre souci et le danger aussi de ce festival est qu'une fois qu'une forme d'expression est sortie de son milieu, elle perd beaucoup de sa vérité parce qu'elle est détachée de son public... Cette année, je crois que cet écueil a été dans la majeure partie des cas évité. Il y a eu une transmission, un contact fructueux entre les artistes et le public. Autrement, les groupes qui ont été présentés ont été ressentis comme présentant vraiment des choses tout à fait authentiques sans concessions aucune au goût du jour.

SF : Comment s'est fait le recrutement des artistes ?

CK : Il y a trois manières de procéder. D'une part la prospection directe. Le fait d'aller sur le terrain, de rencontrer les troupes de les choisir sur place en fonction de ce qu'ils présentent et de la possibilité de transplanter ces formes sans les dénaturer. D'autre part, la prospection qui se fait par l'intermédiaire soit du public du Festival, soit par les musicologues (on commence à avoir des relais sérieux un peu partout dans le monde). La troisième voie est par la recherche intellectuelle à travers des ouvrages, des études pour retrouver des formes moins connues ou insoupçonnées mais qui ont un intérêt soit musicologique, soit ethnique, soit dramatique (par exemple les chanteurs diphoniques de Mongolie ou les pleureuses de Finlande). Lorsque l'on apprend que ces choses-là existent, on part à leur recherche.

SF : Comment le Festival a-t-il été financé ?

CK : C'est la Maison de la Culture qui supporte tout le Festival mais qui est aidée par les fait dans le passé à maintenir le prix des places à un niveau modique (l'année dernière, le coût des places ne dépassait pas 15 francs), cela aurait certainement facilité l'accès de différents pays qui participent, les organismes officiels français et étrangers qui ont pris conscience de l'importance pour leur pays de participer au Festival. Ils nous ont aidé essentiellement à prendre en charge les voyages, ce qui est le plus lourd au niveau financier.



SF : Qu'est-ce que vous pensez du problème qu'a posé le prix des places au niveau de la fréquentation du Festival ?

CK : C'était en effet une difficulté pour le public d'assister à plusieurs manifestations dans la mesure où le prix des places cette année était plus

élevé que par le passé. Nous avons dû essayer d'amortir les frais par les recettes propres du Festival. nous avons à faire face actuellement, comme tous les organismes culturels, à ces problèmes financiers.

SF : Est-ce que vous pensez, malgré le problème que nous venons de soulever que votre

appel (faire de ce Festival un cri contre le racisme) aura été entendu ?

CK : Je l'espère, dans la mesure où ce Festival ne veut pas se fixer de frontières ethniques ou autres, ne veut pas du tout intervenir dans les conflits politiques actuels ou passés et que pour nous le fait de pouvoir montrer la culture des peuples dans leur génie créatif est un moyen de lutter contre les idées toutes faites que l'on se fait sur les peuples. Et chaque peuple a son génie ; il n'y a pas de culture inférieure. Elles sont toutes égales dans leur expression : elles sont par contre différentes et complémentaires. Je crois que d'avoir pu présenter des formes d'expression de Turquie, de Chypre, d'Arménie, Kurde... que tous ces gens se sont rencontrés, ont écouté leur musique, ont pu dépasser pendant un certain temps leurs antagonismes politiques est une façon aussi de lutter contre le racisme. Et non seulement vis-à-vis du public Rennais mais vis-à-vis même de ces participants de se dire qu'ils peuvent coexister, qu'ils peuvent être ap-

préciés, que les barrières étonnantes qui s'étaient formées, pendant quelques instants ont été abolies, je crois que ça aide, même si c'est une goutte d'eau dans la mer.

SF : Vous disiez que vous ne voulez pas intervenir dans les conflits politiques, pourtant, certains ont taxé votre texte qui introduisait le Festival d'anti-communisme primaire...

CK : Je ne crois pas. Ce qui m'inquiète en ce moment, c'est cette poussée raciste qui est le fait de différents facteurs que je déplore. Je n'associe pas cela à une position politique personnelle, mais à une réalité.

Et il y a des gens qui sont responsables d'avoir réveillé ce démon qui commençait peut-être à disparaître par le fait qu'il ne pouvait plus s'exprimer. A partir du moment où ils ont justifié ces positions racistes, elles s'expriment, elles peuvent se développer...

SF : Pour revenir au Festival, y aura-t-il une 9^e édition ?

CK : Nous allons y réfléchir maintenant, voir dans quelle mesure nous continuerons à agir sous cette forme-là. De toutes façons, qu'il y ait Festival ou pas, l'action elle-même continuera mais changera de formule. Est-ce qu'elle changera dans l'immédiat ou dans quelques années, cela va dépendre de l'évolution de l'actualité.

Reste à savoir si nous pouvons continuer. Il y a tellement d'éléments qui rentrent en jeu que nous ne pouvons décider dans l'immédiat.

Propos recueillis par A. Bichon

Un public trop restreint

Le huitième festival des Arts Traditionnels de Rennes a vécu. Un colloque portant sur « l'Islam et la société dans le monde arabe contemporain » a apporté un pendant théorique aux spectacles présentés, tandis que la foire internationale de Rennes ouvrait ses portes (voir encadré). Au cours de ce colloque des personnalités telles que M. Arkoun et Rodinson ont trouvé des contradicteurs passionnés en la personne des étudiants extrémistes musulmans. On retiendra de ces deux jours d'exposés-débats les mots de M. Rodinson qui faisait une intervention sur « l'idéologie islamique » : « Quand on crie « vive l'unité », il y en a toujours qui se font sacrifier... »

Côté artistique, la deuxième partie du Festival a été d'aus-si bonne qualité que la première. Le lundi a été marqué par l'événement le plus exceptionnel de cette année. Dans la même salle, à deux heures d'intervalle, ont été programmés les musiciens Kawwali du Pakistan et les chanteurs de la confrérie Shazili d'Egypte. La rencontre de ces deux musiques, d'origine Soufi a témoigné avec

émotion de la permanence de cette culture d'inspiration religieuse. Pourtant très différents dans leur forme, les uns et les autres ont su recréer une atmosphère très vite envoûtante. Pour peu qu'on se soit laissé aller ce fut le dépaysement total garanti. Un sommet.

Tout le reste apparut de moindre intérêt. Toutefois, il faut retenir la prestation du musicien ghanéen Papa Oyeah Mc Kenzie. Cet homme-orchestre, passé voilà quelques années du free-jazz à la musique traditionnelle, a fait un concert très varié à la fin duquel il a fait participer le public. Descendant dans la salle il a distribué ses nombreux instruments aux spectateurs et a joué avec eux.

Ne serait-ce que pour ces quelques moments, le huitième Festival des Arts Traditionnels valait la peine de se déplacer. Mais si l'expérience doit se poursuivre, il faut absolument qu'elle ne soit pas réservée à un public aussi restreint. C'est se faire plaisir que de prêcher à des convertis.

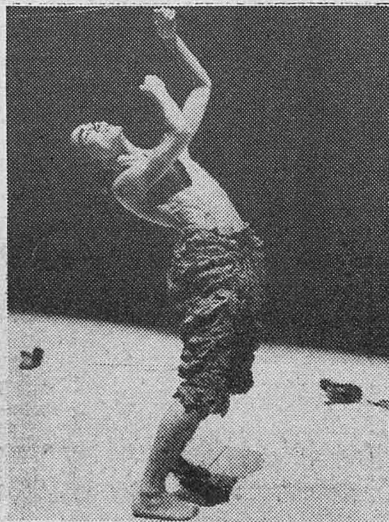
Alain Bichon

Danse au «Théâtre Présent»
Hana (Cristal-fleur)

LE temps semble suspendu aux cordes du piano qu'un homme/guerrier surchargé d'oripeaux, rythme le long de son parcours.

Il se décharge peu à peu de son armure, tel un insecte évoluant le moment de la mue, et laisse sur le sol blanc les souvenirs du passé.

Les scènes se succèdent sans implications apparentes et les



paraboles exangues ont repris vie et gestes, rythmes et mélodies. Deux hommes sur des échasses dansent autour d'une fleur/oiseau dans une robe de mariée : « Hana » vit les dernières minutes de sa vie.

Le groupe MA, à travers l'étude des gestes dictés par la tradition, la culture, nous plonge dans un univers/rituel, la mort, la naissance, l'enfantelement, la douleur, tous les événements qui constituent la vie servent de laboratoire de travail à cette compagnie.

« Hana » cette fleur blanche à la beauté éphémère, exprime dans un langage gestuel un langage de type ethnique.

Hana, cérémonie sans mémoire, cérémonie envoûtante aux lamentations lancinantes d'une pleureuse dans lesquels obscurément on se retrouve dans tout son être de chair et de sang.

Dalila Z.

agenda

PARIS

VENDREDI 15 MAI

* *Au Cloître des Lombards* (ancienne Chapelle des Lombards)

Chanson à 20h30 avec **André Simon** qui sera là jusqu'au 23 mai.

Un petit bout de femme énergique qui sait dire des mots pastels sans être guimauve, des sentiments profondément féminins, pas féministes. Elle est tendre et mordante, ironique et grave, **Andrée Simon** a trente ans et Paris, peu à peu la découvre.

* *Au New Morning*, 7, 9 rue des *Petites Ecuries* dans le 10^e arrondissement vous entendent pianoter en solo **Dollar Brand** à 21 heures.

Après quatre ans d'existence à Genève, le *New Morning* à ouvert ses portes à Paris. A vouloir énumérer les musiciens programmés au *New Morning* à Genève, la liste trop longue deviendrait fastidieuse. Pour vous donner un avant-goût, citons en vrac les passages mémorables de Stan Getz, Bell Evans - Pharoah Sanders, Chet Baker, Clark Terry, Ron Carter, Dizzy Gillespie, Mc Coy Tyner, Yusef Lateef, Max Roach... Les plus grands noms du jazz, du blues, de la salsa sont d'ores et déjà prévus au programme à venir... En espérant que vous passerez de bonnes soirées...

* *Au Théâtre Noir* (20 rue des Cendriers 75020). **Bonga** : compositeur et interprète angolais.

- **Interclub 17** - 47 rue de Saussure - *Journée sur les jeunes dits « immigrés »* avec projection de film - Musique...

* **Keiji Vematsu** à la *Galerie Beaudouin Lebon*, 36 rue des Archives - 75004 Tél. 272 09 10

Jeune artiste japonais vivant et travaillant à Dusseldorf, Keiji Vematsu réalise ici sa première exposition à Paris, en fait une installation. Préoccupé, il fait une réflexion sur la relation entre les objets et l'espace, il s'est orienté dans une tendance spatiale et conceptuelle qui met en question l'environnement, le corps, le lieu, le langage et les perceptions que nous avons de ces différentes données.

SAMEDI 16 MAI

W* *A l'Auditorium de la FNAC - Rue de Rennes* à 16 heures, « *L'histoire de la guerre d'Algérie* » avec Henri Alleg, Henri Bourdel, Yves Cournière et Mohamed Harbi.

* **Le Cirque de Pékin** au *Palais des Congrès* Porte Maillot, bon cirque à la Mao, ça doit mériter le coup d'aller voir ça. Les chinoïseries sur une corde, c'est étonnant.

* **The Tubes** au *Palace* à 20H30

* « *Joutes d'improvisation théâtrale* » c'est du sport d'origine québécoise, cela se passe au *Théâtre de la Comédie* - Renseignement : 551 35 73

* **Week-end Jazz** en collaboration avec France-Culture, avec Bruce Grant, Louis Xavier... etc... à 20h30, au *Théâtre Noir*.

* **Pierre Akendengue** au *Dunois* (rue Dunois n° 28)

DIMANCHE 17 MAI

* **Atlantico rock tropical** à partir de 18 heures au *Dunois*, 28 rue Dunois. M^o Internationale.

* **Dervy Redman Quartet**. Featwing Charles Eubanks piano, Mark Helias, Bass ; Eddie Moore - Drums au *New Morning*.

* **Au Cardinal Paf** 11 rue St Paul à 14heures, **Concert discothèque** - Entrée 30 F consommation comprise avec Paco Sery (drums), Sylvain Marc (Bass), Olivier Hutman (piano) Sidney Thians (percussions)

LUNDI 18 MAI

Una Ramos donne un récital anniversaire à Bobino. Arrivé d'Argentine, il y a tout juste dix ans. Una Ramos est plus que jamais artisan de ses instruments, comme de sa musique ; il a amplifié son travail de recherche, par une étude très approfondie de l'instrument, dans sa fabrication, dans les sonorités mêmes.

* **Duo Dannick Lazro** à la sax. **Siegfried Kessler** au piano. *Au Dunois*, 28 rue Dunois, 13^e M^o nationale.

Ciné MB&A, 12 rue de l'Abbaye

A 21H30, « *Deux fois* » avec Jackie Raynal et un garçon.

Jackie Raynal, qui avait travaillé comme monteuse pour de nombreux films commerciaux réalise « *Deux fois* », au montage savant qui entremêle selon diverses rimes, répétitions avec de légères variations, une sorte de journal inachevé, de réflexions et portrait de la cinéaste. Jackie Raynal vit maintenant à New-York, où elle programme trois salles de cinéma et termine un film « *New York Stories* ».

MARDI 19 MAI

Au Théâtre Noir - Roots of Rock.

« *Thanks to the sun* », Inno Sorsy et Laurie. Deux femmes à la recherche des racines noires du rock à travers le blues, le Boogie, le Gospel.

Au Ciné club de la FAe Dauphine, salle B. 408 à 19heures.

Projection du film *les déracinés* de Lamine Marbah.

JEUDI 21 MAI

Au Centre Culturel Yougoslave à 20h30, Ce livre parle d'une époque et du chemin tracé d'honnêteté de ce combattant qu'est Jean Cassou. Nombreux sont les sujets que traite ce livre. Entre autres, il parle de la Yougoslavie et du Président Tito...

Art Pepper Quartet au *New Morning* rue des Petites Ecuries.

BANLIEUE

FRESNES

La troupe la Kahina présente son spectacle « *la famille Ben Jelloul* » à la *Maison des Jeunes*, rue du Colonel Rivière le 23 mai à 20h30.

Le 24 mai, le Ballet Lemba à 16 heures. Le 22 Mai, Chiquita (Portugal) à 20h30

VERSAILLES

Au Centre Huit, le 17 mai dans l'après-midi, Chariff Alaoui et Chiquita et ses musiciens (musique portugaise).

CLICHY SOUS BOIS

Fête de l'amitié, le 30 mai de 15 h à 22h à l'*Orangerie* en face de la Mairie.

Chants, sketches, danses portugaises, théâtre maghrébin, musiciens arabes et portugais, spectacle d'enfants.

CHAMPIGNY

Le Soleil dans la tête semaine du 13 au 19 mai. **Immigration - Racisme - Reconnaissance des cultures immigrées.**

Film : *Dupont La Joie*. Théâtre Nedjma et le *Cul entre deux chaises* par la troupe de Fontenay S/Bois (portugais).

BAGNEUX

Dave Stewart, Pip Pyle, Rapid-Eye Movement (*théâtre Victor Hugo* à 21 h), le 16 mai.

NANTERRE

A la Maison de la Culture - Théâtre des Amandiers, Samedi 16 mai à 20h30 : **Jango Edwards fool and Friends Roadshow**

ST GENEVIEVE DES BOIS

A la fête de l'ACASI (en plein air) le 24 mai, la troupe **Nedjma**, présente son spectacle « *Barka ou la vie parisienne* ».

MANTES LA JOLIE

Le mercredi 20 mai **Mike Westbrook Brass Band**

VILLENEUVE LE ROI

La troupe **Nedjma** présente son new spectacle « *Barka ou la vie Parisienne* » à 17heures le 16 mai à la *Salle des Fêtes*

- **Ahmed Ben diab**

BAGNEUX

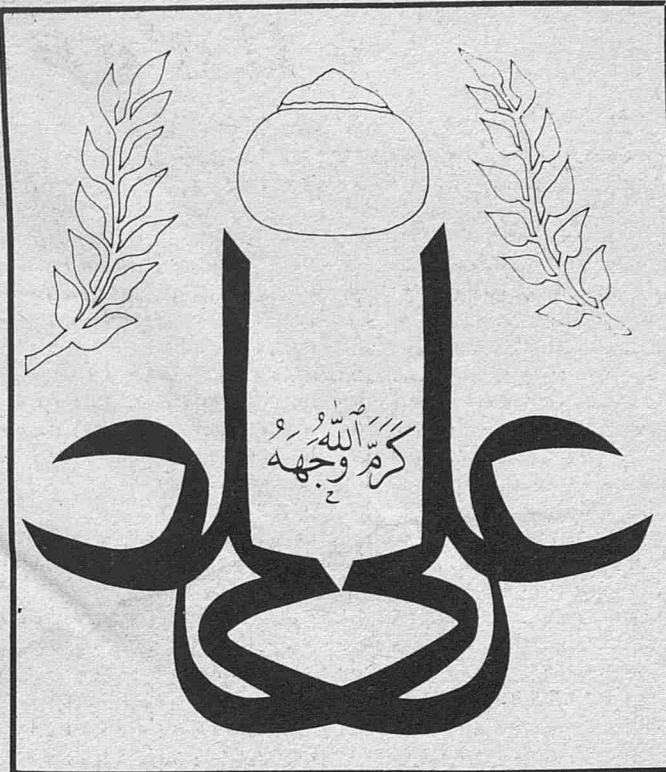
Vive la fête avec la JOC-JOCF Le 24 mai de 10h à 22h.

Avec **Béranger** et **Bashung**.

ARGENTEUIL

Avril, mai 1981 : le Centre Culturel propose aux collectivités et à la population d'Argenteuil, un cycle maghrébin. Cette initiative s'inscrit dans une double perspective.

- La mise en place d'activités décentralisées dans les quartiers, en étroite collaboration avec les Associations locales et les Comités d'entreprises en Avril et mai.



- L'organisation d'un programme Central d'expositions, de cinéma et de spectacles au mois de mai qui présente quelques aspects de la culture maghrébine d'aujourd'hui.

Ce cycle est conçu comme un moment important de débats entre les différents interlocuteurs, comme un projet non clos dans une perspective de concertation.

Au programme :

Le groupe Khamsa présente au Centre Culturel (3 rue des Gobelins) une expo sur la recherche calligraphique du 19 mai au 2 juin.

- Atelier de création instrument au Foyer de Jeunes travailleurs.

- Atelier de calligraphie mercredi 20 mai à 9h30 à la *Maison de l'Enfance*. Théâtre **Mohamed Travolta** par le Groupe Ibn Khaldoun samedi 30 mai à 20h45.

Musique : **Malek et Joulan** - Ils jouent du Bendir et du bandjo. Ils chantent en s'inspirant du Melhoun. « *Oulidat Beaubourg* ». Les enfants de Beaubourg était le nom du groupe qu'ils avaient constitué il y a quelques années. Aujourd'hui, ils travaillent en duo et jouent avec le groupe Ibn Khaldoun.

PROVINCE

CAEN

ARchie Shepp, **Horace Parlan** duo, à la *Salle le Concorde* à 20h30 le 22 mai.

GRENOBLE

Le 20 mai à l'*Alexpo*, Ray Charles.

DUNKERQUE

Librairie Rumeurs, 49 rue de Soubise. Du 15 au 24 mai 1981

HERVE-MASSON

Peintures - Chutes de bois - Dessins et livres



DOUAI

Festival de jazz organisé par le Centre d'Animation Culturelle. 15 - 16 mai. *Michel Portal* (quartet), *Chris Mac Grégor*, *Le Workshop de Lyon*, *Sugar Blue*, *Milson Mendelberg*...

MARSEILLE

Peinture de prison. Abdellatif Derkaoui prisonnier d'opinion détenu depuis 1973 à la prison de Kénitra.

RENNES

Kei Takei (chorégraphie japonaise à la *Maison de la Culture* le 19 mai.

Elsa Wollaston (danseuse africaine le 26 mai à la *Maison de la Culture*).

AIX EN PROVENCE

A La-Salle Carnot : **Los Caïmanes** (musique andine) à 21H, le 19 mai.

Los Salseros (salsa) à 21 h, le 20 mai.

NANCY

Grande fête du quartier Haut du Lièvre. Vendredi 15 : à 14h au *Buisson ardent*, projection du film : « *Le soleil des Hyènes* » à 20h30, à la MJC, Concert avec marc Loo-puyt et en première partie, le groupe des étudiants marocains « *Tamout* »

Samedi 16 : à 21heures, au *Buisson ARdent*, ciné-club arabe avec le film *Soleil de Hyènes*. Dimanche 17 : de 14 à 19heures. Journée de formation interne du cinéma du monde arabe, à 19 heures, stade Gentilly - Tournoi de foot.

Mardi 19 au *Centre social* : film : « *A cloche pied au-dessus des Frontières* » suivi d'un débat. Sur les jeunes dits « immigrés ». Mercredi 20 - 18h. à la MJC, film sur la Tunisie et à 20h30, film « *quitter Thionville* »

Vendredi 22 : **Djamel Allam** à 21 heures, à la *Salle Gentilly*.

Samedi 23 à 17 heures, au *Centre Social*

Danses folkloriques avec un groupe tunisien *Mirja* groupe musical de l'A.E.F.T.I. et théâtre avec le groupe de l'A.S.A.L.

NEUVILLE

Lundi 18 mai : A 20h30, à la MJC : Débat par la fédération des Parents d'Elèves sur l'intégration des maghrébins dans le milieu scolaire.

Mardi 19 MAI : *Cinéma du Maghreb au Rex*. A 20h : film pour famille « *les vacances de l'inspecteur Tahar* ».

A 21h45 : « *Le Vent des Aurès* » - Film de 1966 de Lakhdar Hamina.

Mercredi 20 mai : A la MJC de 14h à 18 h. Ateliers d'expression enfants de 6 à 16 ans

Jeudi 21 mai : A 20h30 à la MJC : Soirée information-débat sur l'Islam avec la participation d'universitaires franco-arabes de Lyon.

Vendredi 22 Mai : *Au Centre Culturel Jean-Vilar*. Spectacle important avec *Sharif Alaoui* et ses Musiciens : chants, contes, danses du Maghreb

Samedi 23 mai : A la MJC *Expo au Caveau* : Montage vidéo sur les ateliers du mercredi ; Projectio « non stop » en fondu-enchaîné sur les pays du Maghreb (Maroc...)

ANNONCES GRATUITES ... ANNONCES GRATUITES ... ANNONCES GRATUITES ... ANNONCE

Compositeur cherche textes à mettre en musique. Chamb BP 688 75425 Paris cédex 09

Julien Dorange chanteur français souhaiterait se faire connaître au maghrébin. Je peux envoyer un disque ou copie de cassette à toutes les réponses sérieuses et accepterais de me déplacer. Merci pour vos propositions. Ecrire à Kif Music éditions BP 26 75421 Paris Cédex 09

Session intensive d'arabe maghrébin à Paris 18^e du 6 au 17 juillet. 60 heures de cours - Pour tous niveaux

Renseignements : Association Alphas - Maghrébin. 27 rue de Chartres - 75018 Paris (joindre enveloppe timbrée).

Avis aux photographes, amateur ou pas et que vous avez des photos, envoyez en une copie à Sans Frontière qui les publiera.

M. B.M. Benbouziane de Saint Denis doit aller chercher une lettre de Pontarlier à la Poste Restante.

Après avoir lu les journaux des pays (Afrique, etc) que vous recevez, ne les jetez pas, envoyez les à Sans Frontière, service archives ... Merci d'avance.

Sans Frontière à la recherche de machines à écrire pas chères.

Contactez **Mustapha à Sans Frontière**.

Détresse. Cherche correspondant(e)s tous âges, un rayon de soleil au sein de ma détresse, peut boire : afin de briser ma solitude et la monotonie cruelle de ces jours sans fin réponse assurée à toutes et à tous. **M. Benyettou Kader**, n°104 705 D1 G2 49, 7 avenue des Peupliers, 91705 Fleury Mérois.

MEMOIRE IMMIGREE

Je me suis mariée à 19 ans, car je travaillais pour ma mère, c'était moi l'homme de ma mère. Mon père est mort et depuis l'âge de 15 ans, je travaillais chez une française.

Mon premier mari était tunisien ; à l'époque, en Algérie, il y avait beaucoup de tunisiens. Il m'avait vue au balcon et il est venu me demander à ma mère et à mon grand-père. Eux, au début, ils ne voulaient pas. Mon mari a insisté, il a pioché, pioché jusqu'à ce qu'il tombe dans le puits. Il disait à mon grand-père : « C'est une femme, Djamilia, l'orange quand elle est mûre, on la cueille. » En fin de compte, ils m'ont donnée. Moi, j'étais d'accord car lui et moi on s'était connus en cachette. On s'est marié et j'ai eu mon premier enfant en 1953.

Au lieu de dire non, j'ai dit oui

Puis il y a eu la guerre, mon mari était un fellagha, un rebelle tunisien, alors il est parti, j'avais 24 ans. On ne s'est plus revu durant 10 ans. Moi, comme on m'avait dit qu'il était disparu, je me suis remariée.

Lorsqu'on s'est retrouvé, j'étais remariée et lui aussi.

Maintenant il vit en Tunisie.

J'avais deux enfants lorsqu'il a disparu ; ma patronne m'a proposé d'accompagner sa mère en France. J'y

Djamila voulait et veut toujours écrire un livre, pour raconter sa vie, mais aussi celle de ses trois mariages, dire la vie de ses enfants, mais aussi la mort de Nasser assassiné il y a presque un an.

Lorsque nous l'avons rencontrée à l'Estaque, quartier de Marseille puis à l'hôpital, malade mais infatigable, Djamilia tenait plus que jamais à un livre, balayait d'une main les questions sur sa maladie pour parler de ce livre à faire et attendait que ce premier article paraisse dans « Sans Frontière ».

Arabe, elle veut décrire l'immigration, la cohabitation avec les français à l'Estaque, le racisme et les racistes : « qui ont souvent peur surtout, lorsque, comme moi, on ne se laisse pas faire ».

Femme, elle se souvient de ses trois maris avec tendresse, mais sans aucune complaisance, raconte leurs approches, sa lutte contre eux et le verdict s'abat : « le mariage c'est le malheur de la vie ».

Mère, elle évoque ses enfants et ne cesse de parler de Nasser, dont l'assassinat est pour elle le symbole de la situation de tous les immigrés et métèques qui vivent dans ce pays. Comme le voudrait sûrement Djamilia, ce témoignage est dédié à la mémoire de Nasser, de Houari, et de tous ceux que le racisme et la bêtise ont avili, tué, et veulent encore tuer.

suis arrivée en 57. J'habitais St Hippolyte-du-Fort, ma patronne était très gentille mais elle ne me payait pas bien.

Aussi je suis retournée en Algérie, et c'est là que j'ai rencontré mon deuxième mari. Il était meunier, il m'a vue un jour au moulin alors que j'apportais le grain. Il a fait marcher mes frères : il leur donnait de l'argent, leur payait le cinéma ; eux ils croyaient qu'ils avaient trouvé la fortune.

Un fois qu'il les a bien fait marcher, il leur a dit : « Amène-moi chez ta mère que je demande ta sœur ». Il est venu, ils ont mis le canoun, ont bu le thé, parlé, et ils ont fait l'affaire.

Moi, je ne voulais pas, il était vieux.

Je me bagarrais avec lui et tout le monde, alors il m'a ensorcelée. Il m'a fait un kteb que j'ai trouvé dans mon porte-monnaie : il m'a fermé les yeux. Au lieu de dire non, j'ai dit oui. Il était gentil ; il m'aimait, mais moi, mon cœur ne l'aimait pas. Je suis tombée enceinte de mon troisième enfant. Mon oncle nous disait d'aller en France, car là-bas, il y avait du travail.

On est venu avec mes enfants. On a trouvé une baraque à la campagne Fenouil dans un bidonville. Mon mari a trouvé du travail aux choses du train. Mon mari « meskine », il était bête, il ne comprenait pas le français. Cela faisait huit jours qu'il travaillait, il s'est fait écraser par un train. Je suis restée seule, longtemps ; mes voisins parlaient de moi. Moi je m'en foutais car j'étais intelligente ; eux, c'étaient des kabyles, ils ne comprenaient même pas le français. Je ne fréquentais pas les hommes ; fréquentier pour « avoir le ballon » après. Je surveillais mes enfants, et j'étais comme une poule. Une poule, quand elle a des oeufs, elle les couve.

Longtemps je suis restée seule, jusqu'à ce que je rencontre mon troisième mari. Il travaillait à l'Amicale, il vendait les cartes. Encore une fois, au lieu de dire non, j'ai dit oui. Avec celui-là, pendant 4 ou 5 ans, c'était la lune et les étoiles. Une fois que j'ai eu les enfants, il a commencé à faire la guerre. Il me tapait ; ne me donnait pas d'argent. J'ai souffert avec lui, heureusement il est parti. Aussi quand ma fille a voulu se marier, je lui ai dit : « le mariage c'est le malheur de la vie ».

Ma cousine, elle les emmerde tous

Nous les algériens, on est mal vus ...

J'ai beaucoup souffert après la mort de mon deuxième mari. J'étais seule avec les enfants et sans argent. Je n'ai pas eu de sous quand il est mort, car il ne travaillait que depuis 8 Jours. A côté de chez nous, il y avait un magasin kabyle ; j'y allais ramasser les légumes pourris, je disais que c'étais pour les lapins. Je les triais et les faisais cuire avec le couscous que j'avais ramené d'Algérie.

Je ne connaissais pas bien Marseille, j'allais à pieds rue Caisserie demander le secours à l'assistance. Un jour, un homme là-bas m'a dit : « la France, elle ne va pas te nourrir, tu n'as qu'à te marier ! ». Là, je me suis mise en colère. Je lui ai dit : « d'accord, toi tu travailles, tu gagnes ton salaire, c'est mieux que je te prenne toi et qu'on se marie car si je prends un arabe, il va être au chômage, et je reviendrai demander la charité ». Il m'a insulté, ma fille, tu peux pas savoir ... J'ai souffert. Nous, les Algériens, on était mal vus. Chaque fois que j'allais demander un secours ou quelque chose, on me disait : « pour quoi tu n'es pas restée dans ton bled ? Encore maintenant, c'est comme ça, sauf si tu as les papiers français. Ma cousine, elle a les papiers français, elle les emmerde tous. Qu'est-ce qu'on peut faire ? Ma fille est déléguée, moi je suis pas d'accord, c'est aux Français à faire ça ; c'est de la politique.

Je lui ai dit : « Toi tu cherches à aller en prison ». Son patron a fermé l'atelier où elle travaillait et ne les a pas payés. Là, tu vois ma fille, c'est autre chose, je lui ai dit : « tu l'attrappes et tu lui fous la rousse, ou alors tu prends tes enfants et tu t'installés chez lui ».

Ils mettent la couverture sur la mort de mon fils

Cet été, je suis partie en Algérie pour l'Ad, c'était un mercredi. Le lundi, j'ai reçu un télégramme : « Nasser décédé ». J'ai repris l'avion, j'étais folle, il avait 19 ans. Il a voulu aller danser à Carry-le-Rouet avec sa fiancée, une française et un copain français lui aussi, le patron de la boîte n'a pas voulu le laisser rentrer et ils se sont disputés, mon fils est resté devant la porte. Le patron et les videurs l'insultaient et le traitaient de sale arabe. Ils ont tiré à travers le judas de la porte. Mon fils a reçu la balle dans la tête, ils est mort.

Les journaux n'en ont presque pas parlé. Ce serait mon fils qui aurait tué, on l'aurait su de partout. En plus, ils ont écrit des mensonges : « Fusillade à Carry-le-Rouet ».

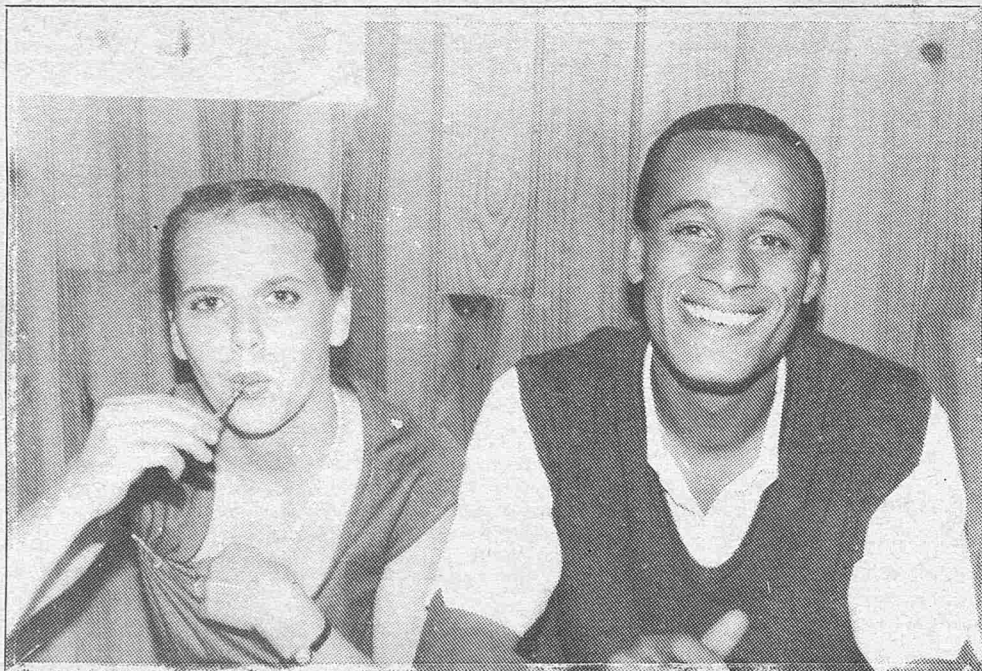
Comment « Fusillade » ? mon fils n'était pas armé. L'avocat m'a fait écrire un démenti, il n'est même pas passé. Les seuls qui ont été gentils ce sont les gens de l'Estaque.

Une commerçante est venue, elle m'a dit que tout le monde connaissait Nasser et l'aimait, qu'ils voulaient accompagner le corps au bateau. J'ai accepté à condition qu'il y ait des français, car s'il n'y avait eu que des musulmans, la police serait venue et ça aurait mal tourné. Je ne voulais pas que le corps de mon fils se retrouve au milieu de la rue. Tout le monde a suivi l'enterrement, français ou arabes, là on n'a pas vu la différence. Maintenant le procès stationne, pourtant j'ai dit au juge : « Ne croyez pas que vous allez mettre la couverture sur le corps de mon fils comme pour les autres ».

Ça fait beaucoup de jeunes qui meurent comme ça : mon fils, Nasser, Lahouari, Boudjellal. Nous on a peur. La peur qui nous tient, c'est notre carte de résidence, on se dit si on fait quelque chose, c'est l'expulsion qui suit derrière.

Beaucoup de jeunes qui sont frappés, tués, expulsés. Nous on ne vit pas en sécurité, on a toujours peur.

Djamila



Nasser et sa fiancée Sylvie

Fusillade à Carry

Parce qu'il voulait entrer dans un club privé, un jeune Marseillais de 19 ans a été tué d'un coup de fusil de chasse tiré par le fils du patron de l'établissement.

Ce drame stupide s'est joué la nuit dernière, à Carry-le-Rouet, devant de très nombreux témoins médusés, qui ont mis un très long moment à réaliser qu'ils venaient d'assister à un meurtre.

Le fils du propriétaire de la boîte de nuit, Eric L., auteur des coups de feu mortels, a été interpellé et sera présenté au Parquet.

La victime, Nasser Souline, 19 ans, s'est présenté avec une amie, vers minuit, au Big Bos Club, situé rue Jérôme-Chapuis, en plein centre de Carry-le-Rouet. Le jeune homme et la jeune fille voulaient entrer dans l'établissement nocturne pour danser. A plusieurs reprises, il a été refusé par les propriétaires des lieux qui lui expliquaient qu'en ce dimanche soir, des fiançailles se déroulaient à l'intérieur de l'établissement et que c'était une soirée privée.

ment et que c'était une soirée privée.

En quelque sorte, le propriétaire du « Big Bos Club » avait loué son établissement pour une soirée. S'il était là c'était, sans aucun doute, pour servir mais les clients étaient choisis par les familles des fiancés.

Après plusieurs essais pour pénétrer dans la boîte, Nasser Souline s'en prenait au fils du patron, Eric L. Une violente bagarre éclatait entre les deux jeunes hommes. Nasser Souline était alors mis à la porte manu militari. Que s'est-il passé alors ? Surexcité, Eric L. s'empara d'un fusil de chasse à croc et canif sciés, ouvrit un judas de la porte d'entrée du « Big Bos » et fit feu à deux reprises en direction de Nasser Souline. Touché en pleine face, ce dernier s'écroula. Il était mort.

Alertés, les gendarmes de Carry-le-Rouet et ceux de la brigade de Martigues, sous les ordres du capitaine Bouaniche, procédaient aux premières constatations. Bien que de nombreux témoins ont assisté à la scène, tous affirmèrent qu'ils n'avaient rien vu, ce qui rendit très difficile la tâche des enquêteurs qui ont dû recouper petit à petit divers renseignements avant d'établir les faits de ce drame, et d'interpeller l'auteur du coup de feu, le jeune Eric L.

Ce sont les gendarmes de la section des recherches d'Aix-en-Provence et ceux de la brigade des recherches de Carry-le-Rouet qui poursuivront l'enquête.

Max GUILLEN et Christian RODAT

paru dans « Le Soir », quotidien régional
des Bouches-du-Rhône, le 18 août 1980